

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER. — FACULTÉ DE DROIT

---

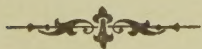
LES IMPOTS  
SUR LES  
VALEURS MOBILIÈRES  
FRANÇAISES



THÈSE  
POUR LE DOCTORAT (SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

PAR

**Auguste NADAL**



MONTPELLIER  
IMPRIMERIE G. FIRMIN, MONTANE ET SICARDI  
Rue Ferdinand-Fabre et quai du Verdanson

—  
1904



# THÈSE

POUR LE DOCTORAT (SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

# UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

---

## FACULTÉ DE DROIT

---

**MM. Vigié**, Doyen, professeur de Droit civil, chargé du cours d'Enregistrement.

**Brémont**, Assesseur, professeur de Droit administratif.

**Gide**, professeur d'Économie politique, en congé.

**Glaize**, professeur de Procédure civile, chargé des cours des Voies d'exécution et de Législation financière.

**Laborde**, professeur de Droit criminel, chargé du cours de Législation et Economie industrielles.

**Charmont**, professeur de Droit civil.

**Chausse**, professeur de Droit romain.

**Meynial**, professeur d'Histoire du Droit.

**Barde**, professeur de Droit constitutionnel.

**Valéry**, professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit international privé.

**Declareuil**, professeur de Droit romain, chargé du cours d'Histoire du Droit public français.

**Margat**, professeur de Droit civil.

**Perreau**, professeur de Droit civil approfondi.

**Moye**, professeur de Droit international public.

**Rist**, professeur-adjoint, chargé d'un cours d'Economie politique et du cours d'Histoire des doctrines économiques.

**Porte**, agrégé, chargé d'un cours d'Économie politique.

**Grangé**, secrétaire.

**Laurens**, professeur honoraire.

**Giraud**, secrétaire honoraire.

### MEMBRES DU JURY :

**MM. Glaize**, *président*.

|               |   |                    |
|---------------|---|--------------------|
| <b>Moye,</b>  | } | <i>assesseurs.</i> |
| <b>Porte,</b> |   |                    |

---

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER. — FACULTÉ DE DROIT

---

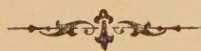
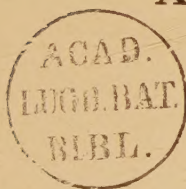
LES IMPOTS  
SUR LES  
VALEURS MOBILIÈRES  
FRANÇAISES

— ✱ —  
THÈSE

POUR LE DOCTORAT (SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

PAR

**Auguste NADAL**



MONTPELLIER

IMPRIMERIE G. FIRMIN, MONTANE ET SICARDI

Rue Ferdinand-Fabre et quai du Verdanson

—  
1904



A MA GRAND'MÈRE

A MON PÈRE ET A MA MÈRE

A. NADAL.



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

# LES IMPOTS

SUR LES

## VALEURS MOBILIÈRES

### FRANÇAISES

---

#### INTRODUCTION

Les bases de notre système d'impôts ont été posées au lendemain de la Révolution par l'Assemblée Constituante. Elle substitua aux différentes taxes de l'ancien régime, taille, vingtième, capitations, corvées, dont l'application n'entraînait que confusion et injustices, un système plus rationnel et plus efficace en même temps. Le nouveau régime créa l'impôt foncier, la contribution personnelle mobilière, l'impôt des patentes, la contribution des portes et fenêtres. Les revenus des capitaux mobiliers n'étaient atteints qu'indirectement : c'était dans le cas où ces capitaux étaient engagés dans le commerce ou l'industrie et supportaient ainsi l'impôt des patentes.

A mesure que les valeurs mobilières augmentaient en nombre et en importance au cours du XIX<sup>e</sup> siècle (1),

---

(1) Stourm, *Systèmes généraux d'impôts*, chap. XVIII.

leur situation, par rapport aux biens immobiliers, n'en paraissait que plus privilégiée. Aussi en 1850 et 1857, le législateur, obligé de faire face aux exigences du budget, imposa-t-il les valeurs mobilières d'un droit de timbre et d'un droit de transmission.

Le droit de timbre spécial est établi sur les actions des sociétés et sur les obligations négociables des départements, communes, établissements publics et compagnies.

Le droit de transmission représente les droits de mutation à titre onéreux auxquels échappaient généralement ces valeurs.

Ce sont encore des nécessités impérieuses d'ordre budgétaire, beaucoup plus que le principe d'une égalité de taxation de toutes les richesses, qui, en 1872, à la suite de la guerre funeste avec l'Allemagne, ont poussé le législateur à établir un impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

C'est notre système d'impôt sur les valeurs mobilières tel qu'il est établi par les lois, que nous venons d'énumérer, que nous nous proposons d'exposer dans cette étude.

Mais avant d'entrer dans le détail même de cette législation, nous devons examiner diverses questions générales, et nous demander quelle est la valeur économique et financière des principes sur lesquels est basé notre mode de taxation.

Le fisc prélève des droits sur les revenus et les mutations de la propriété foncière et de la propriété bâtie : n'est-il pas équitable de prélever des taxes analogues sur les revenus et sur les mutations des

valeurs mobilières, et le législateur n'a-t-il pas le droit, le devoir même, de faire contribuer aux charges publiques les possesseurs de ces valeurs mobilières au même titre que les possesseurs de biens immobiliers ?

La question ne paraît guère douteuse au premier abord, surtout si l'on considère la part énorme de la richesse publique représentée sous forme de valeurs mobilières. En 1895, on a calculé que la valeur de ces titres circulant en France s'élevait au chiffre de 92 milliards, donnant un revenu annuel de 4088 millions.

Et cependant la taxation des valeurs mobilières a été vivement critiquée. Les adversaires de cet impôt se recrutent tant dans le camp des financiers que parmi les économistes. Ces auteurs allèguent que l'impôt sur les valeurs mobilières fait double emploi dans notre législation fiscale, qu'il porte préjudice au marché français, et enfin, qu'il aboutit à une dépréciation des capitaux.

Etudions ces critiques et voyons si vraiment la taxation des valeurs mobilières aboutit à de si fâcheux résultats.

Dans un système financier établissant un impôt général sur le revenu, l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières est très légitime et se comprend fort bien : en effet, les valeurs mobilières seraient taxées ici exactement comme les autres sources de revenu, revenu des terres, des maisons ou du travail : elles n'ont pas déjà été frappées à un autre titre.

Mais tel n'est pas le procédé employé en France. Chez nous les différentes sources de revenus sont

frappées séparément : impôt sur le revenu des terres et des maisons (contribution foncière sur la propriété bâtie et sur la propriété non bâtie), impôt sur le revenu commercial et industriel (patentes) et impôt sur le revenu global des contribuables, dont on a tenu compte dans la contribution personnelle mobilière et dans l'impôt des portes et fenêtres. Dans un pareil système, dit-on, il est difficile de concevoir un impôt sur le revenu des valeurs mobilières qui ne vienne pas faire un double emploi avec un impôt déjà existant.

En effet, les valeurs mobilières n'ont pas de valeur en soi. Elles ne sont que des titres représentatifs de valeurs réelles et ces valeurs réelles qu'elles représentent ont été déjà frappées à d'autres titres.

Les obligations sont des titres donnant droit à leur possesseur d'exiger les intérêts ou le paiement d'un capital prêté : or, les revenus des obligations ont été déjà atteints par la contribution personnelle mobilière et peut-être, pourrait-on ajouter, par la contribution des portes et fenêtres.

Les actions sont des titres représentant le droit de participer aux bénéfices distribués par une société et au partage du fonds social.

Ici encore, dit-on, les bénéfices des sociétés sont déjà atteints par les impôts fonciers quand elles possèdent des immeubles, par l'impôt des patentes si elles exercent un commerce ou une industrie, par les droits d'enregistrement et de timbre. Aussi M. Paul Leroy-Beaulieu, qui s'est rangé parmi les adversaires de la taxation des valeurs mobilières, a-t-il écrit : « L'impôt sur le revenu des valeurs mobilières est

un impôt supplémentaire qui s'ajoute à toutes les taxes qu'une société a déjà payées au même titre que les autres contribuables. » (1)

M. Leroy-Beaulieu s'applique, en effet, à démontrer l'inégalité qui existe entre une entreprise particulière et une entreprise collective par suite de l'impôt frappant les valeurs mobilières :

« Considérons une filature de lin appartenant à une société anonyme ; elle a déjà été frappée de tous les impôts qui grèvent une filature de même importance appartenant à un particulier ; elle est, en outre, grevée sur ses bénéfices nets d'une taxe sur le revenu dont est exempté dans beaucoup de pays, notamment en France, la filature appartenant à un simple particulier. Ce que nous disons d'une usine, on peut le dire aussi d'une maison de banque : une société anonyme, comme le Comptoir d'Escompte de Paris, fait absolument les mêmes affaires et paie les mêmes taxes qu'une grande banque individuelle, comme la banque Rothschild ; mais, en plus, le Comptoir d'Escompte est contraint de subir sur ses bénéfices nets un impôt dont son puissant concurrent est exempté. Voilà un des défauts graves de l'impôt spécial sur le revenu des valeurs mobilières : il pèse sur les capitalistes associés ; il ne s'applique pas aux très grands capitalistes qui ne se placent pas sous le régime de l'association. Ce défaut disparaît dans les pays où existe l'impôt général sur le revenu. »

---

(1) P. Leroy-Beaulieu, *Traité de la science des finances*, t. I, p. 473 et suiv.

A cet argument, on a répondu que les possesseurs de valeurs mobilières sont peu intéressants et que le législateur ne doit pas avoir de scrupules à les faire contribuer, par voie d'impôt, aux charges générales. Ce sont des capitalistes oisifs qui ne prennent pas part à la gestion de l'entreprise et recueillent, sans rien faire, les dividendes qui leur sont distribués : ils ne sont responsables que jusqu'à concurrence de leurs mises et, par conséquent, leurs chances de pertes sont limitées ; enfin, en cas de faillite de la société, ils conservent leur honneur, la considération et tout ce qu'ils n'ont pas engagé dans l'entreprise. Leur situation n'est pas comparable à celle du particulier qui dirige lui-même et péniblement une entreprise et à qui une faillite fait perdre à la fois son honneur et toute sa fortune.

Ce raisonnement ne nous paraît pas convaincant. L'impôt n'est pas une peine, et c'est en tant que peine que l'on prétend ici l'invoquer contre les capitalistes.

Les chances de perte, quoique limitées, ne nous paraissent pas négligeables, et ce serait d'un optimisme exagéré que de frapper les capitalistes en invoquant la sécurité des placements qu'ils font dans les entreprises.

Ces capitalistes oisifs ne sont souvent que des travailleurs, parfois assez modestes, qui apportent dans les sociétés le produit de leur épargne péniblement accumulée. C'est ainsi qu'on a calculé qu'en ce qui concerne la rente française, la moyenne des inscriptions était de 200 fr. de rente, représentant par conséquent un capital de 6,600 fr.

Enfin, si l'on veut invoquer l'oisiveté des capitalistes, en quoi les rentiers sur l'Etat, les créanciers hypothécaires, les créanciers chirographaires sont-ils plus intéressants et plus actifs que les porteurs des titres des sociétés ? Et cependant, ils ne supportent pas d'impôts sur leurs titres.

Nous écartons donc ce raisonnement et nous espérons justifier la taxation des valeurs mobilières par des considérations plus sérieuses et plus juridiques.

En ce qui concerne les actions, nous répondons aux critiques de M. Leroy-Beaulieu que, sans doute, les entreprises collectives supportent des charges plus lourdes que les entreprises individuelles. Mais remarquons qu'un des résultats les plus importants de l'association est l'augmentation dans des proportions énormes de la productivité du capital ; et c'est justement là une des causes du développement de l'association durant ces dernières années. Si les capitaux disséminés sont réunis et concentrés par une société, qui leur fait ainsi produire et rapporter dans des proportions beaucoup plus considérables, il ne nous semble pas inique de taxer un peu plus lourdement les bénéfices que la société réalise au moyen de la concentration de ces capitaux.

En ce qui concerne les obligations, l'imposition directe est très légitime : ici les revenus des obligataires n'ont pas été frappés entre leurs mains par la patente ni par l'impôt foncier ; les intérêts qu'ils touchent sont fixes et indépendants des événements qui peuvent survenir à la société.

Enfin, les sociétés lancent sur le marché des valeurs qui sont particulièrement favorisées quant à

la facilité des négociations : on peut donc légitimement les taxer à raison de la supériorité qu'elles possèdent à ce point de vue sur les autres capitaux mobiliers.

L'impôt sur le revenu établi par la loi du 29 juin 1872, ne fait pas double emploi en ce qui concerne les sociétés. Les sociétés ne paient que les impôts déjà existant avant 1872, et la nouvelle taxe ne frappe que les intérêts des capitaux placés dans les sociétés : ce sont les capitalistes propriétaires qui sont atteints.

En étudiant la loi de 1872, nous verrons, en effet, que l'impôt n'est exigible que lorsque la société a distribué des bénéfices et n'est dû que sur le montant de ces bénéfices. Si donc la société, tout en réalisant des bénéfices, ne les répartit pas entre ses membres et les met en réserve, elle ne paie pas d'impôt. La taxe sur le revenu n'atteint que les placements de capitaux faits dans les entreprises : ces placements faisant concurrence aux placements immobiliers, il était équitable de les faire contribuer comme ceux-ci.

Les associés qui contribuent par leur travail et leur activité personnelle sont, par suite, exemptés de l'impôt sur le revenu : ils sont considérés comme commerçants et paient la patente ; il en est ainsi pour les associés en nom collectif, pour les commandités. Au contraire, les commanditaires, les membres des sociétés par action, devront payer la taxe sur le revenu, justement parce qu'ils sont possesseurs de titres représentant le résultat de l'activité d'autrui. C'est le revenu de tels placements que veut atteindre la loi de 1872, et cette loi ne frappe pas la société elle-même.

Nous pensons donc que cette première critique adressée à l'impôt sur les valeurs mobilières n'est pas suffisante pour la faire repousser. Sans doute, dans une certaine mesure, il atteint des valeurs déjà taxées à d'autres titres, mais, dans un système d'impôts multiples comme le nôtre, un pareil résultat est inévitable.

M. Leroy-Beaulieu a cité un exemple très intéressant, montrant justement la superposition des taxes : une société d'assurances, une société de crédit, même une société industrielle, métallurgique ou autre, a souvent, comme emploi de ses réserves, des obligations de grandes sociétés différentes, notamment des obligations de chemins de fer et du Crédit foncier ; il résulte de cette situation que les actionnaires de cette société d'assurances, de cette société de crédit ou de cette société métallurgique, supportent la plénitude des taxes sur les valeurs mobilières frappant cette société même, puis toutes les taxes grevant les obligations que cette société a en portefeuille. Si l'on suppose maintenant, ce qui sera assez fréquent, qu'une société A achète des actions d'autres sociétés B et C, qui possèdent elles mêmes dans leurs portefeuilles des titres des établissements D et E, les actionnaires de la société A se trouvent payer en réalité trois fois les impôts établis sur les valeurs mobilières : 1° sur les valeurs de la société A ; 2° sur les valeurs des sociétés B et C ; 3° sur les valeurs des établissements D et E (1).

---

(1) P. Leroy-Beaulieu, *Traité de la science des finances*, p. 484-485.

Cet état de chose est indéniable, mais ne peut pas faire obstacle au principe. Nous retiendrons seulement cet exemple pour conclure que si l'impôt sur les valeurs mobilières est légitime, il doit cependant être modéré.

Une deuxième critique consiste à dire que l'impôt sur les valeurs mobilières porte préjudice au marché français. Si cet impôt est élevé, les capitalistes vont abandonner les entreprises commerciales et industrielles nationales : les capitaux mobiliers, qui ont une si grande facilité de circulation, vont fuir vers l'étranger au grand détriment de notre prospérité nationale. L'impôt sera aussi un obstacle à l'introduction des capitaux étrangers.

L'impôt spécial sur le revenu plus des droits de transmission élevés, peut avoir pour inconvénient d'empêcher la France de devenir ou de rester propriétaire de certaines valeurs internationales, par exemple, des titres de Suez (1).

Cette seconde objection ne paraît pas bien sérieuse. D'abord quelque facilité que les capitaux mobiliers aient à circuler d'un bout à l'autre du monde, les capitalistes en général préfèrent les avoir sous la main et ne consentent à les envoyer loin que s'ils y trouvent un très grand avantage.

Ensuite, la principale raison qui empêchera cet exode général, c'est que dans tous les pays les capitalistes se heurteront à un impôt atteignant les valeurs mobilières, tout comme en France.

---

(1) Leroy-Beaulieu, *op. cit.*, p. 480.

La critique ne serait juste, et nous retiendrons encore ce point, que si l'impôt français sur les valeurs mobilières était par trop lourd ; mais actuellement il est assez modéré et les résultats fâcheux de la fuite des capitaux à l'étranger ne paraissent pas se produire.

Enfin un troisième reproche est que l'impôt sur les valeurs mobilières aura pour conséquence une dépréciation en capital de toutes les valeurs mobilières actuelles, dépréciation qui équivaldra au montant de l'impôt capitalisé ; toutes les valeurs qui seront créées après l'établissement de l'impôt, seront dépréciées d'une somme semblable au moment de leur création.

Voyons quelle est la portée de l'argument en distinguant les capitaux déjà engagés dans les entreprises au moment de l'établissement de la taxe, et en étudiant ensuite l'influence de l'impôt sur les capitaux non encore engagés.

En ce qui concerne les valeurs déjà engagées au moment de l'établissement de l'impôt, celui-ci se résout, dit-on, en une véritable expropriation, sans indemnité, de la fortune privée. En effet, ceux qui possèdent des titres voient leur valeur diminuer d'une somme équivalente au montant de l'impôt capitalisé. M. Léon Say (1) explique ainsi le phénomène :

---

(1) Léon Say, *Solution démocratique de la question des impôts*, tome II, 5<sup>m</sup>e conférence, p. 64.

Le défaut de l'impôt « est de produire le même effet que la confiscation d'une partie du capital du contribuable. Une obligation de chemin de fer rapportant avant l'impôt 15 francs et ne rapportant plus, après, que 14 fr. 50, ne peut plus, en effet, se vendre qu'avec une perte de 3 %; car la capitalisation s'opère sur 14 fr. 50 de revenu au lieu de 15 francs... L'abolition d'une semblable taxe constituerait, à l'inverse de ce qui s'est produit lorsqu'on l'a établie, une augmentation de capital pour les possesseurs de titres au jour du rappel de la loi; en votant l'abolition, les Chambres accorderaient donc une sorte de gratification à un certain nombre de capitalistes. »

De même, « si la retenue est le 3 pour 100, la personne qui possédait 300 francs de revenu ne touchera plus que 291 francs, et au lieu de vendre à la bourse ses 300 francs de revenu, elle ne pourra vendre en réalité à celui qui achètera ses titres que 291 francs. L'acheteur ne consentira à payer l'action ou l'obligation qu'on lui offre qu'en faisant subir une réduction de 3 p. 100 sur le capital qu'il consent à débours. Etablir un impôt par retenue sur les coupons d'un titre, c'est décréter une diminution de la fortune de ceux qui possèdent des valeurs au moment où l'on établit l'impôt. Si l'on se place dans la situation d'un acheteur le lendemain du jour où l'impôt a été créé, on doit reconnaître que l'impôt n'affecte en rien ni la fortune, ni le revenu de cet acheteur. »

Cette conséquence de l'établissement de l'impôt paraît incontestable; mais il ne faut pas appliquer la critique au seul impôt sur les valeurs mobilières.

L'établissement d'une taxe particulière sur une source quelconque de revenu aboutira au même résultat et entraînera une confiscation du capital au préjudice des possesseurs actuels : un impôt de 10 p. 100 sur le revenu foncier aura pour conséquence une diminution de 10 p. 100 de la valeur du sol, et cette perte sera supportée par le propriétaire actuel, puisqu'il est très évident qu'un acquéreur ne consentira à payer la terre qu'en défalquant du prix le montant de l'impôt capitalisé.

Malgré l'évidence de ce raisonnement, on a voulu cependant tirer argument des constatations faites au moment de l'élévation du taux de la taxe des valeurs mobilières, et démontrer que la baisse, qui eût été logique, ne s'était pas produite.

M. Stourm (1) nous montre qu'on ne peut pas tirer de ce fait des conclusions précises. Quand en 1890, nous dit-il, on éleva le taux de l'impôt de 3 p. 100 à 4 p. 100, il semble qu'une baisse devait se produire. Or, au lieu d'une baisse, la Bourse enregistre une hausse ininterrompue. Une obligation du chemin de fer Paris-Lyon-Méditerranée cotée fin novembre 1890 440 francs environ atteignit en janvier 1891, après la surtaxe, 446 francs.

Peut-on tirer une conclusion de ce phénomène au point de vue qui nous intéresse ? Non, car des causes étrangères à la surtaxe ont été assez puissantes pour faire hausser les cours qui auraient dû baisser,

---

(1) Stourm, *Systèmes généraux d'impôts*, chap. XX.

entre autres l'abondance de l'argent, la raréfaction des placements.

Et M. Stourm remarque que, en raison de ces causes multiples et complexes, la baisse n'aurait pas été plus démonstrative que la hausse : elle aurait tout simplement été plus vraisemblable.

Ainsi nous devons reconnaître la conséquence logique et fatale de la création d'un impôt, à savoir la dépréciation en capital des valeurs engagées au moment de cette création, mais nous répétons qu'il n'y a là rien de particulier aux valeurs mobilières.

La seconde question qui nous reste à examiner est l'influence de l'impôt sur les capitaux non encore engagés. Nos adversaires disent que l'impôt causera un très grand préjudice aux sociétés : le but de la loi est bien d'atteindre les revenus des actionnaires et des obligataires, et cependant, ce seront les sociétés elles-mêmes qui vont supporter tout le poids de la taxe. En effet, ou bien les capitaux français vont fuir à l'étranger, ou bien ils se porteront sur d'autres valeurs exemptées de l'impôt, la rente ou les créances hypothécaires. Les sociétés françaises ne trouveront plus à emprunter qu'en réduisant leur taux d'émission ou en payant un taux d'intérêt supérieur au taux réel de l'argent, et elles seront ainsi poussées vers la faillite.

Reconnaissons que dans cette critique, il y a une part de vérité. Ce ne seront pas les capitalistes qui souffriront de l'établissement de la taxe, mais les sociétés. Les sociétés seront obligées, pour trouver encore à emprunter, de prendre à leur charge une partie de l'impôt, faute de quoi les capitaux se por-

teraient vers les valeurs non taxées. Mais elles n'en supporteront pas tout le poids. Si nous supposons tous les capitaux se portant vers la rente et les valeurs non taxées, nous verrons le cours de ces valeurs hausser rapidement par suite de l'augmentation de la demande : il en résultera, pour ces placements, une baisse du taux de l'intérêt, et cette baisse aura pour conséquence de ramener les capitaux vers les valeurs taxées : les sociétés pourront encore trouver crédit en ne prenant à leur charge qu'une partie de la taxe.

La meilleure preuve que l'impôt sur les valeurs mobilières n'entraîne pas à la faillite les sociétés qui le supportent, c'est l'essor et la prospérité de ces sociétés depuis 1872, et depuis cette date la transformation d'un grand nombre d'entreprises privées en sociétés anonymes (magasins du Printemps, imprimerie Chaix, ateliers de confections Godillot, annuaire de publicité Didot-Bottin).

Il résulte de ce que nous venons d'exposer que si les sociétés sont obligées de supporter partiellement le poids de l'impôt, c'est à cause de la faculté que les capitalistes ont d'employer leurs fonds à l'achat de certaines espèces de valeurs non soumises à la taxe. (Nous ne tenons guère compte de l'émigration, puisque nous avons indiqué précédemment que dans tous les pays étrangers il existait aussi un impôt sur les valeurs mobilières.) La rente française, les emprunts des colonies, les emprunts hypothécaires ne sont pas assujettis à l'impôt. C'est là un fait très fâcheux et c'est à cet état de choses qu'est imputable le reproche que nos adversaires adressent à

l'impôt sur les valeurs mobilières. S'il n'y avait d'exemption pour aucune espèce de valeurs, les prêteurs ne trouveraient aucun débouché non imposé et devraient supporter tout le poids de la taxe.

Pour justifier la taxation des valeurs mobilières nous avons invoqué le principe de justice en vertu duquel ces valeurs doivent supporter leur part d'impôt. Jusqu'en 1872 il y avait une inégalité flagrante entre les charges qui pesaient sur la fortune immobilière et celles que supportaient les valeurs mobilières. Actuellement l'impôt semble peser également sur ces deux catégories de richesses.

M. Stourm en a fait la démonstration (1). Prenant pour exemple l'obligation de 3 pour 100 des chemins de fer français, dont le revenu est connu, il dresse le tableau des impôts qui affectent ce titre, et il constate que cette obligation, au taux nominal de 500 francs rapportant 15 francs d'intérêt, paie à l'Etat annuellement :

|                                                                                                                   |      |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| Droit de timbre (0,06 pour 100) sur le montant nominal du titre (loi 5 juin 1850) . .                             | 0,30 |
| Droit de transmission par abonnement (0,20) sur la valeur réelle, 465 francs environ (loi 23 juin 1857) . . . . . | 0,93 |
| Impôt de 4 pour 100 sur le revenu de 15 fr. (loi 29 juin 1872 et 26 décembre 1890). .                             | 0,60 |
| Total. . . . .                                                                                                    | 1,83 |

---

(1) Stourm, *op. cit.*, chapitre XVIII.

Par rapport à 15 francs de revenu, 1 fr. 83 représente 12,20 pour 100.

A ces taxes annuelles il convient d'ajouter les taxes éventuelles d'enregistrement et de timbre, évaluées en moyenne à 0,23 par an, soit en tout 2,06.

Le taux d'imposition est donc de 13,70 pour 100, presque 14 pour 100.

Les mêmes calculs appliqués à d'autres types d'obligation donnent des taux de 11 à 12 pour 100.

Les impôts immobiliers sont évalués à 12 pour 100. On voit donc que l'égalité est maintenant atteinte.

Si les critiques qui ont été formulées contre l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières et que nous venons d'étudier ne suffisent pas, à notre avis, pour entraîner la condamnation de cette taxe, nous convenons qu'elles deviendraient justes si l'impôt était plus lourd. Une augmentation de l'impôt romprait l'équilibre au préjudice des valeurs mobilières, et ses conséquences seraient très fâcheuses.

Les double-emploi que signalait M. Leroy-Beaulieu sont certains : il n'y a pas de doute en ce qui concerne les sociétés immobilières qui, tout en acquittant tous les droits mobiliers afférents à leurs actions et obligations, n'en paient pas moins aussi tous les impôts fonciers sur les immeubles constituant leur actif industriel. Les pures sociétés de crédit elles-mêmes supportent aussi de lourds impôts fonciers (1).

---

(1) M. Stourm (*Systèmes généraux d'impôts*, chapitre XVIII) relève les impôts fonciers payés par la Société générale, qui est une société de crédit :

On doit donc éviter de les taxer trop lourdement sur leurs valeurs mobilières.

En second lieu, les capitaux mobiliers sont instables et fugaces et échapperaient à une contrainte trop rigoureuse, soit en se raréfiant, soit en émigrant. C'est ainsi que lorsque l'Italie, en 1874, voulut créer un droit gradué sur les bordereaux d'achats et de ventes de titres de Bourse, son marché se resserra immédiatement et la taxe en fut rendue responsable.

Enfin les valeurs mobilières sont dignes d'autant d'intérêt que les valeurs foncières. Malgré les mécomptes que la terre peut réserver à ses possesseurs, le fonds reste toujours en dépit des années malheureuses et des crises. Au contraire, combien de porteurs de valeurs mobilières se sont vus dépouillés irrémédiablement de leurs revenus et de leur fonds !

« En laissant de côté les quantités d'affaires suspectes qui sombrent journellement, des valeurs très sûres en apparence et que la prudence ne déconseil-

---

|                                     |               |
|-------------------------------------|---------------|
| Siège central : Impôt foncier . . . | 15.723 fr. 90 |
| Impôt des portes et fenêtres . .    | 2.789 fr. 75  |
| Agences : Impôt foncier. . . .      | 1.670 fr. 18  |
| Impôt des portes et fenêtres . .    | 3.313 fr. 61  |
| Total. . . .                        | 23.497 fr. 44 |

Ainsi 23.497 fr. 44 de taxes foncières. A ce chiffre s'ajoutent annuellement 355.941 francs de taxes spéciales sur ses titres et sur ses coupons, 440.564 francs de patentes et d'impôt locatif, 50.786 francs de timbres divers, plus 197.624 francs d'impôts sur les bureaux de quartiers non détaillés et quelques redevances : en tout, 1,069.811 fr. 88.

lait nullement de posséder, ont englouti des fortunes considérables : obligations du canal de Panama, autorisées par un vote du Parlement ; actions du Comptoir d'Escompte de Paris, dont les notaires recommandaient l'acquisition aux familles ; obligations du chemin de fer d'Orléans à Châlons, jouissant de la garantie de l'Etat ; actions de la Société des dépôts et comptes courants ; obligations des chemins de fer portugais, etc... ; même certains fonds d'Etats renommés par leur chevaleresque bonne foi, disaient les prospectus d'émission.

Ces déchets inévitables et constants, subis à coup sûr par tout détenteur d'un portefeuille tant soit peu panaché, semblent déjà susceptibles, en toute équité, de provoquer la compassion du fisc » (1).

Le taux de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières est actuellement de 4 p. 100. Depuis son établissement en 1890, les sociétés ne semblent pas avoir eu à en souffrir, et aucun des résultats fâcheux d'une taxation trop rigoureuse ne s'est produit.

M. Merlou, dans le rapport qu'il vient de déposer à la Chambre des députés (mai 1904) au nom de la commission de législation fiscale, sur le projet d'impôt sur le revenu de M. Rouvier, et qui va être incessamment discuté, propose d'élever l'impôt à 5 p. 100. M. Rouvier avait conservé, au contraire, le taux de 4 p. 100 qui, à notre avis, est très suffisant. Le produit de cette surtaxe de 4 à 5 p. 100 est évaluée à 20 millions.

---

(1) Stourm, *op. cit.*, chap. XVIII, p. 345.

La législation actuelle a donc été combattue vivement par les adversaires de la taxation dont nous venons d'exposer les critiques ; elle n'a pas satisfait non plus les partisans de l'impôt sur le revenu. Ceux-ci lui reprochent d'épargner toute une série de valeurs et prétendent que ces immunités sont injustes et, de plus, sont la cause des phénomènes fâcheux que nous avons indiqués en étudiant l'incidence de l'impôt.

Les principales valeurs françaises omises par l'impôt actuellement sont :

Les créances chirographaires ;

Les créances hypothécaires ;

Les rentes sur l'Etat (1).

Nous allons étudier rapidement les causes et l'opportunité de ces diverses exemptions.

*Créances chirographaires.* — Le législateur n'a pas cru pouvoir atteindre les intérêts des créances chirographaires, sans autoriser les recherches et les investigations inquisitoriales du fisc dans les fortunes des particuliers. Le moyen de les frapper eût été d'exiger l'enregistrement de ces créances : la sanction eût consisté en une amende infligée au débiteur et au créancier et dans le refus de toute action à ce dernier pour exiger les intérêts d'une période antérieure à l'enregistrement.

Mais ces moyens répugnaient au législateur de 1872. L'impôt sur les créances chirographaires aurait en outre apporté le trouble dans les affaires.

---

(1) M. Stourm, *op. cit.*, chap. XIII, p. 343, donne l'énumération complète de ces valeurs.

Notons que les créanciers auraient rejeté l'impôt sur les débiteurs : la taxe, au lieu d'atteindre les revenus des placements, se serait encore ajoutée aux intérêts payés par les débiteurs, manquant ainsi son but et aggravant la situation des emprunteurs, petits agriculteurs et petits commerçants.

En raison des difficultés d'établir cette taxe sans gêner les particuliers et surtout à cause des évasions et des dissimulations nombreuses qui se produiraient fatalement, nous pensons qu'on ne peut pas reprocher au législateur l'immunité dont jouissent ces valeurs.

Cependant M. Merlou, dans le rapport que nous avons déjà mentionné, propose l'établissement d'une taxe de 4 p. 100 sur ces créances.

*Créances hypothécaires.* — En ce qui concerne ces valeurs, l'impôt est plus facile à établir puisqu'elles sont révélées par le registre du conservateur des hypothèques.

Une loi du 28 juin 1872 établissait un droit de 2 p. 100 sur le revenu de ces créances et le faisait acquitter par le débiteur en prescrivant d'en imputer le montant sur les intérêts qu'il devait : c'était donc, en dernière analyse, le créancier qui en supportait le poids.

Avant même sa mise en exécution, la loi était abrogée le 20 décembre 1872, en sorte qu'aujourd'hui le revenu des créances hypothécaires est exempt de tout impôt spécial.

M. Leroy-Beaulieu dit que la franchise actuelle est injustifiable (1) :

L'exemption a été établie dans l'intérêt de l'agriculture ; mais peut-il y avoir une préférence pour l'agriculture vis-à-vis de l'industrie ?

En outre, la généralité des emprunts hypothécaires, dit M. Leroy-Beaulieu, n'est pas faite en vue des améliorations agricoles : on emprunte sur hypothèque pour payer une partie de son bien qu'on a acheté à crédit, ou se procurer des capitaux pour payer des dettes antérieures. Le plus souvent, celui qui emprunte ferait bien mieux pour lui et pour la société de vendre.

Les créances hypothécaires ne sont dignes d'aucune immunité spéciale. On aboutit d'ailleurs dans l'état actuel à des anomalies, puisque on exempte les prêts hypothécaires faits par des particuliers, tandis que les obligations du Crédit Foncier sont taxées.

L'abrogation de la loi du 28 juin 1872 s'explique par des raisons toutes particulières, qui ont cessé d'exister et qui ne prouvent rien contre le principe :

La majorité de l'Assemblée Nationale était rurale et très partiiale pour les populations de la campagne contre les populations industrielles. La loi du 20 décembre 1872 était un acte politique, en quelque sorte électoral.

En second lieu, on constatait à ce moment une

---

(1) P. Leroy-Beaulieu, *Traité de la science des finances*, p. 476.

grande diminution des prêts hypothécaires, mais il y avait à cela une cause particulière : c'était l'époque des grands emprunts de l'État à la suite de la guerre, emprunts pour lesquels les intérêts étaient de 6 pour 100 et même de 6 1/4 p. 100 ; de là l'absorption de tous les capitaux par ces grands emprunts et l'abandon des placements hypothécaires.

Dans des conditions normales, l'impôt sur le revenu des créances hypothécaires n'empêchera pas le maintien ou le développement des prêts de cette nature.

Aussi le projet de M. Georges Cochery en 1896 revenait-il à cette taxe dont il élevait le taux à 4 p. 100, prévoyant un rendement de 24 millions. Nous approuvons sur ce point le rapport de M. Merlou, qui reprend la taxe de 4 p. 100 sur les intérêts des créances hypothécaires, proposée par M. Cochery.

*La Rente française.* — La question de l'impôt sur la rente a été très vivement discutée : tandis que les uns repoussent absolument cet impôt, les autres n'admettent, au contraire, aucune exemption en faveur de la rente et veulent la soumettre au même régime que les autres valeurs mobilières. Disons de suite que cette dernière opinion est la nôtre.

Délimitons d'abord nettement le problème. L'impôt sur la rente pourrait s'entendre d'un impôt spécial qu'un Etat établirait sur les titres de rente, frappant ainsi plus durement les rentiers que les autres possesseurs de valeurs mobilières et les soumettant à un régime plus rigoureux. C'est ainsi que le Portugal, en vertu d'une loi du 26 février 1892, exerce sur les coupons des emprunts intérieurs des retenues variant

de 25 à 30 p. 100, alors que les autres valeurs mobilières ne supportent que 10 p. 100 d'impôt.

L'Autriche, en vertu d'une loi du 25 octobre 1896, prélève 10 p. 100 sur les rentes, tandis que les autres revenus ne paient que 2 ou 3 p. 100.

Les rentes italiennes sont aussi plus durement traitées que les autres valeurs depuis la loi du 22 juillet 1894.

Ce système de taxation n'est pas soutenable. L'impôt spécial sur la rente est une banqueroute déguisée : c'est l'Etat venant, de sa propre autorité, diminuer le chiffre des arrérages qu'il s'est engagé à payer. On ne peut pas le justifier au point de vue de l'équité.

Ce que nous demandons, c'est non une aggravation de traitement au préjudice des rentiers, mais simplement leur assimilation aux autres possesseurs de valeurs mobilières; nous voulons, en faisant cesser leur privilège, les faire contribuer aux charges publiques, exactement dans la même proportion.

L'Income-tax assimile les fonds publics aux autres valeurs mobilières; il en était ainsi en 1803, et quand, en 1842, Robert Peel rétablit cet impôt, il reprit la même disposition. Le législateur français de 1872 avait pris pour modèle l'Income-tax, et cependant la rente est exemptée de l'impôt sur le revenu par la loi du 29 juin 1872. La raison de cette exemption est, dit-on, qu'en France, l'Etat a renoncé au droit d'imposer la rente.

Examinons cette question et demandons-nous si, juridiquement, l'Etat n'a pas, en France, le droit d'établir un impôt sur la rente.

L'Etat, dit-on, a le droit de frapper la rente, mais il a renoncé à ce droit. L'article 98 de la loi du 9 vendémiaire an VI contient l'engagement sur lequel on argumente :

« Chaque inscription au Grand Livre de la Dette publique, tant perpétuelle que viagère, sera remboursée pour les  $\frac{2}{3}$  de la manière établie ci-après. L'autre tiers sera conservé en inscription au Grand Livre et payée sur ce pied à partir du second semestre de l'an VI. Le tiers de la dette publique, conservé en inscription, est déclaré exempt de toute retenue présente ou future. »

C'est l'opération connue sous le nom de « Banqueroute des deux tiers ». Par cet article 98 *in fine*, nous dit-on, l'Etat a renoncé à son droit d'imposer la rente, qui, dorénavant, est « exempte de toute retenue présente ou future ». Cet engagement a été respecté depuis et, à plusieurs reprises, le législateur a eu l'occasion de le ratifier. C'est ainsi qu'il l'a renouvelé implicitement en 1850, lors de l'établissement du droit de timbre sur les valeurs mobilières ; en 1857, lors de l'établissement du droit de transmission sur les valeurs mobilières ; en 1872, quand il créa l'impôt sur le revenu de ces valeurs ; en 1890, lorsqu'on éleva le taux de la taxe de 3 à 4 p. 100. En toutes ces occasions (1), il a été affirmé qu'en exemptant la rente on obéissait à la parole solennellement donnée, on respectait la « grande, la toute-puissante raison des

---

(1) Rapport de M. E. Leroux du 31 janvier 1850. — Rapport de M. Casimir Périer le 31 août 1871. *Journal officiel*, p. 3760.

engagements de l'État, pour lesquels on doit avoir le respect le plus scrupuleux » (1).

Les lois de 1878 et 1894 ont encore renouvelé la promesse : l'article 3 de la loi du 11 juin 1878 créant la rente 3 p. 100 amortissable disposait : « Tous les privilèges et immunités attachés aux rentes sur l'État sont assurés aux rentes 3 p. 100 amortissables » ; même disposition dans l'article 3 de la loi du 19 janvier 1894, créant la rente 3 p. 100 perpétuelle.

L'article 98 *in fine* de la loi du 9 vendémiaire an VI interdit de prélever l'impôt par voie de retenue sur les arrérages de la rente. Mais dans un système d'impôt sur le revenu global du contribuable, les arrérages de la rente peuvent être atteints comme les autres revenus des capitalistes. C'est ainsi que la loi sur la contribution mobilière, qui date de 1791, destinée à atteindre les revenus mobiliers sans distinction ni réserve, est basée sur la présomption d'un rapport entre la valeur locative de l'appartement du contribuable et son revenu global : les revenus que le contribuable pourra avoir en qualité de rentier ne doivent pas être distraits des autres revenus et seront atteints au même titre, puisqu'ils sont considérés en bloc.

C'est donc uniquement sur la question de l'impôt perçu par voie de retenue que porte la discussion.

M. Fernand Faure, qui est un adversaire de l'im-

---

(1) Rapport verbal de M. Léonce de Lavergne, séance du 22 décembre 1871. *Journal officiel*, p. 5188.

munité, a contesté la portée de l'engagement contracté en l'an VI, en 1878 et en 1894. Voici l'argumentation qu'il présente (1).

« Le législateur de l'an VI n'a pas voulu prendre l'engagement de soustraire à tout impôt toutes les rentes sur l'Etat, les rentes conservées, le tiers consolidé et même celles qui pourraient être créées dans l'avenir. Il a voulu tout autre chose, et une chose fort simple et fort légitime. Les rentiers inscrits sur le Grand Livre, en l'an 1797, allaient être cruellement frappés. Ils allaient perdre les  $\frac{2}{3}$  de leur capital. N'était-il pas équitable de leur accorder une compensation ? La compensation était naturellement indiquée. Il fallait les exempter de l'impôt qui les accablait, de la contribution foncière prélevée sur eux par voie de retenue. Telle était l'exemption accordée par l'article 98. Elle s'étend aux seuls porteurs du tiers consolidé et elle s'applique seulement à la contribution foncière, dont les avait frappés la loi du 24 août 1793. Cela ressort clairement quand on rapproche l'article 27 de la loi du 9 vendémiaire an VI de l'article 98. Cet article 27 maintenait les droits d'enregistrement sur les mutations entre vifs et les mutations par décès portant sur les inscriptions de rente. »

Les lois de 1878 et de 1894 prouvent tout au plus  
« que les fonds nouvellement créés en 1878 et en

---

(1) F. Faure, *Revue politique et parlementaire*, 1895, tome V. Dans cet article, M. Fernand Faure combat le système de la non-imposition exposé par M. Léon Say dans deux articles de la *Revue politique et parlementaire*, juin 1895, tome IV, et dans la *Revue des Deux Mondes*, 1<sup>er</sup> octobre 1894.

1894 devront être traités jusqu'à nouvel ordre comme les fonds déjà en circulation. Il est impossible d'en conclure que le législateur de 1878 et celui de 1894 se soient prononcés sur la question de savoir si la taxation de la rente est juste ou non, et surtout qu'ils aient pris un engagement quelconque au sujet de cette taxation. Il n'est pas même certain qu'ils aient visé l'immunité fiscale de la rente. On nous oppose aussi quelquefois le passage suivant de l'exposé des motifs de la loi du 11 juin 1878 : « Il est bon de faire remarquer que les porteurs (d'obligations de chemin de fer) ont à subir une retenue pour les impôts sur la transmission et sur le revenu. Notre futur 3 0/0 amortissable en sera naturellement exempt comme tous les titres de rentes sur l'Etat créés en France. » Que conclure de là, cependant ? Trois choses seulement : 1° que M. Léon Say, l'auteur de l'exposé des motifs de la loi du 11 juin 1878, se borne à constater, à enregistrer les immunités fiscales dont jouissaient les rentes sur l'Etat ; la seconde, qu'il réclame les mêmes immunités pour les rentes sur l'Etat 3 0/0 amortissables ; la troisième, qu'il n'a pas osé dire, ni dans son exposé des motifs ni dans la loi, qu'il fût interdit, moralement ou légalement, au législateur de l'avenir, de songer à appliquer ces deux impôts aux rentes sur l'Etat. »

En admettant même que l'Etat ait pris l'engagement qu'on lui prête, la question peut se poser de savoir quelle est la valeur juridique de cette promesse.

Le droit d'imposer est une manifestation de la souveraineté ; or, la souveraineté est inaliénable et imprescriptible : l'Etat n'a pas pu renoncer au droit

de prélever des impôts. Il n'est pas lié par une semblable promesse et peut, quand il veut, en respectant bien entendu les règles constitutionnelles, revenir sur une parole ainsi donnée.

Aussi n'a-t-on pas hésité à frapper d'un droit d'enregistrement, en cas de mutation par décès ou de transmission entre vifs à titre gratuit (article 7, loi du 18 mai 1850), les rentes, qui cependant avaient été dispensées du droit d'enregistrement par la loi de frimaire an VII.

De même, l'article 15 de la loi du 5 juin 1850 avait déclaré qu'au moyen d'un droit de timbre établi sur les valeurs mobilières, les cessions de titres seraient exemptes de tout droit et de toute formalité d'enregistrement. Le législateur de 1857 ne s'est pas cru tenu par cette promesse, et pour soumettre ces cessions au droit de transmission, l'article 11 de la loi du 23 juin 1857 a purement et simplement abrogé l'article 15 de la loi du 5 juin 1850.

Si maintenant nous nous demandons quelles étaient les raisons qui motivèrent l'immunité consacrée par la loi du 9 vendémiaire an VI, nous en trouvons deux, qui ne peuvent plus être invoquées aujourd'hui.

D'abord, la banqueroute des deux tiers allait porter un coup terrible aux rentiers, qui étaient déjà dans une situation déplorable : une rente de 5 livres était cotée 7 livres en juin 1797. Promettre aux rentiers que leurs titres seraient dorénavant exemptes de toute retenue, c'était obéir aux nécessités du crédit public en même temps qu'à un sentiment d'humanité.

Aujourd'hui, les créanciers de l'Etat ne nous ins-

pirent plus un si grand intérêt, et leur situation ne nous semble pas plus fâcheuse que celle des autres possesseurs de valeurs mobilières : ils ont, au contraire, un débiteur qui présente les garanties les plus sérieuses et paie régulièrement les arrérages de ses dettes.

Une seconde raison est qu'en 1797, les revenus des valeurs mobilières n'étaient atteints que par la contribution mobilière. Etablir un impôt sur la rente, c'était créer un impôt spécial, faire aux rentiers une situation hors du droit commun à leur détriment. Aujourd'hui, si ces mêmes rentiers se trouvent hors du droit commun, c'est à leur avantage, les valeurs mobilières étant actuellement soumises à des taxes auxquelles échappe la rente.

Enfin, ce qui nous confirme encore dans notre opinion, c'est cette considération de justice élémentaire qui veut que l'impôt soit dû par tout citoyen et que chacun doit contribuer selon ses facultés au paiement des charges publiques. Un citoyen, par cela seul qu'il possède un titre de rente, n'en perd pas sa qualité de contribuable ; il est, sans doute, créancier de l'Etat, mais c'est à un autre titre, et cela ne doit pas l'empêcher de payer l'impôt exactement comme les autres contribuables.

M. Fernand Faure, dans le remarquable article que nous avons déjà cité, conclut ainsi : « L'Etat a incontestablement accordé des privilèges fiscaux aux porteurs de nos rentes françaises. Il les a maintenus en grande partie jusqu'à l'heure actuelle ; mais il n'a jamais pris l'engagement de les maintenir indéfiniment. Au point de vue moral, au point de vue de

la justice, la question reste donc entière. Quelle est la solution qu'il convient de lui donner ? Les principes de justice commandent impérieusement l'imposition de la rente française. L'exemption du rentier est doublement injuste, comme tous les privilèges fiscaux. Elle procure aux citoyens des avantages auxquels ils n'ont aucun droit. Elle entraîne pour d'autres des charges qu'ils ne doivent pas supporter. Ce dernier résultat s'accuse tout particulièrement, l'injustice d'une immunité fiscale devient particulièrement odieuse quand on se trouve à une époque comme en 1872 et comme aujourd'hui où se fait sentir la nécessité d'accroître la charge des impôts existants. Par quels arguments, en 1872, justifiait-on l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ? On montrait les revenus de la terre frappés déjà et même surchargés par l'impôt foncier, et on disait, ce sont les propres paroles de M. Magne à l'Assemblée nationale : « Il faut être juste pour les deux éléments de la richesse, il faut les traiter également. » — Mais s'il faut traiter également la richesse mobilière et la richesse immobilière, si les propriétaires et les rentiers doivent être égaux devant la loi fiscale comme devant toutes les autres, pourquoi introduire et conserver des distinctions entre les différentes catégories de rentiers ? Pourquoi taxer les uns et exempter les autres ? « Voici, pour prendre l'exemple si heureusement choisi par M. Paul Leroy-Beaulieu, voici deux citoyens français ayant chacun, avant la guerre de 1870, un revenu de 10.000 francs, l'un en rentes sur l'Etat, l'autre en obligations de chemin de fer garanties par l'Etat. Quelle est leur situation aujourd'hui,

après l'établissement des nouveaux impôts exigés par nos catastrophes de 1870 ? Le porteur d'obligations supporte un impôt de 4 0/0 sur son revenu. Le porteur de rente en est exempté. Pourquoi cette inégalité ? Au point de vue moral, il est impossible de le dire. »

Ce n'est pas l'Etat qui supportera les conséquences de l'immunité : ce seront tous les autres contribuables qui se trouveront payer pour les rentiers. Le Trésor a des besoins déterminés, et s'il existe des exemptions au profit de certains, l'Etat devra demander un peu plus aux autres. L'immunité de la rente est une libéralité que l'Etat fait avec l'argent d'autrui.

Nous concluons donc que l'Etat a le droit de frapper la rente des mêmes impôts que les autres valeurs mobilières. Mais a-t-il intérêt à le faire ?

L'impôt sur la rente, a-t-on dit, est une faute économique.

L'Etat, en frappant le revenu de ses propres fonds, déprécie d'autant leur valeur capitale et s'expose pour ses emprunts à venir à ne plus trouver de prêteurs à des taux aussi favorables qu'autrefois. La conséquence semble irréfutable : le public ne voudra payer qu'à un prix moindre une valeur qui lui rapporte moins.

Il est certain qu'au moment même de l'établissement de l'impôt, la valeur des titres de rente va baisser. Mais cette baisse sera-t-elle durable ? Rien n'est moins certain.

On a maintes fois constaté que l'établissement d'un impôt n'entraînait pas une dépréciation des

valeurs soumises à la taxe. En 1857, l'effet du droit de transmission n'a pas été saisissable. Après l'établissement de la taxe de 3 p. 100 sur le revenu des valeurs mobilières à l'exception de la rente, on a constaté que le rapport entre le cours des obligations de chemins de fer et le cours de la rente n'avait presque pas varié. La surtaxe établie en 1890 sur les valeurs mobilières n'a pas eu non plus d'effet sensible.

Plus spécialement, en ce qui concerne les fonds d'Etat, on peut dire que le crédit d'un pays ne dépend pas de l'impôt qu'il pourra établir sur ses titres, mais surtout de sa prospérité financière, de la solvabilité qu'il présente et de la confiance qu'il inspire.

C'est ainsi qu'en Autriche, une taxe de 16 p. 100 fut établie sur les titres de rente en 1868 ; une hausse importante suivit cette mesure.

L'exemple de l'Italie est aussi fort typique (1) : en 1868, ce pays frappe ses coupons de rente d'une retenue de 8,80 p. 100, élevée en 1870 au taux considérable de 13,20 p. 100. La rente italienne, qui valait 57 francs en 1868 avant l'impôt, monta après la taxe et surtaxe de 1868 et 1870 à 75 francs ; en 1893, elle atteint 80 francs, et aujourd'hui elle est cotée au-dessus du pair. On a même dit, en ce qui concerne l'Italie, que l'impôt sur la rente avait raffermi son crédit. Ce crédit avait été détruit par la continuité du déficit et l'impôt sur la rente, par le seul fait qu'il

---

(1) Stourm., *op. cit.*, chapitre XX.

a ramené l'équilibre, aurait rendu la sécurité aux créanciers de l'Etat.

Une dernière objection d'ordre économique a été faite à la taxation de la rente. Imposer la rente, dit-on (1), c'est mettre obstacle à la pratique des conversions. La conversion suppose que la valeur qu'on veut convertir est cotée au-dessus du pair. Or, l'établissement de l'impôt fera baisser les cours et rendra impossible la conversion qui, pourtant, rapporterait beaucoup plus que l'impôt.

Une simple constatation suffirait pour écarter cette objection. C'est l'exemple de l'Angleterre, où les rentes sont taxées et qui est le pays où les conversions ont été pratiquées avec le plus de suite et le plus de succès.

D'ailleurs, la baisse causée par l'établissement d'une taxe ne sera que passagère probablement et les cours remonteront, permettant ensuite d'opérer la conversion. L'Etat pourra avoir intérêt à ne pas se priver des ressources que lui procurera immédiatement la perception de l'impôt en vue des avantages lointains de la conversion.

Enfin, on a répondu justement que pour la France, repousser l'impôt à seule fin de permettre la conversion, était en quelque sorte raisonner sur une hypothèse. Les conversions n'ont pas été opérées systématiquement, et de ce fait les contribuables ont été sacrifiés aux rentiers. M. Cauwès remarque que,

---

(1) Leroy-Beaulieu, *op. cit.* — Cauwès, *Cours d'Economie politique*, tome IV.

de 1830 à 1852, bien que les fonds publics fussent au-dessus du pair, les projets de conversion ont été systématiquement écartés : en 1835, le 5 p. 100 oscillait entre 106 et 110 ; en 1839, le 4 p. 100 était coté à 109. La conversion en 3 1/2 eût été possible ; deux projets de conversion furent repoussés en 1838 et 1845.

De même, en 1876, le 5 p. 100 était à 107 ; le 4 1/2 à 105 ; en 1877, les cours oscillent entre 110 et 120, et en 1881 atteignaient 121 fr. 20. Et cependant la conversion ne s'opéra qu'en 1883, et seulement pour combler des déficits.

Ainsi l'argument de nos adversaires n'aurait de valeur que dans un pays qui appliquerait sérieusement et systématiquement un régime de conversions successives ; or, tel n'a pas été le cas en France.

La Commission extra-parlementaire de l'impôt sur le revenu, créée par décret du 16 juin 1894, se prononce dans le sens de l'imposition de la rente au taux de 4 p. 100, comme les autres valeurs mobilières.

M. Georges Cochery, ministre des finances, avait proposé l'impôt sur la rente dans le projet de budget pour 1897. Une très intéressante discussion eut lieu à ce sujet à la Chambre des députés (1) et la question fut étudiée sous toutes ses faces. Parmi les adversaires de l'impôt, M. Rouvier se fit remarquer par un très éloquent discours (2), qui contribua pour

---

(1) *Journal Officiel*, séances des 30 juin, 1, 2, 3, 4, 5 juillet 1896.

(2) *Journ. Offic.*, séance du 2 juillet, p. 1160 et s.

beaucoup au rejet du projet du Gouvernement. Il reprenait tous les arguments que nous avons exposés et déclarait que « l'impôt sur la rente ne saurait se défendre à cette heure par aucune considération ; qu'il n'est pas nécessaire, qu'il est illégal ou, tout au moins, d'une légalité contestable, qu'il est impolitique, improductif et dangereux ».

L'impôt sur la rente ne nous paraît pas choquer à ce point les principes, puisqu'il a pu être adopté par la Commission extra-parlementaire de l'impôt sur le revenu et être présenté en 1896 par le Gouvernement. Nous pensons donc qu'il est légitime de l'établir en France pour faire cesser l'inégalité qui existe au profit des créanciers de l'Etat.

---

## DROIT DE TIMBRE

### HISTORIQUE DE LA LOI DU 5 JUIN 1850

Les valeurs mobilières n'avaient, à l'époque de la Révolution qu'une très faible importance, et tout le poids des impôts ou presque, puisque les biens mobiliers n'étaient frappés que dans la proportion de 16 % par rapport aux biens fonciers, retombait sur la fortune immobilière (1). Toute naturelle semblait cette situation et Necker, en 1784, dans son ouvrage sur l'*Administration des finances*, proposait même la suppression des vingtièmes d'industrie qui pesait sur les biens mobiliers, et voulait reporter cet impôt sur les biens fonciers : c'était l'application des théories de l'école physiocratique, qui était encore toute influente. Notre Code civil, sur bien des points encore reproduit les idées de l'époque et laisse voir la trace du mépris dans lequel était tenu alors la *res mobilis*.

Cependant cette partie de la fortune, qui dans nos sociétés modernes occupe une place si considéra-

---

(1) Stourm. *Système généraux d'impôts*, chapitre XVIII.

ble, les valeurs mobilières sous toutes leurs formes, commençait à se développer au début du XIX<sup>e</sup> siècle.

Jusqu'en 1816, la Bourse de Paris ne cotait que 7 espèces de titres ; en 1821, 15 figuraient à la cote ; 42 en 1826 ; de 1830 à 1836, le nombre double et atteint, en 1838, le chiffre de 300 (1). On assiste à cette époque à la création d'un nombre considérable de sociétés de toute nature qui jettent quantité de titres sur le marché, dont la plupart d'ailleurs si hasardeuses que M. Leroy-Beaulieu a pu dire que la cote de la Bourse ne représentait plus qu'une vaste nécrologie.

La législation fiscale permettait-elle alors d'atteindre par voie d'impôt cette partie de la richesse publique qui se manifestait par ces procédés nouveaux ? Elle ne se composait que de mesures inefficaces, datant de la Révolution, et cette situation attira l'attention du Gouvernement. De 1841 à 1850 divers projets furent présentés jusqu'au vote de la loi du 5 juin 1850.

M. Emile Leroux fit à l'Assemblée législative, dans la séance du 31 janvier 1850 un rapport au nom de la commission sur le projet de loi, rapport dans lequel il résume l'historique du régime des valeurs mobilières en France et expose l'économie de la nouvelle loi.

Les lois du 12 décembre 1790 et du 13 brumaire

---

(1) Neymark. *Nouvelle évaluation des valeurs mobilières en France.*

an VII assujettissaient les actions émises par les sociétés financières ou industrielles à la formalité du timbre ; et la loi du 22 frimaire an VII frappe d'un droit d'enregistrement de 0 fr. 50 par 100 francs, les cessions d'actions ou coupons d'actions mobilières des compagnies ou sociétés d'actionnaires. Ainsi d'après ces lois, l'action était soumise à un timbre de dimension et, de plus, à chaque cession elle payait un droit de timbre et d'enregistrement de 0 fr. 50 p. 100.

Quant aux obligations des compagnies ou des départements et communes, elles étaient assujetties, par la loi du 22 frimaire an VII au droit de timbre proportionnel et d'enregistrement de 1 franc pour 100, selon le droit commun applicable à tous les actes de cette nature.

Mais, en fait, ces taxes n'étaient pas payées, les valeurs au porteur se transmettaient par la seule remise du titre et la cession échappait ainsi au fisc. Il en était de même pour les titres nominatifs qui pouvaient être cédés au moyen d'un transfert sur les registres de la société, lequel n'était pas soumis à l'enregistrement. Il en résultait des fraudes très nombreuses, et on estimait en 1841 à 7 millions par an la perte subie de ce chef par le Trésor.

Devant cet état de choses le Gouvernement soumit en 1841 un projet de loi à la Chambre des Députés, qui ne fut pas discuté.

A son tour le gouvernement de la République fait déposer par le ministre des finances un projet de loi à l'Assemblée constituante le 24 octobre 1848. Le but de ce projet était de remédier aux abus qui s'étaient

manifestés jusqu'alors, de réprimer la fraude et de faire peser également sur tous le poids de l'impôt. Très sérieusement étudié par une commission, ce projet fit l'objet d'un rapport de M. Thiers déposé en 1849 ; mais les événements politiques d'alors en empêchèrent la discussion par l'Assemblée.

Les bases de cette étude subsistèrent néanmoins et le ministre des finances, M. Hippolyte Passy, incorpora les propositions de la commission au budget de 1851, et ainsi fut votée la loi du 5 juin 1850.

---

## LOI DU 5 JUIN 1850

Le rapporteur, M. Emile Leroux, précise la portée de la loi nouvelle : « En vous soumettant les modifications qu'elle propose à la législation, votre commission doit vous faire remarquer qu'il ne s'agit pas de poser un principe nouveau, mais d'appliquer avec discernement et d'étendre jusqu'à ses véritables limites le principe admis par la législation existante et qui n'a jusqu'alors soulevé aucune objection sérieuse. » (1) Et pour que le but visé soit atteint, pour obtenir une plus juste répartition de l'impôt, la loi apporte une simplification : au droit de timbre de dimension et au droit d'enregistrement elle substitue un seul droit de timbre spécial et proportionnel, fixé d'après le capital nominal.

VALEURS SOUMISES AU TIMBRE. — Les valeurs qui sont assujetties au timbre, actions et obligations, font l'objet d'une énumération dans la loi.

Pour les actions, l'article 14 s'exprime ainsi : « chaque titre ou certificat d'actions dans une société, compagnie ou entreprise quelconque, financière, commerciale, industrielle ou civile, que l'action soit

---

(1) Rapport de M. E. Leroux à l'Assemblée législative le 31 janvier 1850. (*Moniteur* du 16 février 1850.)

d'une somme fixe ou d'une quotité, qu'elle soit libérée ou non libérée ». Cet article ne vise que les actions proprement dites, c'est-à-dire les actions des sociétés civiles et commerciales constituées sous la forme de sociétés anonymes ou de sociétés en commandite par actions ; au contraire, les sociétés qui sont des sociétés de personnes et non plus de capitaux, telles que les sociétés en commandite simple et les sociétés en nom collectif, ne distribuent à leurs membres que des parts d'intérêt (1), et celles-ci, se trouvant hors des termes de la loi de 1850, ne sont soumises qu'au timbre de dimension.

L'article 27 assujettit au timbre les « obligations souscrites à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1851 par les départements, communes, établissements publics et compagnies, sous quelque dénomination que ce soit ».

Mais le même article et l'article 25 apportent des exceptions formelles : ils exigent, pour l'application du timbre proportionnel, que les actions et les obligations ne soient pas de telle nature que leur cession, pour être parfaite à l'égard des tiers, doive être soumise aux dispositions de l'article 1690 du Code civil, c'est-à-dire l'obligation pour le cessionnaire de signifier au débiteur le transport de la créance ; ou bien l'acceptation du transport faite par le débiteur par acte authentique. Le débiteur est ici représenté par le gérant de la société.

Cette exception est une conséquence des principes généraux de la loi. En effet, les formalités du Code

---

(1) Lyon-Caen et Renault, n<sup>os</sup> 172 et 177.

civil assurent le paiement du droit d'enregistrement, puisqu'on ne peut être saisi vis-à-vis des tiers que par l'acceptation faite par acte authentique ou par une signification régulière ; inutile donc d'appliquer le timbre proportionnel, qui n'est établi qu'en vue de la facilité et des avantages de la négociation dont jouissent les actions proprement dites, simple remise du titre ou endossement, ou déclaration sur les registres.

L'article 25 prévoit aussi les dispenses qui pourront être accordées par la loi, et le législateur a en effet exempté de l'impôt du timbre les bons de l'Exposition de 1889 et de 1900 (lois du 4 avril 1889 et 13 juin 1896).

Il importe de savoir à quel moment exact une action doit être considérée comme émise et une obligation souscrite. L'Administration avait soutenu que l'action devait être réputée émise par le seul fait de sa création, c'est-à-dire de sa souscription. Son principal argument était l'article 22 de la loi de 1850, établissant que l'abonnement serait contracté pour *toute la durée de la société*, donc dès sa *création*. A cela elle ajoutait des considérations pratiques, voulant empêcher la fraude qui consisterait de la part des sociétés à retarder la délivrance des titres souscrits pour éviter le paiement de l'impôt pendant un certain temps.

Ce système n'a pas prévalu et on admet généralement que l'action ou obligation doit être considérée comme émise, non à dater de la souscription, mais à partir de sa *rédaction* : il n'importe que le titre

ait été ou non délivré au souscripteur, qu'il ait été détaché de la souche, pourvu qu'il lui soit attribué (1).

NATURE ET QUOTITÉ DES DROITS. — Le droit de timbre peut être payé, tant sur les actions que sur les obligations, par deux procédés : au comptant ou par abonnement, et la quotité de ce droit varie suivant le mode de paiement.

Les sociétés peuvent payer au comptant ; dans ce cas, le droit est versé pour chaque titre pris individuellement, une fois pour toutes au moment de sa création. La quotité est fixée, pour les actions, à 0 fr. 50 p. 100 du capital nominal pour les sociétés, compagnies ou entreprises dont la durée n'excèdera pas dix ans, et à 1 p. 100 pour celles dont la durée dépassera dix ans (article 14).

Lors de la discussion de la loi, les raisons d'être de ces distinctions ont été très nettement établies : dans l'impossibilité où on se trouvait de saisir la mutation lorsqu'il s'agissait d'une action soit au porteur, soit transmissible par voie d'endossement, on a fait payer le droit dès l'émission du titre qui doit ensuite, dans la pensée du législateur de 1850, circuler en franchise ; dès lors, le droit, qui était seulement de 0 fr. 05 pour les billets à ordre, a été porté à 0 fr. 50 p. 100 à cause des transmissions futures du titre qui ne pourront pas être constatées ni frappées.

La distinction entre les sociétés qui ne doivent

---

(1) Cassation, Dalloz, 70-1-142.

pas durer plus de dix ans et celles qui sont, au contraire, constituées pour une durée supérieure, est la conséquence du même principe : on suppose que pendant 30 ans, les titres feront l'objet de plus de transmissions que pendant 10 ans ; ainsi se justifie le taux de 1 p. 100 pour les sociétés dont la durée excèdera 10 ans.

Pour les obligations, cette distinction n'a pas été établie et le droit a été uniformément fixé à 1 p. 100 du capital nominal, quelle que soit la durée de la société qui les a émises ou les époques fixées pour le remboursement. En effet, les obligations sont généralement souscrites pour de longs termes et bien peu pour moins de 10 ans. En outre, le paiement d'un droit fixe est rendu indispensable par cette considération que les obligations sont remboursées presque toujours par voie de tirage au sort et, par conséquent, l'époque du remboursement est éventuel pour chaque titre. On ne peut pas, dans ces conditions, savoir dès la souscription quelle sera la durée du titre (1).

La loi offre aux sociétés, compagnies, etc., le moyen d'éviter le paiement des droits au comptant et leur permet le paiement par un abonnement contracté pour toute la durée de la société. Un certain nombre de critiques avaient été faites, en effet, au mode de paiement proposé. M. E. Leroux, dans son remarquable rapport, a lui-même résumé ces

---

(1) Buchère, *Traité théorique et pratique des valeurs mobilières et effets publics*, n° 1268.

objections : il en reconnaissait toute la valeur et proposait le moyen de remédier au danger qui venait menacer les sociétés obligées de prélever, dès leur constitution, une somme importante pour solder les droits de timbre dont elles étaient déclarées responsables : le remède était la faculté de payer par abonnement. Nous ne saurions mieux faire que de reproduire le passage de son rapport :

« On a dit : si vous calculez le droit de timbre sur le capital nominal et si vous exigez le paiement lors de l'émission de l'action, vous sauvez sans doute la part du fisc de toute éventualité, mais vous diminuez le premier capital versé au moment où la compagnie en a tant besoin ; vous vous exposez à lui enlever les bénéfices de la première année, à la constituer en perte ; et constituer une société en perte dès le début, c'est la tuer.

Cette objection est sérieuse. Il est vrai qu'on pourrait répondre que les compagnies ne manqueront pas de faire payer le droit de timbre par les actionnaires ; au moment de l'émission de l'action, et que dès lors le premier capital versé ne sera pas diminué : mais la commission ne veut pas s'arrêter à cette réponse qui a cependant sa valeur. S'élevant à la hauteur de la mission qui vous est confiée, elle croit que vous devez, dans cette circonstance, donner au commerce une nouvelle preuve de votre sollicitude en lui offrant une grande facilité pour l'exécution d'une loi qui me paraît se renfermer dans les limites du possible et du raisonnable. L'article 22 permet aux compagnies ou entreprises imposées par les articles 14 et 20 de la loi, de contracter avec

l'Etat un abonnement pour toute la durée de la société. Dans ce cas, le paiement du droit, au lieu d'être fait immédiatement, le sera par annuité. Il est fixé seulement à 0 fr. 05 par 100 francs du capital nominal ou, à défaut du capital nominal, du capital réel.

En présence d'une pareille disposition, toutes les objections s'effacent. Où serait, en effet, l'obstacle sérieux qui pourrait s'opposer au paiement de 0 fr. 05 par 100 francs ? »

Ce procédé de paiement par abonnement, si favorable pour les sociétés, s'applique aussi aux obligations des départements, communes, établissements publics et compagnies.

La loi du 23 août 1871 a augmenté de deux décimes le droit au comptant et la taxe d'abonnement, qui se trouvent ainsi portés respectivement à 0 fr. 60 et 1 fr. 20 pour les actions suivant la durée de la société et 1 fr. 20 sans distinction pour les obligations : la taxe d'abonnement pour les actions et les obligations est de 0 fr. 06.

LIQUIDATION DE LA TAXE. — La question s'était posée de savoir quelle serait, pour le paiement des droits au comptant, la valeur qui servirait de base à la liquidation du droit : serait-ce le capital réel versé ou bien le capital nominal, c'est-à-dire le capital indiqué sur le titre comme devant être remboursé. Le législateur a admis, tant pour les actions que pour les obligations, que le droit devait être calculé sur

le capital nominal du titre. Diverses raisons l'ont conduit à cette solution (1).

D'abord la perception est plus facile et plus sûre : il y aurait de grandes complications et difficultés pour faire payer des droits à chaque versement effectué. D'ailleurs, le système qui ne ferait porter le droit que sur le capital réellement versé, aboutirait à ce résultat injuste que les sociétés les plus heureuses, celles qui n'ont eu besoin de demander aux souscripteurs qu'une partie des fonds, seraient presque exonérées, alors au contraire que les sociétés qui auront dû exiger le paiement intégral des titres, et dont les affaires par conséquent sont moins prospères, supporteraient un impôt beaucoup plus lourd.

On a objecté au mode de taxation admis par la loi de 1850 que, en faisant payer d'après le capital nominal, on percevait des droits sur un capital qui n'était pas réel et qui ne se transmettait pas par la cession de l'action.

A cette objection le rapporteur a fait deux réponses : d'abord le principe des lois existantes est que le droit d'enregistrement est perçu sur l'obligation quoique la somme qu'elle représente ne soit pas versée ; il suffit qu'il y ait promesse de la remettre à une période déterminée ; en second lieu, les principes généraux de la cession font admettre que, sans doute on ne cède pas le capital qui n'est pas versé, mais qu'on cède les droits qui y sont attachés et qui justement se calculent sur ce capital.

---

(1) Rapport de M. E. Leroux.

Ces considérations ont déterminé l'adoption du système en vigueur. Mais, à défaut du capital nominal, le droit doit être calculé sur le capital réel : la valeur de ce capital réel est alors déterminée par les procédés de l'enregistrement : on a recours à une déclaration estimative faite par les parties.

La perception du droit au comptant suit les sommes et valeurs de 20 francs en 20 francs inclusive-ment et sans fractions.

La taxe d'abonnement est une taxe annuelle ; mais si le taux est le même, 0,05 0/0 du capital nominal pour les actions et les obligations, la taxe est assise dans des conditions différentes suivant la nature des titres : l'article 22 établit que, pour les actions, l'abonnement sera contracté pour toute la durée de la société qui les aura émises ; et l'article 31 dispose que pour les obligations l'abonnement sera contracté pour toute la durée des titres.

Le paiement pour les deux catégories doit être fait à la fin de chaque trimestre, mais le mode de calcul du droit est différent (1) :

Pour les actions, il faut déterminer la valeur nominale de chaque action ou à défaut sa valeur réelle d'après les règles employées pour le paiement au comptant : on multiplie alors le chiffre obtenu, sans qu'il y ait lieu de l'arrondir à vingt francs, par le nombre des actions qui reste invariable.

Pour les obligations, au contraire, comme l'abon-

---

(1) Caillaux, Touchard et Privat-Deschanel, *Les impôts en France*, t. 1, p. 274.

nement n'est contracté que pour la durée du titre, il faut, après avoir déterminé la valeur de chacun des titres comme pour les actions, multiplier ce chiffre par le nombre des actions ayant subsisté pendant tout le trimestre ; pour les obligations qui ont été créées ou amorties pendant le cours du trimestre, on doit proportionner l'impôt au nombre de jours pendant lesquels elles ont réellement existé.

MODE DE PERCEPTION. — Le droit de timbre, pour les actions comme pour les obligations, qu'il soit perçu au comptant ou par abonnement, est payé au Trésor par les sociétés, compagnies, départements, communes ou établissements publics qui sont personnellement débiteurs, quels que soient les statuts, c'est à-dire même dans le cas où l'impôt devrait en dernière analyse être supporté par les associés. On assure ainsi la perception de l'impôt ; ensuite on a pensé par ce moyen empêcher la création de sociétés ou entreprises hasardeuses et peu sérieuses.

L'impôt du timbre est une charge du titre, et c'est le titre qu'on atteint. Nous verrons, au contraire, que la taxe sur le revenu, qui est un impôt sur les placements, est simplement avancée par les sociétés qui, en général, la font supporter par les capitalistes : ceux-ci sont alors les véritables contribuables.

Les titres doivent dans tous les cas être tirés d'un registre à souche, et le timbre est apposé sur la souche et sur le talon. C'est un moyen d'empêcher la fraude et d'assurer l'efficacité de la loi.

EXEMPTIONS. — En principe, toute émission ou

souscription d'actions ou d'obligations est soumise au droit de timbre. Cependant à ce principe plusieurs exceptions sont apportées.

La première exception est prévue par l'article 17 : « Le titre ou certificat d'action délivré par suite de transfert ou de renouvellement sera timbré à l'extraordinaire ou visé pour timbre gratis si le titre ou certificat primitif a été timbré. »

De ce texte il résulte que les nouveaux titres émis en remplacement de titres ayant déjà été timbrés, ne doivent pas payer le droit une seconde fois : cette disposition vise les cas de transfert ou de renouvellement, de modification à faire subir aux nom ou qualités de l'ayant droit, ou remplacement d'un titre dont les coupons sont épuisés.

Mais si ces titres sont exemptés du paiement des droits ils sont quand même soumis aux formalités du timbrage : ils sont, soit timbrés à l'extraordinaire, c'est-à-dire rédigés sur papier libre mais qui aura été frappé à l'avance de l'empreinte légale, soit visés pour timbre gratis par le receveur de l'enregistrement.

L'article 24 consacre deux nouvelles exemptions du droit de timbre :

« Sont dispensées du droit les sociétés, compagnies ou entreprises abonnées qui depuis leur abonnement se seront mises ou auront été mises en liquidation.

» Celles qui, postérieurement à leur abonnement, n'auront dans les deux dernières années payé ni dividendes, ni intérêts, seront aussi dispensées du droit tant qu'il n'y aura pas de répartition de dividendes ou de paiement d'intérêts. »

Ces deux exemptions ont été présentées par M. Leroux comme une nouvelle preuve de l'intérêt qu'inspirent les compagnies : on a voulu ainsi que l'Etat supportât sa part de leur mauvaise fortune si leurs entreprises étaient infructueuses. Mais les conditions d'application en sont nettement déterminées :

D'abord elles ne s'appliquent qu'aux actions et uniquement aux actions des sociétés abonnées.

Ensuite l'exemption en cas d'entreprise infructueuse n'est que temporaire. Elle peut être invoquée, il est vrai, dès que deux années, dites années d'épreuve, se sont écoulées sans qu'aucun bénéfice ait été accordé aux actionnaires et dure tant que cet état d'improductivité subsiste. Mais l'impôt redevient exigible de plein droit et immédiatement, dès qu'il y a une répartition de dividendes ou d'intérêts. L'exemption ne s'applique à nouveau qu'après deux nouvelles années d'improductivité.

#### MESURES PRÉVENTIVES DE LA FRAUDE. PÉNALITÉS.

— Les mesures préventives de la fraude sont d'abord l'obligation d'extraire les titres d'un registre à souche timbré lui-même et de communiquer les registres aux préposés de l'enregistrement (articles 16 et 18).

De plus, l'article 22 de la loi du 23 août 1871 autorise les agents de l'enregistrement à opérer la vérification sur tous les livres et registres de comptabilité.

Quant aux pénalités applicables aux infractions à la loi de 1850, elles visent les établissements émet-

teurs pour l'émission, et les intermédiaires pour la transmission.

Les sociétés, entreprises, départements ou communes qui auront émis des titres en contravention aux dispositions de la loi, c'est-à-dire non timbrés ou non extraits d'un registre à souche avec apposition du timbre sur la souche et sur le talon sont passibles d'une amende de 12 p. 100 du montant du titre s'il s'agit d'une action et de 10 p. 100 s'il s'agit d'une obligation.

Les agents de change ou courtiers qui auront prêté leur concours à la transmission d'un de ces titres, actions ou obligations non timbrés, sont passibles d'une amende de 10 p. 100 du montant de l'action ou de l'obligation.

PRESCRIPTIONS. — La loi du 5 juin 1850 ne contient aucune disposition sur les prescriptions opposables au sujet du droit qu'elle établit. Or ce droit est non pas un droit d'enregistrement, mais bien un droit de timbre. Cette solution qui avait été contestée à tort, a été adoptée par la Cour de cassation (1).

Il en résulte que la loi organique du 13 brumaire an VII ne fixant aucune prescription particulière, la prescription applicable dans la loi de 1850 doit être celle de l'article 2262 du Code civil, c'est-à-dire de 30 ans.

Ce principe ne fait pas de doute pour le droit au comptant. Mais pour la taxe d'abonnement, on avait

---

(1) Dalloz, 65-1-270 et 311.

prétendu appliquer la prescription de 5 ans en vertu de l'article 2277 du Code civil qui vise « tout ce qui est payable dans l'année ou à des termes plus courts ». La Cour de cassation, dans l'arrêt que nous venons de citer a repoussé ce système, et la prescription de 30 ans doit être appliquée.

Une seule exception à la prescription trentenaire existe en cas d'abonnement pour insuffisance d'évaluation des actions émises, lorsque, à défaut du capital nominal on calcule le droit sur le capital réel : en vertu de l'article 14 de la loi du 5 juin 1850, la valeur de ce capital réel est déterminée d'après les règles établies par les lois sur l'enregistrement. On appliquera l'article 61 de la loi du 22 frimaire an VII, qui limite à deux ans le délai pendant lequel l'administration peut établir l'insuffisance des évaluations mobilières.

Les demandes en restitution de droit de timbre sont soumises en principe à la prescription trentenaire sous réserve de la déchéance quinquennale de l'article 9 de la loi du 29 janvier 1831, pour toutes les créances contre l'Etat et que peut prononcer le ministre des finances.

Pour les amendes encourues pour contravention à la loi du timbre, la loi du 16 juin 1824 a établi la prescription de deux ans dans le cas où les agents de l'enregistrement ont été à même de constater la contravention.

---

## DROIT DE TRANSMISSION

LOI DU 23 JUIN 1857

La loi que nous venons d'étudier avait établi que, moyennant le paiement du droit de timbre, les cessions de titres seraient exemptées de tout droit de transmission et de toute formalité d'enregistrement (art. 14). Mais les nécessités budgétaires firent bientôt naître l'idée que de nouvelles charges pouvaient être imposées aux valeurs mobilières qui étaient encore dans une situation privilégiée vis-à-vis de la propriété foncière. Le projet fut agité d'un impôt sur le revenu imité de l'*Income tax* anglais, mais ne prévalut pas. On préféra établir un impôt sur les transmissions des valeurs mobilières.

Ce nouvel impôt, il convient de le faire remarquer, ne s'applique qu'aux transmissions à titre onéreux des valeurs mobilières, mais les atteint en tout état de cause. Jusqu'alors ces transmissions échappaient par elles-mêmes à l'impôt et n'étaient frappées que lorsqu'elles faisaient l'objet d'un contrat soumis lui-même à l'enregistrement.

Au contraire, en cas de mutation par décès, ou à titre gratuit, la loi de 1857 n'est pas applicable et les droits à percevoir sont restés tels qu'ils étaient antérieurement établis par les lois d'enregistrement.

VALEURS SOUMISES A L'IMPÔT. — L'article 6 de la loi du 23 juin 1857 assujettit à l'impôt : « toute cession de titre ou promesse d'actions et d'obligations dans une société, compagnie ou entreprise quelconque, financière, industrielle ou civile, quelle que soit la date de sa création ».

Seules donc, les valeurs des sociétés et des compagnies étaient visées par ce texte. L'article 11 de la loi du 16 septembre 1871 a étendu les mêmes dispositions à la « transmission des obligations des départements, des communes, des établissements publics et de la société du Crédit foncier ».

La loi de 1857 frappe les mêmes valeurs que la loi de 1850 ; c'est, en effet, la conséquence formelle de la rédaction de l'article 6, qui débute par ces termes : « *Indépendamment des droits établis par le titre II de la loi du 5 juin 1850*, toute cession de titre ou promesse d'actions ou d'obligations dans une société..., est assujettie à un droit de transmission. »

Nous devons donc exclure de l'application de cette loi les parts d'intérêt proprement dites qui, comme nous l'avons établi précédemment, ne sont pas soumises au droit de timbre.

La loi de 1850 contient une exception pour les actions dont la cession n'est parfaite à l'égard des tiers qu'au moyen des conditions déterminées par l'article 1690 du Code civil. Faut-il conclure que la loi de 1857 ne s'appliquant qu'aux valeurs déjà frappées par la loi de 1850, ces actions, dont la cession est soumise aux dispositions de l'article 1690 du Code civil, doivent être exemptées du droit de transmission comme elles sont exemptées du droit de timbre ?

Un arrêt de la Cour de cassation du 4 février 1895 (1) décide que « l'article 6 de la loi du 23 juin 1857 englobe dans la généralité de ses termes *toutes* les cessions d'actions dans les sociétés, quel que soit le mode employé pour la transmission ; qu'on ne pourrait donc, sans introduire dans la loi fiscale une distinction qu'elle n'a pas faite, ne pas appliquer le texte précité aussi bien aux cessions qui ont eu lieu dans les formes prescrites par l'article 1690 du Code civil, qu'à toutes les autres ».

Cet arrêt est généralement condamné ; l'Administration hésite elle-même à suivre la voie ainsi tracée, et il faut reconnaître que la Cour de cassation a méconnu la pensée du législateur de 1857. Celui-ci a très nettement posé, ainsi que nous l'avons remarqué, qu'il ne visait que les valeurs déjà soumises au droit de timbre et on ne saurait étendre la loi de 1857 à des valeurs qui sont formellement exemptées par la loi de 1850.

Le droit de transmission est perçu sur les valeurs que nous venons d'indiquer « quelle que soit la date de leur création », d'après les termes mêmes de la loi qui a ainsi le caractère rétroactif. Au contraire, la loi de 1850 ne s'appliquait qu'aux valeurs émises à « partir du 1<sup>er</sup> janvier 1851 ». Il en résulte en pratique que des titres émis avant le 1<sup>er</sup> janvier 1851, tout en étant exemptés du droit de timbre spécial, sont cependant passibles du droit de transmission.

La loi de 1857 n'a pas reproduit les dispositions

---

(1) Dalloz, 95-1-321.

de l'article 24 de la loi de 1850, permettant aux sociétés abonnées de se dispenser du paiement des droits lorsqu'elles sont en liquidation ou après deux années d'improductivité. Malgré une jurisprudence contraire qui avait prévalu, on ne peut pas étendre cette disposition exceptionnelle, et la Cour de cassation, dans un arrêt du 20 janvier 1892 (1), a justement décidé que « le non-paiement de dividendes et d'intérêts pendant deux ans par une société, ne change pas la nature de ses titres ; — que les actions et obligations qui restent négociables restent par cela même soumises à la taxe annuelle de transmission ». Il est en effet certain que, malgré la liquidation ou l'improductivité de la société, les titres d'actions et d'obligations subsistent jusqu'à leur annulation ou jusqu'à la clôture des opérations de liquidation ; que jusqu'à ce moment ils circulent avec toutes leurs utilités juridiques et que cette circulation doit être frappée par l'impôt.

NATURE ET QUOTITÉ DES DROITS. — Le montant des droits est aujourd'hui fixé à 0 fr. 50 pour 100 de la valeur négociée, pour les titres nominatifs ; pour les titres au porteur et pour ceux dont la transmission peut s'opérer sans un transfert sur les registres de la société, le droit est converti en une taxe annuelle de 0 fr. 20 du capital de ces valeurs.

En outre, la conversion d'un titre nominatif en titre au porteur et réciproquement, donne lieu à la perception du droit de transmission de 0 fr. 50.

---

(1) Dalloz, 92-1-547.

Telles sont les dispositions générales de la législation qu'il nous faut étudier maintenant avec plus de détails.

L'idée fondamentale de la loi de 1857 est la distinction entre les titres nominatifs et les titres au porteur ; le rapporteur du projet, M. Alfred Leroux, a expliqué les raisons qui ont fait adopter cette distinction (1) :

« Les titres nominatifs ne peuvent se transmettre sans laisser de traces. Pour eux la perception est facile et n'entrave pas la circulation, car elle s'opère sur des transferts dont les registres des Compagnies font foi. L'intérêt du Trésor n'est donc pas lésé ; celui de la justice et de la vérité est servi par le nouveau système. La nature des titres au porteur rend impossible, au contraire, la perception directe du droit de mutation. La plupart échapperaient à l'impôt. On doit donc pour eux faire une sorte d'évaluation résu-  
mée en un abonnement annuel. »

Ce système était équitable et permettait d'éviter des injustices qui se seraient produites avec un abonnement uniforme et obligatoire. Il est, en effet, certaines entreprises dont les titres, pour des raisons diverses, se transmettent peu : les unes sont prospères, mais leurs actions sont classées et presque immobilisées ; d'autres se trouvent dans des situations plus difficiles, et leurs titres sont l'objet de peu de

---

(1) Rapport de M. A. Leroux au Corps Législatif, séance du 7 mai 1857. *Moniteur*, annexe I, p. 35, et Sirey, lois annotées, 1857, p. 45.

transactions. On ne pouvait pas leur demander, ainsi que le faisait observer le rapporteur, « un droit annuel pour des faits qui ne se réalisent pas, droit onéreux par conséquent et injuste, qui eut ainsi directement atteint le revenu, parfois même le capital ».

En conservant à leurs valeurs la forme nominative, ces sociétés ne paieront donc les droits qu'en cas de transmission effective.

Et pour que le but d'équité recherché puisse être exactement atteint, la loi a permis, par son article 8, à tout propriétaire de titres au porteur de les convertir en titres nominatifs et réciproquement. Toutes les sociétés doivent donc avoir des titres nominatifs, et cette obligation est implicitement contenue dans cet article 8, ainsi conçu : « Dans les sociétés qui admettent le titre au porteur, tout propriétaire d'actions et d'obligations a toujours la faculté de convertir ses titres au porteur en titres nominatifs et réciproquement. »

Le but du législateur semble avoir été, en obligeant les sociétés à émettre des titres nominatifs, de permettre aux capitalistes des placements plus sérieux et plus sûrs. On était alors dans une période de spéculation et beaucoup de sociétés n'admettaient que les titres au porteur (1).

Mais les sociétés ne sont pas tenues d'émettre des titres au porteur et, en ce cas, les propriétaires de titres ne peuvent plus jouir de la faculté de conversion.

---

(1) Buchère, *loc. cit.*, n° 1294.

L'article 8 de la loi de 1857 se termine par ces mots : « dans l'un et dans l'autre cas, la conversion donne lieu à la perception du droit de transmission », c'est-à-dire du droit de 0 fr. 50 p. 100 perçu sur la mutation des titres nominatifs.

Ce *droit de conversion* est une création de la loi de 1857. En réalité, la conversion n'est pas un transfert et souvent ne représente aucune mutation. Cependant, il était nécessaire d'imposer les conversions pour atteindre les transferts qui auraient pu s'effectuer sous cette forme. Sans cette disposition, le vendeur aurait pu très facilement faire convertir ses titres nominatifs en titres au porteur, les céder, et l'acquéreur à son tour les faire transformer en titres à son nom.

La loi établit deux sortes de droits : un droit au comptant de 0 fr. 50 p. 100 et une taxe annuelle de 0 fr. 20 p. 100.

Le droit au comptant est applicable, non aux titres nominatifs, ainsi que nous les avons nommés jusqu'ici pour plus de clarté, mais plus précisément aux titres nominatifs dont la transmission ne peut s'opérer autrement que par un transfert sur les registres de la société ou de l'administration ; le transfert sur les registres est la seule preuve qu'on puisse avoir de la mutation.

Au contraire, et comme conséquence du même principe, la taxe annuelle de 0 fr. 20 p. 100, taxe d'abonnement représentant les mutations qu'on n'a pas pu saisir, est due pour les titres au porteur et pour les titres nominatifs dont la transmission peut

s'opérer sans un transfert sur les registres de la société.

La quotité des droits a considérablement varié. La loi de 1857 avait établi un tarif de 0 fr. 20 p. 100 de la valeur négociée en ce qui concerne les titres dont la transmission ne s'opère que par un transfert sur les registres et de 0 fr. 12 p. 100 du capital des autres espèces de titres (art. 6).

Les désastres de 1870, qui entraînèrent une augmentation de tous les impôts, eurent aussi leur répercussion sur les droits de transmission. La loi du budget du 16 septembre 1871 élève les droits à 0 fr. 50 pour les titres nominatifs et à 0 fr. 15 pour les titres au porteur. A ces chiffres il fallait ajouter les doubles décimes, ce qui portait le taux à 0 fr. 60 et à 0 fr. 18.

L'égalité de taxation entre les deux espèces de titres, qui avait été cherchée en 1857, se trouvait dès lors méconnue : les titres nominatifs étaient dorénavant plus imposés que les autres. En effet, le titre au porteur payait 1 centime  $1/2$  par mois (0 fr. 18 par an) et ce n'était qu'après un laps de temps de 40 mois que l'impôt supporté était égal à l'impôt payé pour une seule transmission d'un titre nominatif. Et cet écart était, en pratique, bien plus considérable, car pour aliéner un titre nominatif, il faut le convertir en titre au porteur et l'acquéreur doit à son tour le faire immatriculer à son nom, ce qui exige le paiement de deux fois 0 fr. 60.

Devant l'impossibilité de dégrever les titres nominatifs, la loi du 30 mars 1872 a augmenté la taxe annuelle sur les titres au porteur et l'a fixée à 0 fr. 25, c'est-à-dire 0 fr. 30 avec les décimes.

Une dernière modification a été apportée enfin par la loi du 29 juin 1872, qui créait l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières et établit le taux actuellement en vigueur ; l'article 3 décrète :

« A partir de la promulgation de la présente loi, le taux des droits et taxe établis par la loi du 23 juin 1857 et par celles du 16 septembre 1871 et 30 mars 1872 est réduit ainsi qu'il suit, savoir :

» A 50 centimes par 100 francs pour la transmission ou la conversion des titres nominatifs ;

» A 20 centimes par 100 francs pour la taxe à laquelle sont assujettis les titres au porteur.

» Ces droits ne sont pas soumis aux décimes. »

LIQUIDATION DE LA TAXE. — Le droit de timbre de la loi de 1850 est assis, nous l'avons vu, sur le capital nominal des titres ; la loi de 1857, au contraire, fixe le droit de transmission d'après la valeur réelle du titre. Pour obtenir cette valeur réelle, il faut distinguer suivant qu'il s'agit du droit au comptant ou de la taxe annuelle, car les calculs sont différents pour les deux sortes de droits.

Le droit de 0 fr. 50 perçu lors de chaque transfert d'un titre nominatif est fixé d'après la *valeur négociée*. Pour connaître cette valeur, c'est-à-dire le prix de la cession, on devra s'en rapporter en principe à la déclaration des parties. Mais dans le plus grand nombre de cas, on a un moyen beaucoup plus certain de connaître ce prix : lorsqu'il s'agit en effet d'un titre coté et dont la négociation a dû légalement être faite par un agent de change, on se rapporte à la cote de la Bourse le jour de la négociation.

Sous l'empire de la loi de 1857, c'était le prix porté à la cote qui servait de base au calcul du droit, et il en résultait des inconvénients pour les titres non entièrement libérés qui figurent à la cote au prix nominal. Par exemple, pour une négociation au pair d'une action de 500 francs sur lesquels 250 francs seulement ont été versés, la cote indiquera le chiffre de 500 francs et l'acheteur n'aura cependant payé que 250 francs.

La loi du 30 mars 1872 a décidé que l'impôt ne devait être perçu que déduction faite du montant des sommes restant à acquitter pour la libération complète du titre ; dans l'hypothèse précédente, l'impôt sera calculé sur 250 francs et non plus sur 500 francs.

Pour une conversion, qui est frappée au même titre qu'un transfert, la valeur imposable est déterminée par le dernier cours moyen constaté avant le jour de la conversion, pour les titres cotés à la Bourse ; pour les autres titres, on a recours à une évaluation des parties. La loi du 30 mars 1872 est applicable, et pour liquider l'impôt on devra déduire les sommes restant à acquitter dans les cas de titres non entièrement libérés.

La perception du droit, pour les transferts et conversions, suit les valeurs de 20 francs en 20 francs inclusivement, avec un minimum de perception de 0 fr. 25.

La taxe qui frappe les titres au porteur doit avoir une base différente, puisque ceux-ci sont atteints à raison de leur circulation et en dehors de toute négociation. Aussi la loi de 1857 décide-t-elle que cette taxe, payable par trimestre, sera perçue sur le

capital des titres évalué par leur cours moyen durant l'année précédente, et, à défaut de cours pendant cette année, conformément aux règles établies par les lois sur l'enregistrement (art. 6).

Le cours moyen est obtenu en divisant la somme des cours d'une année par le nombre de ces cours. On a ainsi la valeur à attribuer à chaque titre, et pour connaître le montant de la taxe il ne reste plus qu'à multiplier cette valeur par le nombre de titres existant au dernier jour du trimestre.

Comme pour les titres nominatifs et conformément à la loi du 30 mars 1872 on doit, pour calculer la valeur imposable, déduire de la valeur cotée les sommes restant à verser pour les titres non entièrement libérés.

La taxe annuelle, de même que le droit au comptant, suit les sommes et valeurs de 20 en 20 francs, avec minimum de perception de 0 fr. 25.

MODE DE PERCEPTION. — Le mode de perception de l'impôt est indiqué par l'article 7 de la loi du 23 juin 1857 :

« Le droit pour les titres nominatifs dont la transmission ne peut s'opérer que par un transfert sur les registres de la société, est perçu, au moment du transfert, pour le compte du Trésor, par les sociétés, compagnies, entreprises qui en sont constituées débitrices par le fait du transfert.

» Le droit sur les titres mentionnés au § 2 de l'article précédent (taxe annuelle) est avancé par les sociétés, compagnies ou entreprises, sauf recours contre les porteurs desdits titres.

» A la fin de chaque trimestre, lesdites sociétés sont tenues de remettre au receveur de l'enregistrement du siège social le relevé des transferts et des conversions ainsi que l'état des actions et obligations soumises à la taxe annuelle. »

MESURES PRÉVENTIVES ET PÉNALITÉS — Pour éviter les fraudes, diverses déclarations sont exigées des sociétés. Elles sont tenues, d'après le décret du 17 juillet 1857, de faire, dans le mois de leur constitution définitive, au bureau de l'enregistrement du lieu où se trouve leur principal établissement, une déclaration, dite déclaration d'existence, indiquant :

L'objet, le siège et la durée de la société ou de l'entreprise ;

La date de l'acte constitutif et la date de l'enregistrement de cet acte ;

Les noms des directeurs ou gérants ;

Le nombre et le montant des titres émis en distinguant les actions des obligations et les titres nominatifs des titres au porteur.

La loi du 16 septembre 1871 ayant étendu le droit de transmission aux obligations des départements, communes, établissements publics et du Crédit Foncier, on a admis que ces établissements étaient aussi soumis à l'obligation de faire connaître leurs émissions d'obligations et de faire le dépôt d'un extrait du cahier des charges de leurs emprunts.

Ainsi que pour l'exécution de la loi sur le timbre de 1850, les agents de l'enregistrement ont aussi le droit d'investigation sur les registres à souche des actions et des obligations et, d'après le décret du 17

juillet 1857, sur le registre des transferts. Ce droit de communication a été étendu à tous les documents de comptabilité en général par les lois du 23 août 1871 et du 21 juin 1875.

L'article 10 de la loi de 1857 punit d'une amende de 100 à 5.000 francs toute contravention par les sociétés aux obligations qui leur sont imposées, telles que l'absence de déclaration d'existence ou le retard dans le dépôt des états trimestriels.

L'omission d'un certain nombre de titres ou l'insuffisance d'évaluation dans le montant de ces titres sont punis des peines portées par l'article 39 de la loi du 22 frimaire an VII, c'est-à-dire d'un double droit.

**PRESCRIPTIONS.** — La loi ne contient pas de dispositions formelles sur les prescriptions, mais comme le droit de transmission est un droit d'enregistrement, il sera soumis aux règles établies par les lois sur l'enregistrement.

On appliquera la prescription de deux ans pour les réclamations des redevables pour excès de perception provenant d'une liquidation erronée de la part du receveur.

La même prescription biennale sera acquise par les redevables pour insuffisance de perception ainsi que pour les actions en vue du recouvrement des amendes et droits en sus encourus pour contravention aux dispositions de la loi et du décret de 1857.

Pour les omissions de titres dans les déclarations, on opposera la prescription quinquennale en vertu de l'article 61 de la loi de frimaire an VII.

## TAXE SUR LE REVENU

Les désastres de la guerre de 1870-1871 eurent pour conséquence financière une augmentation considérable d'impôts. C'était une somme d'environ 800 millions qu'il fallait ajouter au budget pour faire face aux engagements pris envers l'Allemagne, payer l'intérêt des emprunts énormes qui étaient alors contractés et remettre sur pied toute notre organisation militaire. Comment allait-on procéder pour se procurer ces nouvelles ressources indispensables ? Allait-on, comme l'aurait voulu M. Thiers, faire supporter ces charges par les seuls impôts indirects sur les matières premières ? Allait-on s'engager dans la voie déjà tracée par plusieurs nations, telles que l'Italie, la Prusse, l'Autriche et surtout l'Angleterre, et à leur exemple établir un impôt sur le revenu ?

Cette question d'un impôt sur le revenu était agitée depuis quelque temps déjà et il n'est pas surprenant que ses partisans n'aient profité des besoins de ce moment pour faire admettre leurs théories : par ce moyen, ils procuraient une partie des ressources nécessaires.

La commission du budget de 1871 proposa, par

l'organe de M. Casimir Périer (1), un système inspiré de l'Income-tax anglais ; les revenus atteints étaient divisés en 4 cédules :

a) Les valeurs mobilières ;

b) Traitement des fonctionnaires et salaires des ouvriers ;

c) Intérêts des créances de toute nature ;

d) Chiffre des affaires ou bénéfices commerciaux.

Le Gouvernement écartait de cette disposition les taxes portant sur les revenus de la terre et sur la rente sur l'Etat (2). De plus, il repoussait l'impôt sur les traitements, salaires et bénéfices commerciaux : par là il voulait éviter l'inconvénient le plus grave de l'impôt sur le revenu, c'est-à-dire « la déclaration personnelle du contribuable, délicate, souvent impossible à contrôler, toujours inquisitoriale ». C'est là, en effet, le plus sérieux argument que l'on oppose à l'impôt sur le revenu, le point faible qui l'a souvent fait repousser et qui sert encore à le combattre là où il est établi.

Le ministre des finances acceptait, et justement parce que là on pouvait éviter la déclaration, l'impôt sur les dividendes et intérêts de toutes les valeurs mobilières françaises ou étrangères en exceptant toutefois la rente sur l'Etat. On échappe ainsi à la déclaration, car « tous les dividendes et intérêts des ac-

---

(1) Rapport de M. Casimir Périer du 31 août 1871. *Journal officiel*, p. 3759 et suiv.

(2) Projet de loi portant fixation du budget de 1872, déposé le 9 décembre 1871 par M. Pouyer-Quertier, ministre des finances. Annexes n° 689. *Journal officiel* de décembre 1871, p. 5251.

tions et des obligations des compagnies et les parts d'intérêt dans les grandes sociétés sont publiés et divulgués. Quant aux fonds placés en commandite, le montant en est indiqué dans les extraits des actes des sociétés que le Code de commerce prescrit de déposer et d'afficher dans les tribunaux (art. 42 et suivants). » (1).

Au mois de décembre 1871, le projet de la Commission vint en discussion et fut soutenu par M. Léonce de Lavergne, qui succédait à M. Casimir Périer. Le rapporteur (2) indique que pour faire face aux besoins budgétaires, la Commission a successivement examiné tous les impôts, directs et indirects, enregistrement, timbre, postes, taxes sur la consommation, et constate qu'on avait demandé à ces diverses sources tout ce qu'elles pouvaient donner. Force a été de se rabattre sur l'impôt sur le revenu, malgré la répugnance que cause cet impôt en France. « Mais en admettant le principe de l'impôt sur le revenu, dit-il, nous avons essayé de l'adapter aux circonstances particulières, aux mœurs, aux intérêts de la nation française. »

Et le rapporteur explique comment il entend ces modifications et adaptations. Prenant pour type l'Income-tax anglais, il passe successivement en revue les différentes cédules qui composent cet impôt unique :

---

(1) Projet de budget de 1872.

(2) Rapport de M. Léonce de Lavergne, séance du 22 décembre 1871. *Journal officiel*, p. 5188.

La cédule A, qui porte sur les revenus de la terre, a été écartée par la Commission parce que, si on l'adoptait en France, on ferait payer une seconde fois ce revenu, qui est déjà très fortement taxé.

La cédule B frappe le revenu des fermiers, car, en Angleterre, la presque totalité du sol est exploitée par des fermiers qui sont assez riches pour supporter l'impôt. Toute autre est la situation en France, où la moitié du sol est exploitée par les propriétaires eux-mêmes, la plupart malaisés; un quart est entre les mains de métayers qui ont de la peine à vivre; un quart à peu près du sol seulement est affermé et, parmi les fermiers, il y en a beaucoup qui n'ont qu'un très faible revenu. La Commission écarte donc cette cédule qui ne donnerait qu'un rendement insignifiant, le nombre des fermiers riches étant très faible en France.

Dans la cédule C anglaise, sont compris les revenus des valeurs mobilières et des rentes sur l'Etat. Pour des raisons de principe, les rentes sur l'Etat ayant été déclarées exemptes de toute retenue, et pour des raisons pratiques, à cause des emprunts considérables à négocier, la Commission écarte encore l'impôt sur la rente.

Mais elle s'arrête, au contraire, à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières qu'elle accepte en principe. La principale raison qui semble l'avoir déterminée, et qui est mise en lumière par le rapporteur, c'est qu'en cette matière on peut éviter la déclaration.

Le rapporteur insiste tout particulièrement sur ce point, car il comprend que c'est là une des grandes

préoccupations de l'Assemblée, et il reprend la thèse déjà exposée par le ministre des finances : « En imposant les valeurs mobilières, actions et obligations, disait M. Léonce de Lavergne, il nous a été possible d'échapper à la déclaration. Il est extrêmement facile de saisir ces valeurs entre les mains des compagnies qui les émettent. Ce seront elles qui seront chargées de faire les retenues. La perception de l'impôt n'aura aucun caractère personnel ; personne ne sera obligé de faire connaître l'état de sa fortune ; nous saisirons les actions et obligations comme on saisit la richesse immobilière. Elle est tangible et il est parfaitement possible de la saisir sans déclaration. »

On proposait donc un impôt de 3 p. 100 dont le rendement probable devait être de 30 millions.

De même la Commission proposait d'établir, et à l'exemple de l'Angleterre, un impôt sur les traitements et salaires. La raison est toujours qu'on peut, sans une trop grande inquisition, connaître ces revenus. La taxe proposée était de 2 p. 100 avec une limite minimum au-dessous de laquelle l'impôt n'était pas dû. Cette limite, qui est en Angleterre fixée à 2,500 francs de revenu, serait abaissée pour la France à 1,500 francs à cause de la plus grande division des fortunes.

La cédula D anglaise frappe le revenu du commerce et des professions. Ici, la déclaration est indispensable. Aussi le rapporteur déclare-t-il que s'il accepte cet impôt, ce n'est que sous l'empire de la plus grande nécessité et parce que les 50 millions, qui sont prévus de ce chet, sont indispensables.

L'orateur concluait son rapport en ces termes :

« Nous vous proposons, tristement mais fermement, d'en venir à ce que nous considérons comme une véritable extrémité, parce que nous ne croyons pas possible d'augmenter l'impôt sur les douanes ou tout autre impôt de telle sorte qu'on parvienne à se passer de ces 60 millions, et nous vous demandons, avec douleur, Messieurs, de subir comme nous l'inexorable loi. »

L'Assemblée poursuivit la discussion pendant plusieurs séances. M. Wolowski présenta un amendement ayant pour but d'établir un impôt sur le revenu considéré en bloc. M. Thiers, dans la séance du 26 décembre 1871 (1), prononça un long discours pour exposer ses idées personnelles contraires au système de l'impôt sur le revenu. Le Président de la République se basait surtout sur le caractère arbitraire de l'impôt sur le revenu et sur le danger qu'il y aurait à laisser taxer le contribuable par le Gouvernement, ce Gouvernement qui peut appartenir successivement aux partis opposés, détenu parfois par celui qui s'en sera emparé au milieu des hasards d'une révolution et qui en usera comme on use d'un pouvoir que l'on n'a que pour quelques jours. Ces paroles du Président de la République déterminèrent l'Assemblée à repousser l'amendement de M. Wolowski et du même coup se trouvait condamné l'impôt portant sur les traitements et salaires, sur les intérêts des créances de toute nature, sur le chiffre des affaires et des bénéfices commerciaux.

---

(1) *Journal Officiel*, p. 5268 et suiv.

Il ne restait plus que la cédula A de l'ancien projet de M. Casimir Périer, qui taxait le revenu des valeurs mobilières, et sur les instances de M. Thiers, la discussion en fut ajournée.

La situation budgétaire était encore peu prospère en 1872 et force fut à la nouvelle commission de reprendre les anciens projets pour se procurer 100 millions qui devaient équilibrer le budget. C'est ainsi qu'on dut reprendre une partie du projet de M. Casimir Périer.

S'inspirant des discussions de 1871 et constatant que le principal obstacle qui, dans la pensée de l'Assemblée nationale, s'opposait à l'adoption de l'impôt sur le revenu était la déclaration, la commission supprima du projet Casimir Périer la cédula qui s'appliquait aux traitements et salaires et aux revenus des créances. Elle proposait trois impôts :

Le premier, qui portait sur le produit des affaires commerciales, ne fut pas adopté par l'Assemblée (1) ;

Le second atteignait le revenu des créances hypothécaires (2), et devint la loi du 28 juin 1872. Cette loi frappait d'un impôt de 2 p. 100 le revenu des créances hypothécaires : la loi du 20 décembre 1872 abrogea cette loi avant même sa mise en exécution.

Enfin la troisième proposition de la Commission devint la loi du 29 juin 1872 sur le revenu des valeurs mobilières.

M. Dessenligny, dans le rapport qu'il fit à ce

---

(1) 6 juillet 1872.

(2) Séance du 27 juin 1872.

sujet (1), concluait à une taxe de 2 p. 100 devant fournir une somme de 15 millions. Pour obtenir le vote de la loi, M. Dessenligny dut faire appel à tous les partis : prêt lui-même à s'entendre avec le ministre des finances, qui proposait d'élever le taux de la taxe à 3 p. 100 pour assurer le produit de 15 millions, le rapporteur réclamait la bonne volonté de tous et demandait l'union des différents partis de l'assemblée. « J'espère, disait-il (2), que nous obtiendrons l'accord de toutes les parties de cette Chambre pour le vote à intervenir. Car à vous tous, Messieurs, qui avez soutenu si vivement l'exemption de toutes charges supplémentaires sur la propriété foncière, nous pouvons dire : « Vous devez » être heureux de voir que les valeurs mobilières prennent une part dans les impôts publics » ; à ceux d'entre vous qui sont intéressés dans les grandes affaires, nous n'hésitons pas à demander d'adhérer sans réserves à cet impôt sur le revenu mobilier qui doit être fécond en France, parce que la fortune mobilière est, grâce à Dieu, très considérable. Enfin à vous, Messieurs, qui avez désiré davantage et qui avez donné votre préférence exclusive à l'impôt sur le revenu, je me permets de vous demander de vous contenter de ce commencement modeste. Soyez-en sûrs, en fait d'impôts il ne faut pas chercher l'absolu, il faut se contenter d'un progrès quand on peut le réaliser ; c'est un progrès que ce nivellement de l'im-

---

(1) *Journal officiel*. Annexe n° 1175, juin 1872, p. 3824 et 3847.

(2) Séance du 25 juin 1872 *Journal officiel*, p. 4300.

pôt et cette participation des valeurs mobilières aux taxes publiques dans des proportions modérées, acceptables par tous. »

Ces paroles éloquentes rallièrent les membres de l'Assemblée au projet en discussion, et le vote fut acquis après l'intervention de M. Thiers. Le Président de la République était, nous l'avons déjà vu, opposé à toute idée d'un impôt sur le revenu.

« Le Gouvernement, disait-il (1), avait d'abord présenté cet impôt (sur les valeurs mobilières) et, je dois le dire — car lorsqu'on agit avec sincérité on peut avouer tous les sentiments qu'on éprouve en présence de questions semblables — ce n'était pas sans hésitations, et de ma part sans une vive répugnance, que nous avons consenti à présenter un impôt sur ce genre de valeurs..... J'y voyais une atteinte portée à un principe à la préservation duquel je tiens infiniment, celui de ne faire porter directement ou indirectement aucun impôt sur ce qu'on peut appeler le capital. Tout ce qui peut être fait contrairement à ce principe me paraît une grande faute, une grande erreur économique. » Il disait plus loin : « Quant à moi je croirais beaucoup plus sage et plus prévoyant de ne pas recourir à un impôt de ce genre. » Et cependant, malgré ses répugnances, il consentait à donner son adhésion au projet, cédant à l'opinion la plus générale, qui voyait une mesure d'équité dans la nouvelle taxe.

La loi fut votée le 29 juin 1872. Plusieurs modifi-

---

(1) Séance du 25 juin 1872. *Journal Officiel*, p. 4301.

cations y furent apportées depuis, qu'il nous faut brièvement indiquer.

Le taux de l'impôt était de 3 p. 100 sur le revenu des valeurs mobilières. Il a été porté à 4 p. 100 par l'art. 4 de la loi du 26 décembre 1890 et c'est le tarif actuellement en vigueur. En 1897, M. Cochery, ministre des finances, avait proposé, mais vainement, le chiffre de 4,50 p. 100. M. Rouvier, dans son projet d'impôt sur le revenu maintient le taux de 4 p. 100, mais le rapporteur de la commission de législation fiscale propose de l'élever à 5 p. 100 (1).

Un décret du 6 décembre 1872 fut rendu pour déterminer le mode d'établissement de la taxe.

La loi du 21 juin 1875 et le décret du 15 décembre 1875, modifiés par la loi du 25 février 1901, soumettent à la taxe les lots et primes de remboursement qui sont payés aux porteurs de titres indépendamment des intérêts.

Diverses dispositions législatives sont intervenues pour prononcer certaines exemptions, ce sont :

La loi du premier décembre 1875 ; elle exempte de l'impôt les parts d'intérêt dans les sociétés en nom collectif, dans les sociétés en commandite simple et dans les sociétés coopératives ou sociétés à capital variable formées exclusivement entre ouvriers et artisans au moyen de cotisations périodiques.

La loi du 28 avril 1893 pour les emprunts des sociétés en nom collectif pures et simples.

---

(1) Rapport de M. Merlou. Chambre des députés, mai 1904.

La loi du 5 novembre 1894 pour les valeurs des sociétés de crédit agricole.

La loi du 30 novembre 1894 pour les actions et parts d'intérêt dans les sociétés de construction d'habitations à bon marché.

La loi du 28 décembre 1895 pour les avances faites aux sociétés au moyen d'endossement de warrants.

Deux autres lois, au contraire, ont eu pour but d'étendre les dispositions de la loi du 29 juin 1872 ; ce sont : la loi du 28 décembre 1880, qui soumet à l'impôt les sociétés dont le revenu ne doit pas être distribué, et la loi du 29 décembre 1884 qui s'applique aux congrégations, communautés et associations religieuses.

#### DIVISION DU SUJET

L'article premier de la loi du 29 juin 1872 est conçu en ces termes :

« Indépendamment des droits de timbre et de transmission établis par les lois existantes, il est établi, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1872, une taxe annuelle et obligatoire :

» 1<sup>o</sup> Sur les intérêts, dividendes, revenus et tous autres produits des actions de toute nature des sociétés, compagnies ou entreprises quelconques financières, industrielles, commerciales ou civiles, quelle que soit l'époque de leur création ;

» 2<sup>o</sup> Sur les arrérages et intérêts annuels des emprunts et obligations des départements, communes ou établissements publics ainsi que des sociétés, compagnies et entreprises ci-dessus désignées :

» 3° Sur les intérêts produits et bénéfices annuels des parts d'intérêt et commandites dans les sociétés, compagnies et entreprises dont le capital n'est pas divisé en actions. »

Nous étudierons, dans un premier chapitre, l'impôt établi par les § 1 et 3 de l'article premier sur les actions, parts d'intérêt et commandites ;

Le chapitre II sera consacré à l'étude des emprunts et des obligations qui sont spécialement visés par le § 2 du même article ;

Le chapitre III traitera des lots et primes de remboursement ;

Enfin, dans le chapitre IV, nous étudierons les règles de la perception de la taxe.

---

## CHAPITRE PREMIER

### ACTIONS ET PARTS D'INTÉRÊT

#### I. — Sociétés assujetties

Ce ne sont pas, en réalité, les sociétés qui sont directement visées : ce qu'elles possèdent à elles, soit dans les bénéfices réalisés, soit les sommes mises à la réserve, est exempté de la taxe nouvelle et reste soumis à la patente. La loi de 1872 veut atteindre les revenus des capitaux placés dans les différentes entreprises : elle veut faire contribuer les capitalistes à raison des placements qu'ils opèrent dans les sociétés, et elle ne frappe que les intérêts et dividendes touchés par les porteurs de titres.

Cet impôt était nécessaire au point de vue de l'équité pour mettre au même niveau, en matière fiscale, les placements immobiliers et les placements mobiliers, qui jouissaient d'un régime plus privilégié.

Ce point n'a pas été très nettement mis en lumière dans les travaux préparatoires, dans les discussions, ni même dans les termes de la loi : nous verrons qu'il en est résulté des variations dans la jurisprudence,

les tribunaux ayant été contraints de reconnaître que, d'après les termes de la loi, certains associés devaient être frappés, qui cependant n'étaient pas des capitalistes touchant simplement les revenus de leurs capitaux placés dans les sociétés, solution manifestement contraire à la pensée du législateur de 1872. Des lois rectificatives ont dû intervenir pour remédier à ces obscurités.

Les paragraphes 1 et 3 de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 29 juin 1872 sont conçus dans les termes les plus généraux et ne semblent admettre aucune exception : ils frappent de l'impôt les revenus dans toutes les sociétés sans distinction, qu'elles soient financières, industrielles, commerciales ou civiles, quelle que soit leur nature ou leur forme.

Cependant, diverses exceptions ont été apportées à la rigueur de ce principe, et plusieurs sortes d'associés échappent maintenant à l'impôt sur le revenu.

La première exception intéresse les parts d'intérêt dans les sociétés commerciales en nom collectif et les parts des commandités dans les sociétés en commandite simple.

Le législateur de 1872 voulait, en établissant un impôt sur le revenu des valeurs mobilières des sociétés, frapper le revenu du capital que le capitaliste ne fait pas fructifier par lui-même, et qu'il place dans les différentes entreprises commerciales ou industrielles ; il voulait atteindre les placements des actionnaires ou des commanditaires. Au contraire, son intention était d'épargner les revenus qui repré-

sentent le bénéfice du travail et de l'intelligence des associés (1).

La question se posa de savoir si la taxe nouvelle devait être exigée rigoureusement sur tous les revenus dans toutes les sociétés, et si une exception ne devait pas être faite en ce qui concerne les bénéfices touchés par les associés en nom collectif et les parts d'intérêt dans les sociétés en commandite simple.

La raison de douter était que, dans les sociétés en nom collectif, les associés engagent souvent toute leur fortune, leur crédit, leur honneur : ils sont, en effet, responsables solidairement vis à vis des créanciers sociaux ; en outre, les bénéfices qui sont distribués sont le produit de leur travail, de leur activité personnelle.

La même situation existe dans les sociétés en commandite simple pour les commandités ; les commanditaires, au contraire, ne sont responsables que jusqu'à concurrence des capitaux qu'ils ont engagés et ne s'occupent pas de la gestion de l'entreprise.

L'administration avait compris qu'il serait trop rigoureux d'appliquer le texte sans réserves et, dans l'instruction destinée à ses agents (2) en vue de l'exécution de la loi, elle déclarait que l'impôt ne devait pas être perçu sur les parts d'intérêt dans les sociétés commerciales en nom collectif et que, dans les sociétés en commandite simple, elle devait être

---

(1) Exposé des motifs de M. Pouyer-Quertier, ministre des finances, pour l'article 8 du budget de 1872.

(2) Instruction générale du 11 décembre 1872, n° 2457.

exigée seulement sur le montant de la commandite. C'était évidemment suivre et appliquer la pensée du législateur, qui, ainsi que nous venons de le voir, voulait frapper le revenu des placements, mais non les produits du travail.

Pendant plusieurs années, l'impôt fut perçu d'après ces principes. Mais en 1875, l'Administration revint sur sa première interprétation et, s'appuyant sur la généralité des termes de l'article 1<sup>er</sup>, elle voulut percevoir la taxe sur les parts d'intérêt des associés en nom collectif et des commandités (1). La Cour de cassation confirma cette prétention par 4 arrêts du 23 août 1875 (2). Sans doute, la première interprétation était conforme à la pensée du législateur, mais elle violait les termes de la loi. L'article 1<sup>er</sup> visait expressément les « intérêts, produits et bénéfices annuels des parts d'intérêt et commandites », et la Cour de Cassation ne pouvait faire autrement que de le reconnaître : elle motivait ses décisions en remarquant que « si une exception en faveur des parts afférentes aux sociétés en nom collectif résultait du projet primitivement présenté par le Gouvernement, cette exception n'a pas été reproduite dans la loi du 29 juin 1872, qui a remplacé ce projet », et que les dispositions absolues de la loi « atteignent sans exception ni réserve toutes les actions et toutes les parts d'intérêt dans les sociétés quels qu'en soient les caractères et la nature ».

---

(1) Instruction n° 2525.

(2) Dalloz, 75-1-347.

Cette nouvelle jurisprudence se heurta à de très vives protestations et des réclamations ne tardèrent pas à se produire ; le monde des affaires, les chambres de commerce adressèrent des pétitions à l'Assemblée nationale. M. Feray déposa une proposition de loi qui fut votée par l'Assemblée et devint la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1875.

L'article 1<sup>er</sup> de la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1875 est ainsi conçu :

« Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> § 3 de la loi du 29 juin 1872 ne sont pas applicables aux parts d'intérêt dans les sociétés commerciales en nom collectif et elles ne s'appliquent, dans les sociétés en commandite dont le capital n'est pas divisé en actions, qu'au montant de la commandite. »

Ainsi la loi de 1875 n'exempte de l'impôt que les sociétés *commerciales*, et devant les termes restrictifs de l'article 1<sup>er</sup>, cette exemption ne saurait être étendue aux sociétés civiles.

Y a-t-il là un oubli ou une décision voulue du législateur ? A-t-on voulu voir surtout dans ces sociétés des formes de placement des capitaux et pour cette raison frapper les revenus touchés par les associés ? Remarquons, en effet, que dans ces sociétés, la gérance pouvant être confiée à un tiers, les associés peuvent paraître comme faisant simplement des actes de placement et de spéculation.

En étudiant la discussion de la loi, on constate que c'est bien volontairement que le législateur a restreint aux seules sociétés commerciales l'exemption qu'il établissait. M. Clément avait proposé un amendement aux termes duquel les sociétés civiles

à forme commerciale, constituées conformément au Code civil (art. 1842 et suiv.), c'est-à-dire composées d'associés responsables envers les tiers, seraient traitées comme des sociétés commerciales. Elles ont droit, disait-il, aux mêmes exemptions : dans ces sociétés civiles aussi les bénéfices réalisés sont le fruit de l'intelligence et du travail des associés, et ceux-ci, tout comme dans les sociétés commerciales, engagent à la fois leur fortune, leur crédit et leur honneur. Il faisait même ressortir l'anomalie qui allait se produire : « Deux frères exploitent un moulin ; ils forment une société commerciale et, en conséquence, les deux frères qui exploitent ce moulin vont échapper, d'après le projet de loi, à l'impôt de 3 p. 100. Mais deux frères qui sont à côté exploitent une ferme : ils sont fermiers. C'est une société civile. Eh bien ! si vous n'admettez pas mon amendement ou une disposition analogue, ces deux fermiers seront frappés. »

Dans le même sens, on invoquait la protection qui était due aux sociétés qui se rattachent par beaucoup de liens à l'agriculture et au sort des populations rurales, argument qui devait avoir une grande importance à l'Assemblée nationale de 1875.

Malgré ces arguments, l'Assemblée repoussa l'amendement de M. Clément. Uniquement préoccupée de donner satisfaction aux réclamations qui venaient de s'élever contre la jurisprudence admise à l'égard des sociétés en nom collectif, l'Assemblée voulait toucher le moins possible à la loi de 1872. Cela ressort des observations présentées au sujet de l'amendement de M. Clément par le rapporteur de la

loi, M. Gouin, et par le ministre des finances, M. Léon Say (1). M. Gouin remarque que « ouvrir la porte à une nouvelle exception, c'est courir le risque d'en laisser entrer bien d'autres »; et M. Léon Say disait qu'il était très délicat de toucher à la loi de 1872 qui était d'une application très difficile et soulevait tous les jours de nouvelles réclamations : « ce que je demande, c'est le *statu quo* et j'ai très peur, si on veut en sortir, qu'on ne fasse de la loi de 1872 quelque chose de très différent de ce qu'elle est ».

Seules, les sociétés commerciales sont donc visées par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1875. Aux termes de cet article, les parts d'intérêt dans les sociétés commerciales en nom collectif sont exonérées d'impôt.

Quant aux sociétés commerciales en commandite, la loi fait une distinction : dans les sociétés en commandite simple, l'impôt établi par la loi de 1872 ne s'applique qu'au montant de la commandite et non aux parts des commandités. Dans les sociétés en commandite dont le capital est divisé en actions, il n'y a aucune exemption d'impôt, pas même au profit des commandités.

Du moment où parmi les sociétés en commandite, celles-là seules bénéficient d'une immunité partielle qui ne revêtent pas la forme de sociétés par actions, il est très important de distinguer nettement quelles sont celles qui présentent ce caractère de société par actions, par opposition à la commandite par intérêt

---

(1) *Journal officiel* du 2 décembre 1875, p. 9916 et 9917.

ou commandite simple. La question se ramène à chercher quel est le criterium qui distingue l'action de la part d'intérêt.

Sur cette question divers avis se sont fait jour :

Une première opinion veut trouver ce criterium dans l'égalité des coupures du capital social : les actions, dit-on, sont toujours du même chiffre, tandis que les parts d'intérêt peuvent être différentes pour chaque associé, par exemple de un dixième pour l'un et de un vingtième pour un autre (1).

Ce système n'est pas exact, car les actions ne sont pas nécessairement égales, quoiqu'elles se présentent presque toujours sous cette forme, et de plus, rien n'empêche d'établir des parts d'intérêt d'égale valeur.

Un second système détermine les actions d'après leur négociabilité : les parts d'associés qui pourront se transmettre par tradition ou par transfert sur les registres de la société ou par endossement, seront des actions. Les parts d'associés qui seront cessibles et non négociables, c'est-à-dire qui ne pourront se transmettre qu'au moyen des formalités du Code civil (article 1690) seront des parts d'intérêt (2).

Cette opinion est en contradiction avec diverses dispositions législatives qui impliquent que les parts d'intérêt peuvent être négociables (article 91 § 3 du Code de commerce, modifié par la loi du 29 mai 1863) et que, au contraire, les actions peuvent

---

(1) Demante, *Cours analytique du Code civil*, tome II, p. 421.

(2) Vavasseur, *Traité des sociétés*, n° 327 et suiv.

ne pas l'être (article 25 de la loi du 5 juin 1850 sur le timbre).

Une troisième opinion a été soutenue par MM. Beudant (1), Lyon-Caen et Renault (2), Paul Pont (3) et a reçu l'approbation de la jurisprudence (4) : l'action est caractérisée par la cessibilité *ad nutum* du titre qui constate les droits de l'associé : au contraire, quand les parts d'associés ne peuvent être cédées, indépendamment des formes mêmes de la cession, qu'avec l'assentiment des autres associés, on se trouve en présence de parts d'intérêt. La cessibilité *ad nutum* prouve que la société n'est pas fondée *intuitu personæ* et qu'elle rentre dans la catégorie des sociétés de capitaux. C'est ce système qui nous paraît aussi devoir être adopté, car il détermine la nature du titre d'après l'intention des associés.

La situation des commandités est la même dans la société en commandite simple et dans la société en commandite par actions : ils sont solidairement responsables vis-à-vis des tiers dans l'un et dans l'autre cas, et les bénéfices réalisés sont également le fruit de leur intelligence et de leur activité. Pourquoi, dès lors, la loi distingue-t-elle et exempte-t-elle seulement la part des commandités dans la commandite simple ? C'est que la société en commandite par actions est une société de capitaux et qu'il est impos-

---

(1) *Revue critique de législation*, tome XXXIV, p. 134 et suiv.

(2) *Précis de droit commercial*, n° 178.

(3) *Traité des sociétés*, tome I, p. 599.

(4) Cassation, 31 janv. 1893. Sirey, 93-1-327.

sible de faire la part des associés solidairement responsables : le chiffre de la commandite n'est pas déterminé par l'acte social, et si les associés solidaires étaient exemptés de l'impôt, rien ne serait plus facile que d'échapper à la taxe en mettant sous leur nom la presque totalité des actions.

Une seconde exception à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières est faite en faveur des sociétés coopératives entre artisans. L'article 2 de la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1875 exempté de l'impôt les « parts d'intérêt dans les sociétés de toute nature dites de coopération, formées exclusivement entre ouvriers et artisans, au moyen de leurs cotisations périodiques ».

Les sociétés ainsi visées se distinguent des autres, non par leur forme, mais par leur but : elles cherchent à favoriser le travail des ouvriers en leur procurant des moyens de crédit (sociétés de crédit) ou en augmentant leurs salaires par la suppression des entrepreneurs (sociétés de production) ou en leur faisant obtenir à prix réduits les choses nécessaires à leur existence ou à l'exercice de leur profession (sociétés de consommation). Elles ont paru assez intéressantes pour mériter une protection spéciale : aussi la loi de 1875 les exempté-t-elle de l'impôt sur le revenu.

Mais l'exemption ne s'applique que lorsque la société remplit les conditions exigées par la loi, et l'Administration prescrit à ses agents l'interprétation restrictive (1).

---

(1) Instruction n° 2534.

Ainsi les sociétés dont le capital est formé par actions ou dans lesquelles il existe des bailleurs de fonds, restent soumises à la taxe : le texte de l'article 2 de la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1875 ne vise que les parts d'intérêt appartenant aux associés.

La société doit être formée uniquement entre ouvriers et artisans, à l'exclusion de toute autre personne.

L'article 2 de la loi de 1875 vise « les sociétés de toute nature dites de coopération » ; il faut entendre par là que les sociétés civiles de coopération sont aussi affranchies de la taxe au même titre que les sociétés commerciales.

La loi du 4 novembre 1894 a créé une nouvelle exemption de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières qui vise les sociétés de crédit agricole.

Article premier : « Des sociétés de crédit agricole peuvent être constituées, soit par la totalité des membres d'un ou de plusieurs syndicats professionnels agricoles, soit par une partie des membres de ce syndicat ; elles ont exclusivement pour objet de faciliter et même de garantir les opérations concernant l'industrie agricole et effectuées par ces syndicats ou par des membres de ces syndicats. »

Article 4 : « Elles sont exemptes... de l'impôt sur les valeurs mobilières. »

C'est encore ici le caractère intéressant de ces sortes de sociétés qui a dicté cette disposition.

Une dernière exception résulte de la loi du 30 novembre 1894. Aux termes de cette loi, sont

exemptées de l'impôt sur le revenu les actions et parts d'intérêt dans les sociétés de construction d'habitations à bon marché ou dans les sociétés qui, ne construisant pas par elles-mêmes, ont pour objet de faciliter l'achat ou la construction de ces maisons.

La loi du 30 novembre 1894, modifiée par la loi du 31 mars 1896 et le décret réglementaire du 21 septembre 1895, exige pour que ces sociétés puissent bénéficier de l'immunité :

Qu'elles aient pour objet exclusif, soit de procurer l'acquisition d'habitations salubres et à bon marché à des personnes qui ne sont déjà propriétaires d'aucune maison, soit de mettre en location des habitations de cette nature, soit d'améliorer des habitations déjà existantes ;

Que les dividendes qu'elles distribuent soient limités à 4 p. 100 maximum ;

Que leurs statuts et les modifications qui pourront y être apportées soient approuvés par le ministre du commerce, sur l'avis du comité permanent du conseil supérieur des habitations à bon marché ;

Que les comptes rendus des assemblées générales soient communiqués au ministre du commerce ;

Que lors de l'expiration de la société ou au cas de dissolution anticipée, l'actif qui restera après le paiement du passif et le remboursement du capital-action versé, ne pourra être attribué qu'à une société constituée conformément aux prescriptions de la loi du 30 novembre 1894.

Nous venons d'étudier les exceptions apportées au principe posé par la loi de 1872 : toute société qui

ne rentre pas dans les cas limitativement déterminés par les lois du 1<sup>er</sup> décembre 1875, 5 novembre 1894 et 30 novembre 1894, sont assujetties au paiement de l'impôt de 4 p. 100 sur le revenu.

Ainsi, toutes les sociétés civiles, même les sociétés en nom collectif, sont passibles de la taxe. Pour distinguer les sociétés civiles des sociétés commerciales, on tient compte en principe de la nature des opérations auxquelles elles se livrent : partant de là, on décide qu'une société constituée pour acheter et revendre des marchandises ou des denrées, est commerciale ; au contraire, une société fondée pour acheter et revendre des immeubles ou pour l'exploitation d'un immeuble est une société civile (1).

On s'est demandé si les sociétés civiles immobilières étaient atteintes par la loi de 1872, qui vise seulement le revenu des valeurs mobilières ; on a fait remarquer de plus qu'il serait injuste de frapper d'une taxe sur le revenu mobilier une société qui a eu déjà à supporter des contributions foncières et des impôts sur ses bâtiments. Cette manière de voir ne saurait être admise : le rapporteur de la loi avait fait remarquer (2) que la situation était la même pour les sociétés par actions : celles-ci, outre l'impôt de la loi de 1872, ont aussi à payer des impôts fonciers sur les immeubles qu'elles possèdent pour les besoins de leur exploitation, des patentes très élevées si elles exercent un commerce ou une industrie.

---

(1) Lyon-Caen et Renault, *op. cit.* n° 123.

(2) *Journal officiel* du 7 juin 1872, p. 3824.

Les sociétés fondées pour l'exploitation d'une mine acquittent envers l'Etat, qui leur a concédé l'exploitation, une redevance foncière de 5 p. 100 : elles n'en sont pas moins redevables de l'impôt sur le revenu, ainsi que l'a décidé la Cour de cassation le 26 octobre 1892 (1), attendu que la redevance de 5 p. 100 est due par les propriétaires de la mine en cette qualité, et l'impôt de 4 p. 100 par les membres des sociétés constituées en vue de la concession ou de l'exploitation, en tant qu'associés.

L'administration exempte de la taxe les associations agricoles formées entre proches parents pour l'exploitation d'immeubles ruraux. Dans ce cas, il n'y a plus société proprement dite et les droits qui appartiennent à chacun des indivisaires ne forment pas ce que la loi appelle des parts d'intérêt (2) : on considère ces associations comme de simples conventions d'indivision.

La loi de 1872 a en principe une portée générale et atteint toutes les sociétés, sauf celles qui ont été exonérées par les lois que nous venons de parcourir ; mais l'impôt qu'elle établit n'est destiné, d'une manière générale, à frapper que les placements de capitaux. Il faut donc exclure de son application les collectivités qui ne présentent pas les caractères essentiels du contrat de société, c'est-à-dire la perspective d'un bénéfice à réaliser.

---

(1) Dalloz, 93-1-258.

(2) Garnier. *Revue générale de l'Enregistrement*, tome III, n° 9518.

Partant de ce principe, nous devons conclure que l'impôt ne frappe pas les cercles, sociétés littéraires, artistiques, scientifiques, parce qu'elles n'ont pas pour but la réalisation d'un bénéfice.

Les congrégations religieuses échappent à la loi de 1882 pour les mêmes raisons et ne furent atteintes que par les lois du 28 décembre 1880 et du 29 décembre 1884.

Les assurances mutuelles et les sociétés de secours mutuels ne sont pas fondées dans un but lucratif; leurs membres cherchent seulement à se prémunir par l'association contre certains risques tels que la maladie, le chômage, les accidents. Elles échappent aussi à la taxe sur le revenu.

## II. — Valeurs imposées

1° CONDITIONS D'EXIGIBILITÉ DE L'IMPOT. — La taxe établie par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 29 juin 1872 frappe :

1° « Les intérêts, dividendes, revenus et tous autres produits des actions de toute nature des sociétés, compagnies ou entreprises quelconques, financières, industrielles, commerciales ou civiles, quelle que soit l'époque de leur création » ;

Et 2° « Les intérêts, produits et bénéfices annuels des parts d'intérêt et commandites dans les sociétés, compagnies et entreprises dont le capital n'est pas divisé en actions ».

Comme on le voit, la taxe est destinée à atteindre les produits des capitaux que les associés ont engagés dans l'entreprise : ces produits, ce sont les intérêts, les dividendes, les revenus, en un mot les bénéfices qui sont distribués aux associés, actionnaires et commanditaires.

Pour que ces produits puissent être taxés, il faut qu'ils constituent réellement des bénéfices pour les associés, qu'ils aient passé du patrimoine de la société dans leur patrimoine propre. Pour que l'impôt soit exigible, deux conditions doivent donc être remplies : l'existence d'un bénéfice et sa distribution.

a) *Existence d'un bénéfice.* — Le bénéfice consiste dans la différence qui existe entre la valeur du fonds social au moment où la société s'est fondée et cette même valeur à un moment donné. Le fonds social qui existe au moment de la création est proprement ce qu'on appelle le capital social et est constitué exclusivement par les apports personnels des associés. Pour apprécier le bénéfice, il faut donc comparer ce capital social avec la valeur actuelle du fonds social qui comprend, en outre de ce capital, les plus-values de toute nature. Ainsi le bénéfice comprend non seulement les gains, profits ou avantages susceptibles d'être appréciés en argent et que la société retire de l'exploitation du fonds commun, mais encore toute augmentation quelconque du capital social. Rentreront donc dans le bénéfice toute acquisition à titre gratuit ou onéreux faite par la société ; ces plus-values, ces augmentations de capital, ces

acquisitions, voilà le bénéfice sur lequel doit porter l'impôt.

La loi ne distingue pas suivant l'origine du bénéfice. Si celui-ci provient d'un don fait aux associés, il sera taxé au même titre que s'il était le produit de leur travail ou de leurs spéculations. Il en sera de même des sommes distribuées aux associés et qui proviendraient d'une cause étrangère au but social tel qu'il est indiqué dans les statuts : elles seront taxées tout comme si elles provenaient de l'exploitation normale, industrielle ou commerciale, du fonds social.

L'impôt sera dû pour les revenus de biens mobiliers ou immobiliers situés à l'étranger et appartenant à une société française. En vain a-t-on invoqué à ce sujet le principe de la territorialité de l'impôt qui interdit au fisc de rechercher un bien au delà des frontières pour lui faire acquitter des droits. Dans notre hypothèse, la société française est sous la protection des lois françaises : la loi de 1872 atteint l'ensemble des revenus qu'elle réalise et distribue, et qui sont des revenus français puisqu'ils émanent de valeurs mobilières françaises (1).

La taxe est exigible même sur des revenus provenant de valeurs ayant déjà acquitté une première fois l'impôt sur le revenu. Voici l'hypothèse qui peut se présenter. Une société A contracte un emprunt auprès d'une société B ; les intérêts payés par la société A paient l'impôt de 4 p. 100. La société B, en

---

(1) Cassation, 21 juin 1880. Dalloz, 80-1-465.

distribuant ces intérêts à ses propres associés devra acquitter à nouveau l'impôt de 4 p.100. C'est la solution qui fut donnée dans deux arrêts de la Cour de cassation (1). La maxime « non bis in idem » ne peut pas être invoquée ici : il y a sans doute double perception, mais ces valeurs ne sont pas atteintes en la même qualité. L'impôt a été perçu une première fois parce qu'il y avait distribution d'une somme représentant les intérêts annuels d'un emprunt contracté par une société, et une seconde fois parce qu'il y avait distribution de revenus réalisés par une autre société.

b) *Distribution des bénéfices.* — Une seconde condition, avons-nous dit, est nécessaire pour que l'impôt soit exigible : il faut que les bénéfices réalisés par la société soient distribués aux associés.

Cette répartition se fait ordinairement en espèces ; mais bien souvent aussi elle s'opère par voie indirecte et déguisée, et il devient difficile alors de préciser le véritable caractère de l'opération. Nous pouvons cependant partir de ce principe qu'il y aura distribution des bénéfices toutes les fois que la société fera passer dans le patrimoine distinct de ses associés une partie quelconque de la plus-value du capital social.

La jurisprudence a fait de nombreuses applications de ce principe et a déterminé certains cas de distribution indirecte.

---

(1) Dalloz, 92-1-257 et 93 1-258.

Ainsi le fait de la distribution résultera de « l'affectation de bénéfices à l'accroissement du fonds social, de façon à augmenter le chiffre nominal de chacune des parts sociales et de la remise des titres nouveaux aux titulaires desdites parts » (1). On avait en vain objecté que ces bénéfices avaient été incorporés au capital social et que, dès lors, leur distribution était une distribution de capital. La part ainsi affectée avait bien réellement le caractère de revenu et elle doit conserver ce caractère au point de vue de la taxe.

Est considérée comme distribution l'affectation des bénéfices revenant à un associé à l'extinction de ses dettes : il y a là une compensation. Le cas pratique peut être l'affectation de ce bénéfice à la libération d'actions dont le capital n'a pas été intégralement versé dans les délais obligatoires (2).

Dans le cas de l'attribution à chaque associé d'une créance équivalente au montant de son dividende, cette créance ou bien des titres analogues tels que des titres d'obligations productifs d'intérêt, constituent une distribution.

L'attribution des fonds d'une société dissoute faite par une autre société à ses actionnaires sous forme d'actions nouvelles entraîne pour ces nouvelles actions le paiement de la taxe (3).

Aux termes de la loi du 29 juin 1872, les sociétés font au Trésor l'avance de la taxe de 4 p. 100 sur le

---

(1) Cass., 7 juin 1880. Dalloz, 80-1-466.

(2) Cassation, 28 octobre 1890. Dalloz, 91-1-218.

(3) Cassation, 13 mars 1895, Dalloz, 95-1-521.

revenu, bien que cette taxe soit mise par la loi à la charge des actionnaires. Supposons que la société s'abstienne de répéter contre les actionnaires les sommes qu'elle a ainsi avancées pour eux et leur distribue intégralement leurs dividendes sans opérer de retenues. C'est au moyen d'une partie des bénéfices, laissés en dehors de la répartition, que la société opérera le paiement de l'impôt : il y aura là encore une distribution indirecte des bénéfices, et on doit en tenir compte pour l'évaluation de l'impôt sur le revenu des actionnaires.

Pour opérer ce calcul, il faut ajouter aux dividendes effectivement touchés par les actionnaires les sommes payées par la société au Trésor : si, par exemple, la société a distribué à ses actionnaires 100,000 francs de bénéfices nets d'impôts, on ajoutera à cette somme, pour déterminer l'assiette de la taxe, les 4,000 francs d'impôts qu'elle aura payés d'autre part. En réalité, la société a distribué non pas 100,000 francs mais 104,000 francs, et elle doit payer non pas 4,000 francs mais 4,160 francs au Trésor(1).

Cette solution n'est exacte d'ailleurs qu'en ce qui concerne les actions, parts d'intérêt ou commandites, car pour les intérêts des obligations et emprunts, la taxe n'est jamais due que sur la somme effectivement perçue par l'obligataire et le créancier. Nous verrons la raison de cette différence de traitement en

---

(1) Cassation, 6 juillet 1880. Dalloz, 80-1-393.

étudiant l'impôt sur les intérêts et arrérages des emprunts et obligations (*infra*, chapitre II).

La loi du 23 juin 1857 établit aussi sur les valeurs mobilières un droit de transmission dont les sociétés doivent faire l'avance, un recours leur étant légalement réservé contre les porteurs de titres par l'article 7. Pour les mêmes motifs que ceux que nous venons d'indiquer, si la société supporte définitivement la taxe applicable à ses actions et n'exerce pas son recours, il en résulte pour le détenteur de titres un supplément de dividende, un accroissement du produit de l'action sujet à l'impôt de 4 p. 100 (1).

Mais il ne saurait en être de même en ce qui concerne l'impôt du timbre établi par la loi du 5 juin 1850. L'article 14 de la loi de 1850 impose aux sociétés l'obligation de payer l'impôt du timbre sans leur accorder aucun recours contre les propriétaires des titres. Le droit de timbre ne constitue donc pas, comme l'impôt sur le revenu ou le droit de transmission, une charge des actionnaires, mais bien une charge sociale, et la société qui le paie ne paie rien en l'acquit des associés. Dès lors, l'accroissement de revenu qui peut en résulter pour les porteurs de titres, n'est pas soumis à la taxe de 4 p. 100 sur le revenu.

Puisque c'est la distribution même des bénéfices qui entraîne le paiement de l'impôt, on doit considérer la date de cette distribution et non l'époque où les

---

(1) Cassation, Dalloz, 85-1-497.

bénéfices ont été réalisés, pour savoir si la taxe est due.

La question présentait de l'intérêt lors de la création de l'impôt, et on a justement décidé que les bénéfices réalisés avant la nouvelle loi, mais qui n'ont été distribués que postérieurement à sa promulgation, seraient soumis à la taxe. Néanmoins, pour éviter de trop grandes inégalités, l'article 3 contient une disposition transitoire et établit que « pour l'année 1872, les revenus, intérêts et dividendes seront sujets à la taxe pour moitié seulement de leur montant, quelle que soit l'époque à laquelle le paiement aura lieu ». Sans cette disposition, les sociétés qui auraient fait la répartition de leurs dividendes avant le 30 juin 1872, auraient été exonérées, tandis que celles qui ne l'auraient fait que postérieurement auraient subi l'impôt sur tous les bénéfices distribués.

La question fut résolue dans le même sens en 1890, lors de l'élévation du taux de la taxe, et tous les revenus distribués après le 1<sup>er</sup> janvier 1891 ont dû payer 4 p. 100, même s'ils avaient été réalisés avant la loi du 26 décembre 1890.

La distribution aux associés de sommes ou valeurs représentant un excédent du fonds social sur le capital social, constitue-t-elle une distribution de bénéfices passible de la taxe de 4 p. 100 ?

Supposons d'abord que cette opération se fasse au cours de l'existence de la société.

Il semble bien, au premier aspect, que nous nous trouvons réellement en présence d'une distribution de bénéfices, puisque nous avons justement défini le bénéfice, la différence qui existe entre le capital

social composé des apports des associés et le fonds social qui représente les plus-values et gains de toute nature qui ont augmenté ce capital primitif. La raison de douter est que la loi de 1872 semble ne viser que les produits périodiques des capitaux placés dans les sociétés : elle ne frappe que les produits qui ont le caractère de fruits, de revenus (argument des termes de l'art. 1<sup>er</sup> § 1 et 3). Ce sont donc les produits périodiques, les revenus, qui sont taxés, par opposition au capital qui est épargné. Or, les bénéfices dont il s'agit ici ont été mis en réserve, capitalisés : ils sont incorporés au capital social ; vouloir percevoir l'impôt sur les bénéfices capitalisés, ce serait transformer l'impôt sur le revenu en impôt sur le capital.

Cette opinion a été victorieusement combattue par l'Administration (1).

Il est, en effet, très difficile d'admettre qu'un bénéfice puisse perdre cette qualité pour avoir été mis en réserve pendant un certain temps par la société. De plus, la loi de 1872 frappe non seulement le revenu périodique des actions et parts d'intérêt, mais encore tous les bénéfices, tous les produits sans exception : elle n'exige nullement que ces bénéfices aient le caractère de fruits ; elle emploie, au contraire, des termes généraux : « intérêts, dividendes et tous autres produits ». Il faut donc considérer comme bénéfice passible de la taxe, tout ce qui excède le capital social.

La solution serait la même dans le cas où une

---

(1) Cassation, 26 octobre 1892. Dalloz, 93-1-258

société distribuerait à ses associés des biens ayant fait partie du capital social, sans que la valeur de ce capital soit en réalité diminuée. La provenance des biens distribués ne doit pas être prise en considération et du moment où la valeur du capital statutaire ne varie pas, tout ce qui est distribué au delà constitue un bénéfice. Peu importe la nature des produits distribués, la loi n'en considère que la valeur.

Que faut-il décider lorsque le partage de la plus-value du capital social intervient après la dissolution de la société ?

Nous pouvons déjà résoudre le cas où cette répartition intervient avant la clôture des opérations de liquidation. En effet, jusqu'à ce moment, la société subsiste légalement et la persistance de cette personnalité empêche les actions d'être juridiquement anéanties. La taxe devra être perçue sur toutes les distributions de la plus-value du capital social. C'est, en réalité, la même situation que pour des répartitions faites avant la dissolution.

Mais cette taxe est-elle encore exigible après la clôture des opérations de liquidation ? Remarquons que la société n'existe plus légalement. Dès lors ne peut-on pas dire qu'il n'y a plus d'actionnaires, de commanditaires, qu'il n'y a plus que des co-propriétaires du fonds social ? N'est-il pas dès lors inadmissible de percevoir un impôt sur le revenu sur une quote-part du capital social ?

Nous maintenons cependant avec M. Garnier (1)

---

(1) *Répert. périod.*, n° 6126. — Voir aussi Cassation, 8 janv. 1889. Dalloz 89-1-131.

que la taxe est due même dans cette hypothèse. En effet, la distribution des bénéfices faite pendant que la société est en exercice constitue l'exception : la règle est que les bénéfices ne peuvent être distribués et répartis qu'à la fin de l'entreprise. C'est à cette époque seulement qu'on saura si les opérations de la société ont été avantageuses, si elles ont profité aux associés. Les bénéfices réalisés pendant l'exercice ont pu être laissés dans la caisse sociale, confondus avec le patrimoine commun : au moment du partage, ils apparaissent ; ils résultent, en effet, de l'excédent de la part de chacun sur sa mise. Sans doute, les associés reçoivent leur part du fonds social à titre de propriétaires ; mais ils ne sont devenus propriétaires que parce qu'ils étaient auparavant créanciers de la société, et les sommes qu'ils perçoivent en qualité de co-propriétaires représentent toujours juridiquement les produits de leurs titres, actions ou parts d'intérêt.

Remarquons, de plus, que le système opposé prêterait par trop à la fraude : rien ne serait plus facile aux sociétés, pour éviter le paiement de l'impôt, que de conserver systématiquement tous les bénéfices qu'elles réalisent et d'en retarder la distribution jusqu'après leur dissolution.

Nous avons précédemment posé le principe permettant de reconnaître dans quel cas on se trouvait en présence d'une distribution de bénéfices, à savoir l'appropriation par un associé d'une partie quelconque de la plus-value du capital social, et nous en avons déduit certaines conséquences. Nous allons maintenant brièvement examiner, au contraire, certaines hypothèses dans lesquelles il ne faut pas voir

une distribution de bénéfices : la taxe ne pourra plus être exigée.

Il en est ainsi lorsque des sommes sont distribuées en amortissement de capital ; dans ce cas il y a, en effet, restitution partielle ou totale des apports des associés et non distribution de revenus.

Les sociétés distribuent parfois des dividendes fictifs qui sont en réalité prélevés sur le capital social, et cette opération ne peut, par conséquent, être considérée comme une répartition de bénéfices : c'est encore ici une restitution d'apports et la taxe n'est pas due.

Il peut se faire qu'une portion des bénéfices sociaux soit allouée à des associés autrement qu'à titre de revenus : ainsi, par exemple, il est convenu qu'un actionnaire fera des fournitures à la société, et qu'une part des bénéfices lui sera attribuée proportionnellement à ses livraisons. La jurisprudence (1) n'a vu là qu'un supplément de prix. En conséquence, la taxe n'est pas due sur ces bénéfices ainsi attribués, et il faut en conclure que seuls les bénéfices touchés en qualité exclusive d'associés sont visés par la loi du 29 juin 1872.

2<sup>o</sup> DÉTERMINATION DU REVENU. — « Le revenu est déterminé :

» 1<sup>o</sup> Pour les actions, par le dividende fixé d'après les délibérations des assemblées générales d'action-

---

(1) Dalloz, 76-1-471.

naires ou des conseils d'administration, les comptes rendus ou tous autres documents analogues ;

» 2°. . . . .

» 3° Pour les parts d'intérêt et commandites, soit par les délibérations des conseils d'administration des intéressés, soit, à défaut de délibérations, par l'évaluation, à raison de 5 pour 100, du montant du capital social ou de la commandite, ou du prix moyen des cessions de parts d'intérêt consenties pendant l'année précédente.

» Les comptes rendus et les extraits des délibérations des conseils d'administration seront déposés dans les vingt jours de leur date au bureau de l'enregistrement du siège social. »

Tel est l'article 2 de la loi du 29 juin 1872 établissant les règles à appliquer pour la détermination du revenu. Ces règles, on le voit, diffèrent suivant qu'il s'agit des actions ou des parts d'intérêt et commandites.

A) *Actions*. — Pour déterminer le revenu des actions il n'y a guère de difficultés. On a pu ici asseoir la taxe sur le revenu réel, car celui-ci est nécessairement révélé. Les sociétés d'actionnaires doivent rendre compte périodiquement à leurs membres de leurs opérations, et les rapports et comptes rendus des délibérations des assemblées seront les documents sur lesquels se basera le fisc.

Dans les sociétés par actions, les dividendes à attribuer aux actionnaires sont proposés par les administrateurs à l'assemblée générale des actionnaires. La loi prescrit donc de s'en rapporter aux

délibérations de ces assemblées générales ou des conseils d'administration, documents qui doivent nécessairement exister et qui indiquent le montant des dividendes distribués.

Il peut arriver que ces documents fassent défaut ; en l'absence des délibérations des assemblées générales d'actionnaires ou des conseils d'administration, la loi indique les comptes rendus des administrateurs. Ce sont les comptes de gestion que les administrateurs présentent à leurs co-associés, soit en assemblée générale, soit en conseil d'administration, soit de toute autre manière.

Enfin, si ces derniers documents n'existent pas, le revenu peut être déterminé par « tous autres documents analogues ». L'Administration pourra alors se baser sur les bilans, inventaires, livres de commerce qui appartiennent à la société.

L'article 2 prescrit le dépôt, dans les 20 jours de leur date, au bureau de l'enregistrement, des comptes rendus et des extraits des délibérations des conseils d'administration ou des actionnaires. Les sociétés qui n'effectueraient pas ce dépôt sont passibles, d'après l'article 5 de la loi de 1872, d'une amende de 100 à 5.000 francs.

B) *Parts d'intérêt et commandites*. — Le mode de détermination du revenu ne peut pas être le même pour les parts d'intérêt et commandite que pour les actions. Dans les sociétés qui ne sont pas divisées par actions, il ne saurait y avoir d'assemblées d'actionnaires, ni par conséquent de comptes rendus faits à de telles assemblées pour constater les béné-

fices de l'entreprise. Tandis que les opérations des sociétés par actions sont rendues publiques, le plus souvent la distribution des dividendes dans les sociétés de personnes est tenue secrète. Aussi la loi a-t-elle décidé que pour les parts d'intérêt et commandites, le revenu sera déterminé soit par les délibérations des conseils d'administration des intéressés, soit, à défaut de délibération, par l'évaluation à raison de 5 pour 100 du montant du capital social ou de la commandite, ou du prix moyen des cessions de parts d'intérêt consenties pendant l'année précédente (art. 2, § 3, loi du 29 juin 1872).

Ainsi le revenu peut être déterminé suivant trois bases indiquées par l'article 2: délibération des conseils d'administration, forfait de 5 p. 100 sur le prix moyen des cessions de parts d'intérêt et forfait de 5 p. 100 sur le montant du capital social ou de la commandite.

a) *Délibération des conseils d'administration.* — Certaines sociétés de personnes, généralement les sociétés importantes, ont un conseil d'administration, prévu par les statuts et dont les attributions sont les mêmes que celles des conseils d'administration dans les sociétés par actions; c'est ainsi que ces conseils fixent les revenus et dividendes. Dans ce cas, leurs délibérations serviront de base à la détermination du revenu imposable, puisqu'elles font connaître le montant des dividendes qui ont été distribués.

La loi ne prévoit, pour les parts d'intérêt et commandites, que deux modes de détermination du

revenu : les délibérations des conseils d'administration ou le forfait de 5 p. 100. Dans le § 1 de l'article 2 qui se rapporte aux sociétés par actions, elle indique comme base de la détermination du revenu, les délibérations des assemblées générales d'actionnaires ou des conseils d'administration, les comptes rendus ou tous autres documents analogues. Dans le § 3, que nous étudions maintenant, il n'y a plus que deux alternatives : « les délibérations des conseils d'administration des intéressés, ou, à défaut de délibérations », le forfait de 5 p. 100. Il n'est plus question ni des comptes rendus, ni des autres documents analogues, et les termes de la loi sont très précis à ce sujet. Il faut en conclure qu'à défaut des délibérations des conseils d'administration, le fisc ne saurait avoir recours, comme pour le cas des sociétés par actions, aux « autres documents analogues » pour percevoir la taxe et qu'il doit, dans cette hypothèse, la percevoir d'après le forfait de 5 p. 100.

Malgré les prétentions contraires qui furent émises à ce sujet par l'Administration, la solution que nous venons de donner, et qui a reçu l'approbation de la jurisprudence, doit être maintenue parce qu'elle est conforme au texte très clair et très précis de l'article 2.

Elle est de plus inspirée par l'esprit de la loi. Le législateur de 1872, voulant avant tout éviter, ainsi que nous l'avons fait ressortir en étudiant les travaux préparatoires de la loi, la déclaration ou l'investigation dans l'établissement de l'impôt sur le revenu, a divisé les sociétés, au point de vue de l'assiette de l'impôt, en deux catégories distinctes.

Les sociétés par actions, ou les sociétés de personnes pourvues d'un conseil d'administration vivent en quelque sorte de publicité ; on peut asseoir la taxe, en ce qui concerne ces sociétés, sur le revenu réel, qui est rendu public par les délibérations des conseils, les comptes rendus ou par des documents analogues.

Mais les sociétés qui ne sont pas divisées par actions ou qui n'ont pas de conseil d'administration, doivent être soustraites à toute ingérence et à toutes investigations de la part du fisc dans leurs écritures privées et dans leur administration intérieure. A l'égard de ces sociétés, on a recours au système du forfait.

b) *Forfait de 5 0/0 du prix moyen des cessions de parts d'intérêt.* — L'article 2 § 3 établit que, à défaut de délibération des conseils d'administration, le revenu des parts d'intérêt et commandites sera déterminé par l'évaluation à raison de 5 p. 100 soit du prix moyen des cessions de parts d'intérêt consenties pendant l'année précédente, soit du montant du capital social ou de la commandite.

Le texte semble donner le choix entre ces deux systèmes de forfait. C'est cependant le prix moyen des cessions consenties pendant l'année précédente et dûment enregistrées qui doit en premier lieu servir de base au calcul (règlement d'administration publique du 6 décembre 1872, art. 2). Il suffit qu'une seule cession ait eu lieu pendant l'année précédente pour que ce mode de calcul puisse être employé, et ce n'est qu'en l'absence de toute cession que le forfait

doit être calculé sur le montant du capital social ou de la commandite.

c) *Forfait de 5 010 sur le montant du capital social ou de la commandite.* — Quand il n'existe pas de délibération du conseil d'administration ou qu'il n'a pas été consenti de cession pendant l'année précédente, le revenu doit être fixé à raison de 5 p. 100 du montant du capital social ou de la commandite.

Si le montant du capital social ou de la commandite n'est pas déterminé par les statuts, les parties doivent fournir, lors du premier versement, une déclaration estimative, conformément à l'article 16 de la loi du 22 frimaire an VII.

Le cas pourra se présenter lorsqu'un des associés aura effectué un apport dont la valeur n'est pas mentionnée dans l'acte constitutif de la société.

La base du calcul sera le capital social tel qu'il existe à la fondation de la société et tel qu'il est fixé par les statuts. On ne doit pas tenir compte des plus-values qui ont augmenté ce capital primitif et qui forment actuellement le fonds social, l'actif de la société.

Le système du forfait établi, tant d'après le prix moyen des cessions de parts d'intérêt que sur le montant du capital social, a été introduit dans le but d'éviter les dangers soit de la taxation d'office, soit de la déclaration. Quand, à défaut de la détermination du revenu réel révélé par les divers moyens que nous avons vus, l'administration doit évaluer ce revenu d'après le système du forfait, elle doit s'en tenir strictement au chiffre de 5 p. 100.

En conséquence, une société dont les dividendes distribués représentent plus de 5 p. 100 du montant de son capital ne sera assujettie à la taxe que jusqu'à concurrence de ce taux de 5 p. 100.

A l'inverse, une société qui ne réaliserait que des bénéfices inférieurs sera quand même redevable de l'impôt calculé d'après le 5 p. 100.

Que va-t-il se produire lorsque la société n'aura réalisé aucun bénéfice ?

L'Administration avait prétendu pouvoir exiger le forfait même dans ce cas. Cette interprétation n'a pas prévalu (1). Une société a le droit d'établir son improductivité et échapper ainsi à l'impôt. En effet la loi de 1872, intitulée: « loi relative à un impôt sur le revenu des valeurs mobilières » ne vise, au point de vue de l'impôt, que les revenus qui sont supposés exister: s'il n'y a pas de revenus, si la société ne distribue pas de dividendes, il n'y a plus de matière imposable. Si on voulait prélever un impôt là où il n'y a pas de revenu ce serait le capital qu'on atteindrait.

En appliquant d'ailleurs le système que nous combattons, on aboutirait bientôt à des résultats absurdes: on devrait exiger un impôt de 5 p. 100 du capital social primitif représentant un revenu présumé de la part d'une société qui, non seulement n'a pas réalisé de bénéfices, mais qui a même perdu la plus grande partie ou même la totalité de son capital social !

Nous admettons donc qu'une société peut être

---

(1) Cassation, 13 avril 1886. Dalloz, 86-1-185.

autorisée à prouver son improductivité. On objecte que le forfait de 5 p. 100 est établi justement pour éviter les investigations du fisc dans une société qui n'a pas de conseil d'administration : dès lors n'est-il pas contradictoire de permettre aux Sociétés de se servir contre le fisc des « documents analogues » aux délibérations du Conseil d'Administration, alors que l'article 2§3 de la loi de 1872 n'admet que la fixation du dividende par le conseil d'administration ou le système du forfait ?

Il ne faut pas s'arrêter à cette objection. L'improductivité fait obstacle à tout et rend impossible une perception quelconque : lorsqu'un fait entraîne de semblables conséquences, il est inadmissible que les contribuables ne puissent l'établir, et dans ce cas on n'ouvre nullement la porte aux investigations du fisc. L'alternative posée dans l'article 2§3 s'applique uniquement au cas où il s'agit de fixer le chiffre du revenu et cet article ne saurait faire obstacle au droit qui appartient incontestablement à la société de prouver par tous les moyens légaux qu'elle n'a aucune espèce de revenus.

---

## CHAPITRE III

### EMPRUNTS ET OBLIGATIONS

L'article 2 de la loi du 29 juin 1872 soumet à l'impôt sur le revenu « les arrérages et intérêts annuels des emprunts et obligations des départements, communes et établissements publics, ainsi que des sociétés, compagnies et entreprises ci-dessus désignées », c'est-à-dire les entreprises quelconques, financières, industrielles, commerciales ou civiles.

Nous allons nous demander d'abord quelles sont les collectivités qui sont soumises à cet impôt et ensuite quelles sont les valeurs imposées.

COLLECTIVITÉS ASSUJETTIES A LA TAXE. — Toutes les obligations et emprunts des sociétés, compagnies ou entreprises quelconques sont, d'après le texte, soumis à la taxe de 4 p. 100 sur le revenu.

Les emprunts des sociétés anonymes et des sociétés par actions sont certainement passibles de la taxe. Mais faut-il en dire de même des emprunts des sociétés en nom collectif ?

La loi du 1<sup>er</sup> décembre 1875 n'ayant exempté du paiement de la taxe que les parts d'associés dans les sociétés commerciales en nom collectif, cette exemp-

tion ne pouvait pas être étendue aux emprunts contractés par ces sociétés. C'était du moins la thèse soutenue par l'Administration, et elle était en harmonie avec le texte.

Néanmoins, il paraissait assez contradictoire, du moment où le législateur avait soustrait à l'impôt les parts d'intérêt dans les sociétés en nom collectif, afin de ne pas grever les produits du travail personnel, de porter une entrave au crédit des associés en taxant les arrérages de leurs emprunts. Aussi l'article 36 de la loi de finances du 28 avril 1893 a-t-elle étendu les dispositions de la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1875 et exonéré les emprunts de ces sociétés.

Cet article dispose que « la loi du 29 juin 1872 n'est pas applicable aux emprunts des sociétés en nom collectif pures et simples ».

Notons d'abord que les seules sociétés *commerciales* doivent être exemptées ; sans doute le texte ne le dit pas, mais il n'y avait aucune raison d'étendre cette immunité aux sociétés civiles. Dans ces sociétés, en effet, la gérance est le plus souvent confiée à des tiers et les associés apparaissent comme de simples capitalistes faisant des placements ou des spéculations.

Mais, parmi les sociétés commerciales, la faveur de l'immunité ne s'applique qu'aux seules sociétés en nom collectif pures et simples, c'est-à-dire à celles dont le capital est entièrement représenté par des parts d'intérêt, sans adjonction de commanditaires.

Les sociétés en commandite simple restent soumises à la taxe, bien que dans ces sociétés, outre les commanditaires, il y ait aussi les commandités, associés en nom, solidairement responsables vis-à-vis

des tiers. La loi du 1<sup>er</sup> décembre 1875 n'avait dispensé de l'impôt sur le revenu que les parts des commandités: les commanditaires sont considérés comme de simples bailleurs de fonds et, du moment que les sommes qu'ils versent sont soumises à la taxe, il n'y a pas de raisons pour traiter autrement les sommes que fournissent les prêteurs.

Les emprunts des sociétés de crédit agricole sont dispensés de paiement de la taxe par la loi du 4 novembre 1894. C'est la conséquence qu'on doit tirer de la rédaction très générale de l'article 4 de cette loi, qui déclare ces sociétés « exemptes de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières »; par là il faut entendre non seulement l'impôt sur les bénéfices des parts d'intérêt, mais aussi l'impôt sur les intérêts des emprunts (1).

Les emprunts contractés par les sociétés coopératives formées entre ouvriers et artisans restent soumis à la taxe: l'article 2 de la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1875 n'exempte que les parts d'intérêt, et on ne peut pas étendre cette disposition.

Il en est de même pour les sociétés de construction d'habitations à bon marché et pour les sociétés de crédit qui, ne construisant pas elles-mêmes, ont pour objet de faciliter la construction de ces habitations: les intérêts des emprunts qu'elles ont contractés paieront l'impôt, la loi du 30 novembre 1894 (article 13) n'exemptant que le « revenu attribué aux actions et aux parts d'intérêt. »

---

(1) Instruction n° 2874. Dalloz, 95-5-577.

Outre les sociétés proprement dites, la loi du 29 juin 1872 s'occupe aussi des personnes morales administratives.

Ces collectivités, Etat, départements, communes, colonies, établissements publics, empruntent comme les sociétés : les obligations qu'elles émettent sont semblables à celles des sociétés par actions. Le législateur devait donc s'en occuper au même titre et, puisque les intérêts des emprunts des sociétés étaient frappés d'un impôt, les emprunts émis par ces collectivités devaient être soumis aux mêmes règles.

Néanmoins, les emprunts contractés par l'Etat échappent à l'impôt et, la loi du 29 juin 1872 ne parlant nulle part des emprunts émis par les colonies, la même solution doit être adoptée en ce qui les concerne.

Les emprunts des départements et des communes sont nettement visés par la loi du 29 juin 1872. Il n'y a aucun doute ni aucune difficulté à cet égard : les intérêts et arrérages de leurs emprunts et obligations supportent la taxe de 4 p. 100 sur le revenu.

Après avoir énuméré les départements et communes, l'article 1 § 2 de la loi du 29 juin 1872 mentionne les « établissements publics », et quelques difficultés se sont élevées sur le point de savoir quel sens on devait donner à cette expression.

L'établissement public est, d'après la définition de M. Haurion (1) « une personne administrative qui gère un service public spécial ». C'est une personne morale

---

(1) Haurion, *Précis de droit administratif*, p. 258

faisant partie intégrante de notre organisation administrative, gérant un service public : c'est véritablement un membre de l'Etat. Mais souvent on comprend aussi sous cette expression les « établissements d'utilité publique ». Les établissements d'utilité publique sont des « institutions auxquelles la loi ou les actes du pouvoir exécutif confèrent la personnalité juridique sans cependant en faire des organes de l'administration française » (1). Ce ne sont donc plus que des personnes morales privées.

Peut-on dire que la loi du 29 juin 1872 est applicable aux établissements d'utilité publique ? Le texte de l'article 1 § 2 ne vise expressément que les établissements publics, et cependant la jurisprudence a considéré que l'expression employée devait être prise dans un sens large et comprenant également les établissements d'utilité publique. Ainsi sont soumis à l'impôt les emprunts et obligations des monts de piété, des associations syndicales, des congrégations religieuses autorisées.

Il n'existe pas, en effet, de raisons pour traiter ces collectivités autrement que les autres : les obligations qu'elles émettent se présentent sous la même forme que les obligations des sociétés ou des établissements publics proprement dits, et elles doivent être taxées au même titre. La solution opposée aboutirait à établir un privilège que rien ne justifie.

Remarquons d'ailleurs que les établissements d'utilité publique, alors même qu'on refuserait de les

---

(1) Haurion, *Précis de droit administratif*, p. 138.

assimiler aux établissements publics au point de vue de la taxe, n'en seraient pas moins atteints à un autre titre. La loi de 1872 est générale et l'article 1<sup>er</sup>, après avoir énuméré toutes les sociétés qu'elle veut atteindre, emploie l'expression d'« entreprises quelconques » ; on pourra toujours atteindre les établissements d'utilité à titre d'« entreprise ».

VALEURS IMPOSÉES. — La taxe de 4 p. 100 s'applique, d'après les termes de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 29 juin 1872 aux arrérages et intérêts annuels des emprunts et obligations des départements, communes, établissements publics et sociétés.

De très grandes divergences d'opinion se sont produites au sujet du sens qui doit être attribué à ces expressions : emprunts et obligations.

Il est d'abord hors de doute que l'impôt frappe le revenu des obligations, c'est-à-dire des emprunts contractés sous la forme de titres cessibles à volonté et remis aux créanciers d'une société, d'une ville ou d'un département en vue de constater leurs droits.

Mais les sociétés et les personnes administratives que nous avons énumérées dans le paragraphe précédent n'empruntent pas toujours par voie d'émission d'obligations : elles empruntent parfois dans la même forme que des particuliers, sans procéder à la création de titres spéciaux. Faut-il appliquer la taxe dans ce cas. Le mot « emprunts » a-t-il été ajouté dans la loi pour frapper ces sortes d'opérations ? C'est sur ce point que sont nées les controverses.

La doctrine (1) soutient que la loi de 1872 n'a pas voulu atteindre les prêts ordinaires faits aux sociétés, mais seulement les emprunts réalisés au moyen d'une émission de titres d'obligations négociables.

A l'appui de cette manière de voir on a fait d'abord valoir des arguments tirés des travaux préparatoires de la loi. Mais ces travaux ayant été fort obscurs, la théorie opposée prétendant également les invoquer en sa faveur, il ne semble pas qu'il y ait lieu de s'y arrêter.

Les auteurs dont nous exposons le système se sont basés sur des arguments plus probants :

Le titre de la loi du 29 juin 1872 prouve que les prêts ordinaires faits aux sociétés ont été laissés de côté par le législateur, car ils ne sauraient être compris dans l'expression « valeurs mobilières ».

La formule de l'article 1<sup>er</sup> : « indépendamment des droits de timbre et de transmission établis par les lois existantes, il est établi... » prouve que l'on a voulu frapper de l'impôt sur le revenu les valeurs déjà assujetties aux droits de timbre et de transmission, c'est-à-dire les obligations émises sous la forme de titres négociables.

L'article 2 déclare que le revenu est déterminé « pour les obligations ou emprunts par l'intérêt ou le revenu distribué dans l'année ». Ce mot « distribué » implique une répartition entre des porteurs ou titulaires d'obligations : un emprunt ordinaire se conclut

---

(1) Deloison, *Le fisc devant la justice*, p. 13. — Demasure, *Traité du régime fiscal des sociétés*, n° 230.

avec une personne déterminée à laquelle on ne distribue pas, mais on paie un intérêt.

Le mot emprunt n'a donc pas été pris ici dans le sens général de contrat de prêt, mais dans le sens restreint employé en matière financière; le législateur a en vue l'opération par laquelle un Etat, un département, une ville ou une grande entreprise se procure des fonds en faisant appel au crédit public, par souscription volontaire.

L'opinion adverse aboutit d'ailleurs à une inégalité choquante et injustifiée entre les emprunts faits par les particuliers qui sont exonérés d'impôts et ces mêmes emprunts faits par des sociétés.

Malgré la force de ces raisonnements, l'Administration a soutenu la théorie opposée et l'a fait triompher en jurisprudence (1).

L'Administration, outre les arguments tirés des travaux préparatoires auxquels nous avons fait allusion et qui ne sont nullement probants, prétend qu'il est inexact de dire que l'impôt sur les valeurs mobilières a été superposé aux droits de timbre et de transmission et que, par conséquent, il doit frapper identiquement les mêmes valeurs. Sans doute les actions et les obligations sont frappées par ces trois impôts, mais l'impôt sur le revenu se distingue des 2 autres : il frappe autre chose que les actions et les obligations, puisque les parts d'intérêt et la commandite y sont formellement assujettis par l'article 1 § 3.

---

(1) Cassation, 8 novembre 1880, Dalloz, 80-1-87 ; 24 juillet 1883, D. 84-1-133; 9 mars 1896, Sirey, 97-1-50.

De plus, l'intention du législateur en employant dans l'article 1<sup>er</sup> des termes aussi vagues que ceux de « produit » des actions et des parts d'intérêt, « d'intérêt des emprunts », semble bien avoir été d'embrasser tous les capitaux engagés dans les sociétés soit à titre d'apports, soit à titre de prêts. Il n'a pas voulu distinguer les emprunts réalisés sous forme d'emprunts négociables des emprunts résultant de prêts ordinaires, parce qu'il a considéré que tous les capitaux prêtés aux sociétés, sous quelque forme que ce soit, avaient sur des capitaux prêtés à des particuliers l'avantage de la sécurité du placement, de la régularité de l'amortissement.

Ces emprunts sont faciles à constater sans qu'il y ait à craindre les recherches inquisitoriales du fisc : ils sont mentionnés dans des actes destinés à une certaine publicité, les délibérations et comptes rendus des sociétés, les actes et documents administratifs concernant les départements, communes et établissements publics.

Il n'en reste pas moins vrai que toute la théorie repose sur le seul mot « emprunt » ; que cette expression ne semble pas avoir été introduite dans la loi par le législateur avec l'intention de lui faire produire des conséquences aussi graves et aussi importantes.

Quoi qu'il en soit, la jurisprudence a donné nettement raison à l'Administration, et il est aujourd'hui certain que la taxe atteint toute opération par laquelle les sociétés, départements, communes, établissements publics et entreprises quelconques se procurent les fonds qui leur sont nécessaires par voie de souscription publique ou autrement.

Ainsi il n'est pas besoin de considérer si l'emprunt est ou non constaté par des titres négociables : dans l'un et l'autre cas, la jurisprudence le soumet à l'impôt.

La taxe sera due sur des emprunts représentés par de simples effets de commerce, à la condition cependant que ceux-ci soient souscrits à titre d'emprunt, et non s'ils étaient souscrits pour toute autre raison, par exemple en règlement d'un prix de vente.

Seront aussi frappés les emprunts contractés sans délivrance de titres spéciaux et sous forme de simple reconnaissance nominative et non négociable remise au prêteur.

Les emprunts qui sont basés sur une constitution d'hypothèque sont aussi, d'après la jurisprudence, passibles de la taxe sur le revenu. Et cependant dans ce cas, les arguments invoqués par les adversaires de la taxation paraissent bien forts.

Une loi du 28 juin 1872 avait établi une taxe de 2 p. 100 sur les créances hypothécaires en général. L'article 2 de cette loi disposait : « Seront exemptées de la contribution, les créances en représentation desquelles sont émises des obligations, valeurs ou titres ayant à acquitter l'impôt sur les valeurs mobilières ». Le législateur, prévoyant l'impôt de 3 p. 100 sur les valeurs mobilières qui fut voté le 29 juin, prend soin de décider que les obligations négociables d'emprunts hypothécaires ne seront pas soumises à la taxe de 2 p. 100 sur les créances hypothécaires, mais à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières. Les emprunts hypothécaires non représentés par

des titres négociables restent, au contraire, assujettis à la taxe de 2 p. 100.

Or, cette taxe a été abrogée par la loi du 20 décembre 1872. Les emprunts hypothécaires non représentés par des titres négociables étant régis par la loi du 28 juin 1872 et non par la loi du 29 juin, cette première loi ayant été abrogée, sont aujourd'hui exempts de tout impôt, qu'ils soient contractés par des sociétés ou par des particuliers. Tel semble, en effet, être le raisonnement logique.

L'Administration et la jurisprudence (1) n'admettent cependant pas cette solution. L'Administration prétend qu'avant d'avoir été abrogée expressément par la loi du 20 décembre 1872, la loi du 28 juin 1872 aurait été abrogée tacitement par celle du 29 juin qui s'appliquerait aux créances hypothécaires représentées ou non par des titres négociables. Ces créances resteraient donc soumises à la loi du 29 juin 1872 et à l'impôt de 4 p. 100 qu'elle établit.

Il semble difficile d'admettre, avec la Cour de cassation, que du jour au lendemain, du 28 au 29 juin, l'Assemblée nationale ait complètement changé d'avis, et ait, le deuxième jour, abrogé les dispositions qu'elle avait elle-même édictées la veille. Si cela était, on devrait trouver quelques traces de ce revirement subit, et cependant rien, dans les discussions de la loi, ne vient donner raison aux prétentions de l'Administration.

La jurisprudence ne considère pas pour les soumet-

---

(1) Cassation, 9 mars 1896. Dalloz, 96-1-290.

tre à la taxe, la durée pour laquelle sont contractés les emprunts : non seulement les emprunts à long terme qui constituent pour les créanciers des ressources annuelles et régulières, mais aussi les prêts à courte durée, même consentis pour moins d'un an, doivent payer l'impôt.

Les avances que fait une banque contre la remise d'une valeur ou d'un titre constituent un contrat de prêt, et la jurisprudence leur applique l'impôt sur le revenu.

Partant toujours du même principe et considérant que toute opération pouvant en dernière analyse se ramener à un contrat de prêt devait être soumise à la taxe, la Cour de cassation avait rendu, sous l'empire de la loi de 1872 (1) un arrêt qui souleva de très vives protestations dans le monde des affaires. Elle avait décidé que la taxe sur le revenu est exigible lorsqu'un bailleur de fonds avance des sommes d'argent à une société qui, pour sûreté des avances, transfère, au moyen d'un premier endossement à l'ordre du prêteur, des warrants qui lui ont été délivrés à elle par un tiers, et s'engage à rendre les sommes avancées à l'époque fixée dans l'endossement lui-même et à payer l'intérêt stipulé. Alors que les endossements ultérieurs constituent des cessions de créances et ne peuvent pas être soumis à la taxe, le premier endossement de warrant, au contraire, renferme tous les éléments du contrat de prêt et n'est, en réalité, qu'un emprunt sur gage.

La loi des finances du 28 décembre 1895 décide

---

(1) Cassation, 29 octobre 1894. Dalloz, 96-1-193.

que « la loi du 29 juin 1872 n'est pas applicable aux avances faites aux sociétés au moyen d'endossement de warrants ». — C'était la condamnation sur ce point particulier de la théorie de la Cour de cassation. Mais c'est la seule exception qu'on puisse signaler au principe qu'elle a posé.

Les sommes remises à titre de dépôt productif d'intérêt à une société ou à une personne administrative doivent payer la taxe, mais seulement lorsqu'il résulte des circonstances que l'opération a été faite dans un double intérêt réciproque, celui des capitalistes qui ont trouvé un placement avantageux et celui de la société qui s'est procuré ainsi les fonds dont elle a besoin. Au contraire, la taxe ne s'appliquerait plus si le dépôt a été fait dans l'intérêt seul du déposant, en vue principalement de la garde des fonds : dans ce cas, les intérêts payés au déposant sont minimes et celui-ci peut retirer ses capitaux soit à première réquisition, soit sur simple avis donné un certain nombre de jours à l'avance. L'opération ne peut plus être considéré comme un prêt, et cela entraîne l'exonération de l'impôt.

Le fait que le dépôt ne constituerait qu'un dépôt irrégulier serait sans influence au point de vue de la taxe. Par dépôt irrégulier on entend l'opération dans laquelle le dépositaire n'est pas tenu de rendre la chose *in specie*, mais peut consommer les choses qu'il a reçues à condition d'en restituer de semblables. Pourvu qu'il reste fait dans l'intérêt du déposant, le dépôt irrégulier ne constitue pas un prêt.

Les comptes courants ne peuvent pas être assimilés à des opérations de prêt : en conséquence la taxe

de 4<sup>o</sup>/o n'est pas due sur les intérêts de la créance du solde que fait connaître le règlement de comptes (1).

Avant de terminer cette étude sur les emprunts et obligations, nous devons faire une remarque générale. De même que pour les actions et parts d'intérêt c'est la distribution d'un bénéfice qui donne lieu à l'impôt, de même, en matière d'obligations et d'emprunts, c'est la distribution d'un intérêt qui rend l'impôt exigible.

Si des avantages autres que des intérêts proprement dits étaient distribués aux obligataires, l'impôt ne serait pas dû. Aussi a-t-il fallu une loi spéciale pour atteindre les lots et primes de remboursement.

Dans le même ordre d'idées, une décision du ministre des finances du 24 septembre 1883 a reconnu que lorsqu'une société prenait à sa charge le paiement de l'impôt sur le revenu dû sur ses obligations, il n'y a pas lieu d'ajouter la somme représentative de l'impôt aux intérêts stipulés payables aux porteurs d'obligations.

Nous avons admis la solution contraire en ce qui concerne le revenu des actions; la différence de solution est imposée par la différence de rédaction des paragraphes 1 et 2 de l'article 1er de la loi du 29 juin 1872 : le § 1 étend l'impôt à tous les *produits* des actions : l'expression a un sens très large et est très compréhensive. Au contraire, le § 2 ne parle que des *intérêts* des obligations et emprunts, et ici l'expression employée est très précise et a un sens nettement déterminé qu'il est impossible d'étendre.

---

(1) Cassation, 2 juillet 1890. Sirey, 91-1-177.

## CHAPITRE III

### LOTS ET PRIMES DE REMBOURSEMENT

Les obligations confèrent souvent à leurs porteurs, outre les intérêts annuels, des bénéfices extraordinaires connus sous le nom de lots et primes de remboursement. C'est afin d'attirer les capitalistes et l'épargne que les sociétés et personnes administratives consentent ces avantages qui viennent s'ajouter aux sommes distribuées à titre d'intérêt.

Les lots sont des sommes plus ou moins considérables et qui, parfois, s'élèvent à des chiffres très élevés : 100, 150 ou 200.000 francs, qui sont payées, non à tous les obligataires, mais seulement à certains d'entre eux qui sont désignés par la voie du tirage au sort.

La prime de remboursement est un bénéfice dont profitent tous les obligataires. Elle consiste dans la différence qui existe entre le taux d'émission et le taux de remboursement des obligations émises à un taux inférieur au montant de leur capital nominal. Ainsi, des obligations au capital nominal de 500 francs ont été émises à 450 francs. La prime consistera, pour le capitaliste qui a acheté 450 francs, dans

la différence qui existe entre le prix d'émission (450) et le capital nominal, 500 francs, que la société ou entreprise s'est engagée à lui rembourser : la prime est ici de 50. francs. C'est un gain qui est assuré à tous les souscripteurs et qu'ils toucheront lors du remboursement du titre.

La loi du 29 juin 1872 était-elle applicable aux lots et primes de remboursement ? Non, car l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ne frappe expressément que les « arrérages et intérêts annuels des emprunts et obligations ». Une loi a été reconnue nécessaire et l'Assemblée la vota le 21 juin 1875. La loi du 29 juin 1872 a été ainsi étendue par la loi du 21 juin 1875, qui a pour but d'assujettir à la taxe « les lots et primes de remboursement payés aux créanciers et aux porteurs d'obligations, effets publics et tous autres titres d'emprunt. »

Cette extension de la loi de 1872 était équitable. Du moment où on frappe d'un impôt les intérêts et arrérages des emprunts et obligations, il n'y avait pas de raison pour laisser de côté les lots et primes de remboursement. En effet, le lot et la prime de remboursement ne sont l'un et l'autre que des produits de l'obligation : ils sont formés par la société grâce à des retenues prélevées sur les intérêts annuels. Au lieu de distribuer à ses créanciers un revenu de 6 p. 100 par exemple, la société leur donnera seulement un revenu de 4 fr. 50, et, par ce moyen, elle se procurera des sommes parfois considérables qui lui permettront de payer les lots et les primes de remboursement.

Si donc les sociétés ne distribuaient ni lots ni

primes, elles pourraient verser à leurs obligataires des intérêts plus élevés qui seraient tout entiers passibles de l'impôt sur le revenu. On ne devait pas exempter de l'impôt la portion de cet intérêt retenue par les sociétés et distribuée sous forme de lots et primes.

La loi du 21 juin 1875 s'applique à toutes les sociétés, collectivités et personnes morales visées par la loi du 29 juin 1872, dès qu'elles émettent des obligations remboursables avec primes et lots.

L'article 5 de la loi du 21 juin 1875 indique les règles qui doivent être appliquées pour la perception de la taxe : il décide que la valeur est déterminée :

« Pour les lots, par le montant même du lot en monnaie française ;

« Pour les primes, par la différence entre la somme remboursée et le taux d'émission des emprunts. »

Il ne peut guère se présenter de difficultés pour l'évaluation des lots. La taxe doit être perçue sur le montant même du lot en monnaie française. Si le lot est payé en monnaie étrangère, les représentants de la société ou de la personne administrative devront évaluer cette valeur en monnaie française.

L'impôt ne frappe que le revenu réel résultant du lot : lorsque le lot comprend en même temps remboursement de la somme versée par le souscripteur de l'obligation, il y a lieu de déduire cette somme du montant du lot et l'impôt ne reste dû que pour le surplus qui représente réellement le bénéfice.

Pour les primes, la valeur passible de l'impôt est déterminée par la différence entre la somme remboursée et le taux de l'émission des emprunts,

Un décret d'administration publique du 15 décembre 1875 a déterminé le mode d'évaluation du taux d'émission : l'article 1<sup>er</sup> du décret distingue s'il y a un taux unique d'émission ou s'il y a un taux variable.

Dans le premier cas, c'est-à-dire lorsque l'emprunt aura été fait à un taux d'émission unique, ce qui se présente généralement pour les souscriptions publiques, c'est ce taux unique qui servira de base à la liquidation du droit : il est représenté par la somme en capital que chaque souscripteur s'engage à verser pour obtenir la délivrance du titre d'obligation.

Certains emprunts sont réalisés à des époques différentes et les taux d'émission varient ; les variations dans le taux d'émission sont déterminées par les variations mêmes du marché. Les titres d'un même emprunt sont parfois même divisés en séries distinctes. L'article 2 du décret du 15 décembre 1875 prévoit cette hypothèse et décide que « si le taux d'émission a varié, il sera déterminé pour chaque emprunt par une moyenne établie en divisant par le nombre des titres correspondant à cet emprunt, le montant brut de l'emprunt total, sous la seule déduction des arrérages courus au moment de chaque vente ».

La taxe sera donc assise sur un taux moyen d'émission, et ce taux moyen sera déterminé pour « chaque emprunt », ce qui signifie qu'on ne tiendra pas compte pour cette détermination des différentes séries dont l'emprunt peut se composer, mais de tous les titres d'obligation d'un même type.

Il ne faut tenir compte dans ce calcul que du capital emprunté. Les capitalistes ayant souscrit non à la

première, mais à la deuxième ou troisième souscription, reçoivent un titre leur donnant jouissance des intérêts courus depuis la première émission, par conséquent avant leur propre souscription. La somme représentant ces intérêts courus n'a donc pas été prêtée par l'obligataire et il ne faut pas la compter dans le calcul du capital emprunté. C'est ce que décide l'article 2 du décret que nous avons transcrit ci-dessus, en disposant qu'il y a lieu de déduire « les arrérages courus au moment de chaque vente ».

Pour les emprunts dont l'émission, faite à des taux variables, n'est pas terminée au moment du tirage au sort qui donne lieu à la perception de l'impôt, la moyenne sera établie d'après la situation de l'emprunt au 31 décembre de l'année qui a précédé celle du tirage (article 1 § 3, décret du 15 décembre 1875).

L'article 2 du décret prévoit le cas où le taux d'émission est inconnu: « ne pouvant être établi conformément à l'article 1<sup>er</sup>, le taux sera représenté par un capital formé de vingtfois l'intérêt annuel stipulé lors de l'émission au profit du porteur du titre ; à défaut de stipulation d'intérêt, il sera pourvu à la fixation du taux d'émission dans la forme tracée par l'article 16 de la loi du 22 frimaire an VII », c'est-à-dire que les sociétés remettront au receveur de l'enregistrement une déclaration estimative certifiée et signée par les représentants légaux.

Le montant de la taxe pour les lots et primes de remboursement sera « avancé par les sociétés, compagnies, entreprises, communes et établissements publics, conformément à l'article 3 de la loi du 29 juin 1872 et payée dans les vingt premiers jours qui sui-

vront le paiement des lots et primes de remboursement au bureau désigné pour recevoir la taxe sur le revenu ». (Article 3 du décret du 15 décembre 1875.)

Enfin, pour assurer le recouvrement de l'impôt, le décret exige (article 3) qu'il soit remis au receveur, lors du paiement, « une copie certifiée du procès-verbal de tirage au sort avec un état indiquant pour chaque tirage :

»1° Le nombre des titres amortis ;

»2° Le taux d'émission de ces titres déterminé conformément aux articles 1 et 2 s'il s'agit de primes de remboursement ;

»3° Le montant des lots et primes échus aux titres amortis ;

»4° La somme sur laquelle la taxe est exigible. »

Le taux de l'impôt était primitivement de 3 p. 100. La loi du 26 décembre 1890, qui a élevé ce taux de 3 à 4 p. 100 était applicable aux lots et primes de remboursement. Mais, en ce qui concerne les lots, on a prétendu que ce taux était beaucoup trop modéré.

Les partisans d'une augmentation de la taxe manquaient, il est vrai, d'arguments juridiques : ils disaient seulement que l'attribution d'un lot étant une très bonne aubaine pour le possesseur d'un titre le Trésor pouvait profiter de l'occasion pour prélever un impôt élevé : le gagnant aurait mauvaise grâce à se plaindre.

Tout au plus pouvaient-ils invoquer un raisonnement plus sérieux en prétendant que frapper le lot d'un impôt plus considérable, c'était, en réalité, atteindre la mutation qui s'opère, relativement aux

intérêts accumulés, de la tête de tous les actionnaires et obligataires sur celle du gagnant.

Cependant, si l'impôt sur les lots est juste comme nous l'avons démontré, il ne paraît guère équitable d'en augmenter le taux : comme les primes de remboursement, il ne représente que des portions de revenus particuliers qui ne doivent pas être soumis à un régime plus rigoureux que celui des autres revenus.

Les besoins du Trésor l'emportèrent sur les raisons juridiques. Une loi fut votée le 25 février 1901 qui disposait (article 29) : « la taxe établie par l'article 5 de la loi du 21 juin 1875 sur les lots payés aux créanciers et aux porteurs d'obligations, effets publics et tous autres titres d'emprunts, est fixée à 8 p. 100. Il n'est rien innové en ce qui concerne les droits applicables aux primes de remboursement. »

Le taux de la taxe, sur les lots seulement, est donc, depuis 1901, élevé à 8 p. 100. Le montant du lot est calculé en monnaie française, déduction faite de la somme prêtée, et les règles que nous avons exposées pour la liquidation et le recouvrement de l'impôt restent applicables.

---

## CHAPITRE IV

### PERCEPTION DE LA TAXE

Un décret du 6 décembre 1872 détermine les règles de la liquidation de la taxe sur le revenu établie par la loi du 29 juin 1872. Nous allons transcrire ses principales dispositions avant de les étudier plus en détail :

Article 1<sup>er</sup> : « La taxe de 3 p. 100 établie par la loi du 29 juin 1872 est avancée par les sociétés, compagnies, entreprises, départements, communes et établissements publics et payée au bureau de l'enregistrement du siège social ou administratif désigné à cet effet, savoir :

» 1° Pour les obligations, emprunts et autres valeurs dont le revenu est fixe et déterminé à l'avance, en quatre termes égaux, d'après les produits annuels afférents à ces valeurs ;

» 2° Pour les actions, parts d'intérêt, commandites et emprunts à revenu variable, en quatre termes égaux déterminés, provisoirement, d'après le résultat du dernier exercice réglé et calculé sur les quatre cinquièmes du revenu, s'il en a été distribué ; et, en ce qui concerne les sociétés nouvellement

créées, sur le produit évalué à 5 p. 100 du capital appelé.

» Chaque année, après la clôture des écritures relatives à l'exercice, il est procédé à une liquidation définitive de la taxe due pour l'exercice entier. Si, de cette liquidation il résulte un complément de taxe au profit du Trésor, il est immédiatement acquitté. Dans le cas contraire, l'excédent versé est imputé sur l'exercice courant, ou remboursé si la société est arrivée à son terme ou si elle cesse de donner des revenus »

Article 2. « Les paiements à faire en quatre termes doivent être effectués dans les vingt premiers jours des mois de janvier, avril, juillet, octobre de chaque année. La liquidation définitive a lieu au moment du dépôt, prescrit par l'article 2 de la loi du 29 juin 1872, des comptes rendus et extraits des délibérations des assemblées générales d'actionnaires ou des conseils d'administration, ou de tous autres documents analogues fixant le dividende distribué. Cette liquidation doit être établie dans les vingt premiers jours du mois de mai pour les sociétés auxquelles leurs statuts n'impose pas l'obligation de prendre des délibérations sur cet objet. Dans ce cas, la liquidation définitive est opérée à raison de cinq pour cent du prix moyen des cessions de parts d'intérêt consenties pendant l'année précédente et dûment enregistrées, et, à défaut de cessions, d'après l'évaluation à cinq pour cent du montant du capital social ou de la commandite. »

*Liquidation.* -- Ainsi que nous venons de le voir,

le versement des droits ayant lieu quatre fois par an, tous les trois mois il y a lieu à une liquidation de la taxe et pour cette liquidation le décret du 6 décembre 1872 fait une distinction entre les valeurs à revenu fixe et les valeurs à revenu variable.

Pour les valeurs à revenu fixe, telles que les obligations et emprunts, on pourra tous les trois mois procéder à une liquidation définitive : on prendra pour base le nombre de titres existant à la fin du trimestre et le montant du revenu distribué par la société.

Pour les valeurs à revenu variable, au moment du paiement trimestriel leur produit n'est pas encore connu : ils dépendent d'événements ultérieurs qui peuvent l'accroître ou l'affaiblir. Le décret du 6 décembre 1872 n'a pas pu prescrire ici une liquidation définitive : on procèdera à une liquidation provisoire en prenant pour base les quatre cinquièmes du revenu indiqué par le dernier exercice connu et réglé. La liquidation définitive sera opérée à la fin de l'année après la clôture des écritures de l'exercice.

Une distinction s'impose ici, au sujet de cette liquidation définitive entre les sociétés pourvues d'un conseil d'administration et celles qui sont soumises au forfait de 5 pour cent (art. 2 loi 29 juin 1872).

Pour les sociétés pourvues d'un conseil d'administration, la liquidation a lieu au moment du dépôt, prescrit par l'article 2 § 1 de la loi du 29 juin 1872 des comptes rendus et extraits des délibérations des assemblées générales des actionnaires ou des conseils d'administration ou de tous autres documents analogues fixant le dividende distribué.

S'il en résulte un complément de taxe au profit du Trésor il doit être immédiatement acquitté. Si, au contraire, l'impôt n'était pas dû, soit parce que la société n'a pas fait de bénéfices, soit parce qu'elle n'en a pas distribué, ou si le fisc a trop perçu, ce supplément sera restitué par voie d'imputation sur l'exercice courant. L'article 1<sup>er</sup> du décret le dit expressément :

« L'excédent versé est imputé sur l'exercice courant ou remboursé si la société est arrivée à un terme ou si elle cesse de donner des revenus ».

Une difficulté s'était élevée sur le sens de ces mots : « si elle cesse de donner des revenus ». Était-il nécessaire que la société ne réalisât plus de bénéfices ou suffisait-il, pour que le remboursement des droits payés soit exigible, que, bien que réalisant des bénéfices, elle cessât de les répartir entre ses membres ?

Une décision du ministre des finances du 12 juin 1885 (1) a décidé qu'il suffisait que la société ne distribue pas, et cette condition est logique, puisque la condition d'exigibilité de l'impôt est non pas la réalisation mais la distribution de bénéfices.

Pour les sociétés non pourvues d'un conseil d'administration on procède à la liquidation définitive à l'aide du mode d'évaluation prévu par l'article 2 § 3 pour la détermination du revenu de ces sociétés : la liquidation est établie dans les vingt premiers jours du mois de mai et elle est opérée à raison du 5 p.

---

(1) *Journal de l'Enregistrement*, n° 22514.

100 du prix moyen des cessions de parts d'intérêt consenties pendant l'année précédente et dûment enregistrées et à défaut de cession, à raison de 5 p. 100 du montant du capital social ou de la commandite.

Pour les sociétés nouvellement créées, l'impôt sera perçu tous les trois mois d'après l'évaluation à 5 p. 100 du capital appelé.

*Moyens de contrôle.* — L'impôt sur les valeurs mobilières est par sa nature un impôt direct, mais il présente des différences avec les autres impôts directs. La contribution foncière, la contribution des portes et fenêtres, la contribution personnelle mobilière, les patentes et autres contributions similaires sont perçues par le fonctionnaire des perceptions directes d'après un rôle nominatif qui leur est remis chaque année. Organiser de la même façon le recouvrement de l'impôt sur les valeurs mobilières et le confier aux mêmes agents eût été en faire une taxe personnelle et l'Assemblée Nationale tenait à éviter ce résultat et s'efforçait au contraire d'en faire une taxe réelle.

On a donc chargé l'administration de l'Enregistrement de recouvrer l'impôt sur les valeurs mobilières: celle-ci était déjà chargée par les lois antérieures de percevoir les droits de timbre et de transmission.

L'administration de l'Enregistrement pourra utiliser, à l'occasion de l'impôt sur le revenu, tous les renseignements qu'elle possédait déjà au sujet des deux premières taxes, et les actes qui ont été présentés à l'Enregistrement.

Elle pourra invoquer les présomptions, même dans le cas où la preuve par témoins n'est pas admissible ; elle pourra aussi opposer aux parties toutes les énonciations des actes qui sont parvenus à sa connaissance.

En matière d'enregistrement et de timbre, l'Administration jouit du droit de pratiquer les investigations au siège des sociétés qui ont émis des actions et des obligations négociables pour s'assurer de l'exécution des lois sur l'enregistrement et le timbre. Ce droit lui est reconnu en matière d'enregistrement par l'article 7 de la loi du 21 janvier 1875, ainsi conçu :

« Les sociétés, compagnies d'assurances, assureurs contre l'incendie et sur la vie et tous autres assujettis aux vérifications de l'Administration, sont tenus de communiquer aux agents de l'enregistrement, tant au siège social qu'aux succursales et agences, les polices et autres documents énumérés dans l'article 22 de la loi du 23 août 1871, afin que ces agents s'assurent de l'exécution des lois sur l'enregistrement et le timbre. »

Ce même droit d'investigation et de communication peut-il être reconnu à l'Administration à l'encontre des sociétés par actions et des personnes administratives soumises à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ?

L'Administration le revendique et a fait admettre ses prétentions par la jurisprudence (1). Il semble

---

(1) Lyon, 10 août 1887, Dalloz, 88-5-527.

cependant qu'en cette matière l'Administration exagère ses droits : le droit de communication lui est sans doute nécessaire, peut-être même indispensable pour pouvoir exercer efficacement le contrôle dont elle est chargée dans l'intérêt du Trésor, mais il ne lui est actuellement reconnu par aucun texte précis en ce qui concerne la taxe sur le revenu. Ce droit est tellement exorbitant qu'il ne semble pas possible de l'admettre sans une disposition indiscutable de la loi.

Etudions cependant la question et voyons sur quoi se fondent les prétentions de l'Administration.

Un point hors de doute est que l'Administration jouit du droit de communication en ce qui concerne les lots et primes de remboursement. L'article 4 du décret du 15 décembre 1875 impose expressément aux sociétés l'obligation de communiquer aux agents de l'Enregistrement les documents et écritures utiles pour la perception de l'impôt.

En ce qui concerne la taxe sur le revenu, l'Administration invoque l'article 7 de la loi du 21 juin 1875 que nous avons transcrit ci-dessus et qui lui concède le droit d'investigation pour les droits de timbre et d'enregistrement. La formule de cet article, dit l'Administration, est très générale, et bien qu'il ne soit question que des droits de timbre et d'enregistrement, elle embrasse toutes les taxes dont le recouvrement est confié à l'Administration de l'enregistrement.

Nous pensons, au contraire, que ce texte ne s'applique qu'aux matières qui y sont précisément visées et que le droit de communication qu'il établit ne peut

être étendu en dehors de la perception des droits de timbre et d'enregistrement.

L'Administration tire ensuite argument de l'article 5 de la loi de 1872 qui dispose que « le recouvrement de la taxe sur le revenu sera suivi et les instances seront introduites et jugées comme en matière d'enregistrement ».

Puisque la loi du 29 juin 1872 renvoie aux lois spéciales qui régissent la procédure en matière d'enregistrement, l'Administration en conclut qu'elle peut invoquer les preuves admises en cette matière, et les preuves spécialement organisées en faveur du Trésor par les lois sur l'enregistrement. Il ne faut voir, dans les investigations que les agents sont autorisés à faire au siège des sociétés, qu'un moyen de preuve, exorbitant du droit commun sans doute, mais bien légitime puisqu'il a été accordé à l'Administration pour assurer le recouvrement des droits d'enregistrement, et, par suite de la référence contenue dans l'article 5 de la loi du 29 juin 1872, le recouvrement de la taxe sur le revenu.

Ici encore l'administration étend trop à son profit la portée de l'article 5 de la loi de 1872. Cet article ne résout qu'une question de procédure : le droit de communication est plus qu'une question de procédure par son caractère exorbitant ; il touche le fond même du droit. L'article 5 de la loi de 1872 ne permet pas de reconnaître ce droit à l'Administration de l'enregistrement.

D'ailleurs, il suffit de se rappeler toutes les précautions prises par le législateur de 1872 pour éviter le caractère inquisitorial de l'impôt, les déclarations

formelles faites à ce sujet lors de la discussion du projet (1), l'horreur qu'inspiraient à l'Assemblée Nationale les investigations du fisc, pour être convaincu que la loi de 1872 ne peut pas, sans contradiction flagrante avec elle-même, consacrer le droit d'investigation à l'Administration de l'enregistrement.

Le mode de détermination du revenu des valeurs adopté dans la loi de 1872 proteste contre la théorie de l'Administration. En effet, ce revenu est déterminé nous avons déjà insisté sur ce point (chapitre I), d'après les documents qui sont destinés à le révéler lorsque ces documents doivent être rendus publics ; mais dès que pour déterminer les revenus en l'absence de documents précis on aurait dû permettre les investigations du fisc, le législateur intervient nettement pour empêcher ces recherches gênantes pour la société et impose une présomption : le forfait de 5 p. 100. Permettre à l'Administration d'avoir recours à d'autres moyens de détermination du revenu que ceux que le législateur a lui-même fixés, est contraire au texte et à l'esprit de la loi du 29 juin 1872.

La jurisprudence reconnaît cependant les prétentions de l'Administration. Elles aboutissent à des condamnations de 100 à 1.000 francs d'amende pour refus de communication. (Article 7 loi du 21 juin 1875 et article 22 loi du 23 août 1871.)

*Païement.* — La quotité de la taxe est « fixée à 3 p.

---

(1) M. Pouyer-Quertier, à la séance du 25 juin 1872. *Journal Officiel*, p. 4302.

100 du revenu spécifié en l'article 1 » (art. 3, § 1 loi du 29 juin 1872). Le taux de la taxe a été élevé à 4 p. 100 par l'article 4 de la loi du 26 décembre 1890.

Le paiement en est effectué, d'après l'article 2 du décret du 6 décembre 1872, en quatre termes égaux dans les vingt premiers jours des mois de janvier, avril, juillet et octobre de chaque année. Il se fait au bureau de l'enregistrement du siège social ou administratif.

L'article 3 § 2 de la loi du 29 juin 1872 établit très nettement par qui doit être effectué le paiement : « le montant (de la taxe) en est avancé, sauf leur recours par les sociétés, compagnies, entreprises, villes, départements ou établissements publics ».

Ce sont donc les sociétés ou établissements publics qui sont débiteurs de l'impôt vis-à-vis du Trésor : ils exercent un recours contre les associés et les prêteurs, recours qu'il leur est très facile d'exercer au moyen d'un prélèvement sur les bénéfices ou intérêts distribués.

Mais une question qui n'est pas résolue par l'article 3 de la loi de 1872 et qui a donné lieu à des controverses est celle de savoir si l'Administration peut agir contre les associés et obligataires et leur réclamer le paiement de l'impôt au cas où la société ne l'aurait pas effectué.

On a voulu concéder à l'Administration le droit de poursuite contre les associés en disant que ceux-ci étaient les débiteurs définitifs de l'impôt et que la société n'en faisait que l'avance : si la loi a imposé aux sociétés l'obligation de faire l'avance,

c'est afin de faciliter la perception ; mais, en réalité, l'impôt retombe sur les associés, il est donc naturel de les contraindre directement au paiement.

Malgré ces considérations qui ont entraîné certaines décisions judiciaires (1), il semble plus conforme à l'esprit de la loi de ne donner action que contre les sociétés ou personnes administratives. Sans doute, les associés doivent supporter définitivement le poids de la taxe et les sociétés ont légalement un recours contre eux à cet effet ; mais il ne s'ensuit pas qu'ils doivent la payer directement au Trésor : au contraire, l'article 3 de la loi de 1872 indique comme unique débiteur de la taxe la société ou l'établissement public. Toutes les sanctions édictées en cas de non-paiement s'appliquent exclusivement aux sociétés.

Enfin, ici encore nous retrouvons cette préoccupation du législateur dont nous avons si souvent noté la trace au cours de cette étude, d'éviter le caractère vexatoire et inquisitorial de l'impôt sur le revenu : or, c'est justement le résultat contraire qui serait obtenu au cas où on soumettrait directement les particuliers aux poursuites de la régie.

Cependant, dans le cas de dissolution d'une société, si la taxe due n'avait pas été acquittée, l'Administration aurait certainement le droit d'en poursuivre le recouvrement contre les associés individuellement, puisque la société n'existe plus juridiquement.

En principe, le paiement de la taxe doit être fait en espèces. Cependant, il peut arriver que la société

---

(1) Cassation, 20 avril 1893. Dalloz, 93-1-350.

se libère valablement au moyen d'une compensation. Le cas pourra se présenter pour une société qui se trouvera en avance vis-à-vis de l'Administration, à la suite, par exemple, d'une liquidation trimestrielle provisoire. L'Administration aura conservé l'excédent perçu pour l'imputer sur l'exercice suivant ; mais, aux échéances trimestrielles, la société pourra opposer la créance qu'elle possède de ce chef et se libérer ainsi par compensation.

Mais il faut, pour que la compensation puisse s'opérer en cette matière, que la dette et la créance aient toutes deux la même source, se rapportent au même impôt. On ne pourrait pas appliquer à la comptabilité publique toutes les règles de la compensation du droit civil et éteindre une dette quelconque due au Trésor, en opposant une créance quelconque sur le Trésor : cela entraînerait le trouble et le désordre dans la gestion financière de l'État.

*Prescription.* — La loi du 29 juin 1872 est muette au sujet de la prescription des actions en recouvrement de la taxe sur le revenu. L'absence de toute disposition sur ce point ne permettait de recourir qu'à la prescription de 30 ans de l'article 2262 du Code civil, prescription de droit commun qui s'applique à défaut de toute prescription plus courte.

Cette solution était logique, mais elle aboutissait à des résultats très rigoureux. Pendant 30 ans, l'Administration pouvait réclamer le paiement de la taxe et les conséquences de ce droit pouvaient être très fâcheuses. « Les inconvénients des réclamations tardives en matière d'impôt sont, en effet, d'autant plus

sensibles qu'il s'agit de taxes périodiques pouvant, par leur accumulation, être la source de sérieux embarras pour le débiteur. En ce qui concerne l'impôt sur le revenu, les inconvénients sont encore aggravés par ce fait que la société qui l'acquitte n'est qu'un intermédiaire chargé d'en faire l'avance pour le compte des associés et les porteurs de titres. » (Exposé des motifs du projet de loi du 14 mai 1887.)

Cet état de choses était si fâcheux, qu'à la suite des réclamations des Chambres de commerce, divers projets de lois furent présentés pour établir une prescription de 5 ans et que cette prescription fut définitivement acceptée et établie par la loi des finances du 26 juillet 1893.

L'article 21 de cette loi est ainsi conçu :

« L'action du Trésor en recouvrement de la taxe établie sur le revenu des valeurs mobilières, est soumise à la prescription de cinq ans. Ce délai a pour point de départ la date de l'exigibilité des droits et amendes. Toutefois, dans les sociétés dont l'existence n'a pas été portée à la connaissance des tiers par les publications légales ainsi que dans toutes les sociétés et établissements non soumis par les lois existantes aux investigations des agents de l'Enregistrement, la prescription ne court contre l'Administration que du jour où elle a pu constater l'exigibilité de l'impôt au vu d'un acte soumis à l'enregistrement ou au moyen de documents régulièrement déposés au bureau compétent pour la perception de l'impôt. En outre, dans les sociétés et établissements soumis aux investigations de l'Administration de l'Enregistrement, la prescription est

suspendue par un procès-verbal dressé pour constater le refus de communication et suivi de poursuites dans le délai d'une année, à moins que l'Administration ne succombe définitivement dans cette poursuite exercée en vertu du procès-verbal. Elle ne recommence à courir que du jour où il est constaté, au moyen d'une mention inscrite par un agent du contrôle sur un des principaux livres de la société ou de l'établissement, que l'Administration a repris le libre exercice de son droit de vérification.

» L'action des redevables contre le Trésor, en restitution des taxes indûment perçues, se prescrit également par cinq ans, à compter de la date de l'indue perception.

» Toute prescription commencée avant la promulgation de la présente loi, sera acquise dans le délai de cinq ans à partir de cette promulgation. »

La prescription de cinq ans, établie par l'article 21 de la loi du 26 juillet 1893, s'applique donc dans tous les cas, sans qu'il y ait lieu de distinguer si la poursuite a pour objet un droit principal ou un supplément de droit et, dans ce dernier cas, si l'insuffisance de perception a été le résultat d'une erreur commise par le percepteur ou si elle est le fait du contribuable.

La prescription s'applique tant aux amendes qu'aux droits simples (art. 2 § 2).

La prescription commence à courir, pour l'exigibilité du droit, le lendemain du terme accordé pour payer les droits, et pour les amendes, le lendemain du jour où la pénalité s'est trouvée définitivement encourue.

La prescription peut être suspendue par un procès-verbal de l'Administration, constatant le refus de communication de la part des sociétés ou établissements soumis aux investigations du fisc.

L'article 21 *in fine* s'occupe enfin des actions des redevables contre le Trésor, en restitution des taxes indûment perçues, et applique à ces actions la prescription de cinq ans.

Les sociétés peuvent, en effet, avoir droit au remboursement de la taxe : ceci se produira, soit lorsque l'Administration aura trop perçu, par suite d'erreur, soit lorsque, les droits ayant été légalement réclamés à la suite de la liquidation trimestrielle provisoire, la société cesse de distribuer des revenus à ses membres. Ce droit à la restitution des taxes indûment perçues constituant une créance contre l'Etat, on en concluait qu'il fallait appliquer la déchéance quinquennale, organisée au profit de l'Etat par l'article 9 de la loi du 29 janvier 1831. Depuis la loi du 26 juillet 1893, le délai de cinq ans n'a pas changé, mais il n'y a plus lieu d'appliquer ici les règles de la déchéance quinquennale établie à l'encontre des créanciers de l'Etat : notamment la compétence ne sera plus administrative, mais judiciaire.

*Pénalités.* — Les pénalités encourues pour contravention à la loi sont prévues par l'article 5 de la loi du 29 juin 1872 : « Chaque contravention aux dispositions qui précèdent et à celles du règlement d'administration publique qui sera fait pour leur exécution, sera punie conformément à l'article 10 de

la loi du 23 juin 1857 », et l'article 10 de la loi du 23 juin 1857 dispose :

« Toute contravention aux précédentes dispositions et à celles des règlements qui seront faits pour leur exécution, est punie d'une amende de 100 à 5000 fr., sans préjudice des peines portées par l'article 39 de la loi du 22 frimaire, an VII pour omission ou insuffisance de déclarations. » La loi du 22 frimaire, an VII établit, à titre de peine, la perception d'un droit en sus.

L'amende édictée par la loi du 23 juin 1857 est plutôt une réparation qu'une peine ; elle a un caractère purement civil, et de ce caractère il faut conclure que les tribunaux civils sont seuls compétents pour l'appliquer et que les sociétés ou personnes morales qui l'ont encourue ne sauraient se prévaloir de leur bonne foi.

L'amende de 100 à 5000 francs punit le défaut ou le retard de paiement de la taxe aux échéances et dans les délais fixés.

Elle punit aussi le retard ou le défaut de production des documents qui doivent servir de base à la liquidation de la taxe et doivent être déposés dans les vingt jours de leur date. Le dépôt est exigé à peine d'amende même dans le cas où ces documents établiraient une non-répartition des bénéfices.

Les tribunaux civils appelés à trancher les difficultés qui seraient soulevées au sujet du paiement de ces amendes ne pourraient appliquer moins du minimum de 100 francs. L'Administration, au contraire, a le droit de réduire l'amende à un taux inférieur.

La peine du droit en sus édictée par la loi du 22 frimaire an VII punit les omissions ou insuffisances de déclaration.

L'omission résultera du dépôt de documents infidèles, par exemple de documents dissimulant une partie des bénéfices distribués et soumis à l'impôt.

L'insuffisance d'évaluation pourra aussi se produire. Quoique la loi de 1872 se soit efforcée d'éviter autant que possible la déclaration des parties, nous avons trouvé au cours de cette étude diverses hypothèses où on a recours à cette déclaration. Rappelons brièvement : le cas où la taxe doit être liquidée d'après le forfait de 5 p. 100 du capital social, et que ce capital n'a pas été déterminé dans l'acte constitutif de la société ; le cas où le bénéfice distribué aux associés, au lieu de consister en une somme d'argent, est représentée par d'autres avantages, tels que l'attribution à ces associés de valeurs non cotées, enfin le cas où, pour liquider la taxe sur les primes de remboursement, le taux moyen d'une émission ne peut être déterminé d'après les procédés indiqués par la loi. Dans toutes ces hypothèses on a recours à une évaluation des parties, et en cas d'insuffisance de déclaration, la peine sera d'un droit en sus.

*Procédure.* — L'article 5 de la loi du 29 juin 1872 décide que « les instances seront introduites et jugées comme en matière d'enregistrement ».

Ce seront donc les règles de la procédure spéciale de l'Enregistrement, établies par la loi de l'an VII, qui seront applicables ici.

Le premier acte de poursuite est une contrainte

décernée par le receveur de l'enregistrement du siège social ou administratif. Elle est, dans la pratique, toujours précédée d'un avertissement, mais le défaut d'avertissement n'entraîne pas la nullité.

La contrainte est visée et rendue exécutoire par le juge de paix du canton et notifiée par huissier.

Elle donne le droit à l'Administration de procéder à une saisie des biens du contribuable, si celui-ci ne fait pas opposition.

Si, au contraire, le contribuable résiste, il doit signifier son opposition au receveur qui a décerné la contrainte, avec assignation devant le tribunal de l'arrondissement. La loi du 22 frimaire an VII (art. 64) ne fixe aucun délai pour la signification de l'opposition.

La procédure est écrite et les jugements sont rendus sur le mémoire d'un juge, le ministère public entendu.

Les jugements rendus par le tribunal de première instance en matière d'enregistrement ne sont pas susceptibles d'appel ; mais ils peuvent être déférés à la Cour de cassation.

---

## IMPOTS SUR LES SOCIÉTÉS DÉSINTÉRESSÉES

### ET LES CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES

La loi du 29 juin 1872 ne frappe que le revenu des sociétés qui distribuent leurs bénéfices entre leurs membres. Il en résulte que les sociétés qui ne distribuent pas de bénéfices, sociétés fondées dans un but non lucratif, associations religieuses, ne sont pas soumises à l'impôt sur le revenu. On a voulu généraliser l'impôt sur le revenu à toutes les sociétés et c'est dans ce but qu'ont été votées les lois du 28 décembre 1880 et du 29 décembre 1884, dont il nous reste à étudier les dispositions.

Il importe de connaître dans quelles conditions ont été votées ces lois complémentaires et les nécessités auxquelles elles répondaient.

Les personnes morales et particulièrement les congrégations religieuses possèdent des biens et surtout des immeubles qui constituent ce que l'on appelle des biens de mainmorte. Ces personnes morales aliènent très rarement, acquièrent toujours, accumulent tous leurs bénéfices et ne meurent jamais. Il en résulte que les biens de mainmorte, soumis en droit à tous les impôts qui frappent les biens des particuliers, en fait n'acquittent que très peu de droits

de mutation. Aussi a-t-on songé de tout temps à les frapper de taxes spéciales.

Sous l'ancien régime, on obligeait les corps et communautés à se faire représenter par un « homme vivant et mourant », ainsi nommé, parce qu'à son décès la communauté payait les droits de mutation, comme si elle était morte avec lui.

Ce régime disparut en 1789, et pendant longtemps il n'y eut aucune taxe spéciale ni sur la mainmorte, ni sur les bénéfices réalisés par les associations ; la mainmorte était régie uniquement par le droit commun.

La loi du 20 février 1849 établit la taxe sur les biens de mainmorte destinée à remplacer le droit de transmission immobilier entre vifs et par décès qui atteindrait ces biens immeubles si, au lieu d'appartenir à des personnes morales, ils appartenaient à des particuliers.

Mais cette mesure était insuffisante. L'impôt n'atteint que les immeubles dont les congrégations religieuses reconnues sont propriétaires. Elle ne pèse pas sur les biens meubles (valeurs corporelles ou valeurs incorporelles) appartenant aux associations religieuses de toute nature : elle n'atteint pas non plus ce qu'on a appelé la mainmorte occulte, c'est-à-dire les biens immobiliers possédés par des associations non dotées de la personnalité juridique.

La loi du 29 juin 1872, qui établit un impôt sur le revenu frappant les sociétés en général, n'atteint pas les associations formées sans but lucratif, par suite des conditions mêmes dans lesquelles elles emploient leurs revenus.

Pour faire cesser ces inégalités fiscales, M. Henri Brisson, alors président de la commission du budget à la Chambre des députés, fit voter la loi du 28 décembre 1880. Cette loi avait pour but :

1° D'assujettir les congrégations religieuses et les sociétés de même nature au paiement de la taxe sur le revenu ;

2° De rendre exigible, lors du décès ou du départ de l'un des membres de ces sociétés, les droits de mutation à titre gratuit sur les biens qui seraient censés appartenir au *de cujus*. C'était le *droit d'accroissement*. Ainsi les congrégations religieuses devaient être traitées de la même façon que les sociétés ordinaires.

Mais, par suite d'incidents parlementaires, les congrégations autorisées furent affranchies, par la loi de 1880, des droits d'accroissement qu'il était cependant légitime de leur faire payer.

La loi de 1880 souleva une vive résistance de la part des congrégations qui trouvèrent le moyen de se soustraire à ces obligations nouvelles : pour échapper à l'impôt sur le revenu établi par la loi de 1880 sur les associations à but non lucratif, elles inscrivirent dans leurs statuts une clause de distribution de bénéfices : dès lors, elles se trouvaient sous le régime de la loi du 29 juin 1872, et comme en fait elles ne distribuaient aucun revenu, elles échappaient à tout impôt de ce chef,

La taxe d'accroissement, d'autre part, était exigible des congrégations non autorisées, lorsque leurs statuts contenaient simultanément les clauses d'ad-

jonction et de réversion (1). Pour se soustraire au paiement de cette taxe, ces congrégations écartèrent l'une des deux clauses, adjonction ou réversion, et ainsi la loi de 1880, qui suppose la réunion de ces deux clauses, était inapplicable.

Décidé à frapper les associations qui se dérobaient ainsi, le législateur établit de nouvelles dispositions par la loi du 29 décembre 1884. L'article 9 de cette loi décide : « Les impôts établis par les articles 3 et 4 de la loi des finances du 28 décembre 1880 seront payés par toutes les congrégations, communautés et associations religieuses, autorisées ou non autorisées et par toutes les sociétés ou associations désignées dans cette loi, dont l'objet n'est pas de distribuer leurs produits en tout ou en partie entre leurs membres. »

L'impôt sur le revenu et la taxe d'accroissement étaient donc dus dorénavant par les congrégations, par cela seul qu'elles existaient ; et ces deux taxes étaient dues par les congrégations autorisées et par les congrégations non autorisées.

Le droit d'accroissement donna lieu à des fraudes nombreuses de la part des assujettis, à des diver-

---

(1) Les clauses d'adjonction et de réversion ont pour but d'assurer la perpétuité de l'association. Par la clause d'adjonction, il est décidé que la société ne sera pas dissoute par la mort, la retraite d'un associé, ni par l'adjonction de nouveaux membres. — La clause de réversion décide qu'au cas de décès ou de retraite d'un associé, la part de celui-ci, dans les biens indivis de l'association, ne sera pas remboursée à l'associé sortant ni à ses héritiers.

gences dans les décisions des tribunaux et à des difficultés de perception. Aussi une loi du 16 avril 1895 convertit le droit d'accroissement en une « taxe annuelle et obligatoire sur la valeur brute des biens meubles et immeubles possédés par les congrégations, communautés et associations religieuses autorisées ou non, et par les autres sociétés, associations désignées par les lois de 1880 et de 1884 ».

Le droit d'accroissement vise en pratique beaucoup plus les mutations par décès que les mutations entre vifs ; il ne se rattache que d'une manière incidente à notre matière. L'impôt sur le revenu, au contraire, doit être étudié plus en détail. Nous examinerons successivement quelles sont les sociétés qui sont assujetties à la taxe, quels sont les modes d'évaluation du revenu, et enfin quelles sont les règles du recouvrement de la taxe.

COLLECTIVITÉS ASSUJETTIES A LA TAXE. — La taxe sur le revenu est due, d'après les lois du 28 décembre 1880 et du 29 décembre 1884, par les sociétés civiles dans lesquelles les revenus ne doivent pas être distribués en tout ou en partie entre leurs membres et par les associations religieuses.

En ce qui concerne les sociétés civiles, la taxe n'est exigible que de la part d'associations présentant les éléments du contrat de société ; il faudra qu'il s'agisse de collectivités dans lesquelles plusieurs personnes mettent une chose en commun en vue de l'exploiter et d'en retirer des bénéfices ; il faudra, d'autre part, que la distribution de ces bénéfices soit prohibée.

En conséquence, les sociétés qui sont constituées dans un but purement littéraire, scientifique ou charitable, qui poursuivent un but philanthropique et auxquelles l'esprit de spéculation est étranger, ne sont pas soumises à l'impôt. Lors de la discussion de la loi, le sous-secrétaire d'Etat fit à ce sujet des déclarations très nettes (1). « Ces sociétés et toutes autres de même nature ne peuvent tomber sous l'application de la loi nouvelle pour une raison bien simple : c'est que la loi est uniquement faite pour les associations renfermant une clause prohibitoire de ne jamais distribuer des bénéfices entre leurs membres, et que les sociétés dont on se préoccupe très justement ne renferment pas une stipulation semblable, qui est contraire à leur essence, à leur but et à toute leur organisation. Ces sociétés restent sous l'empire de la loi de 1872. Elles continueront, comme par le passé, à payer la taxe ou à en être exemptées selon qu'elles tomberont ou non sous l'application de cette loi. »

Les sociétés d'assurance mutuelle et de secours mutuels ne sont pas assujetties à la taxe.

La loi du 28 décembre 1880 ne frappe pas les établissements publics ou d'utilité publique : elle n'atteint donc pas les hospices, bureaux de bienfaisance, caisses d'épargne, monts de piété, etc.

Les sociétés commerciales sont soumises à la taxe ainsi que cela résulte des lois du 28 décembre 1880

---

(1) *Journal Officiel* du 29 décembre 1880, p. 12985.

et du 29 décembre 1884, qui renvoient expressément à la loi du 29 juin 1872.

L'article 3 de la loi du 28 décembre 1880 vise les « sociétés ou associations même de fait existant entre tous ou quelques-uns des membres des associations reconnues ou non reconnues ».

Ainsi les seules sociétés civiles qui doivent payer l'impôt sur le revenu sont, d'après l'article 3 de la loi du 28 décembre 1880, les sociétés « dans lesquelles les produits ne doivent pas être distribués en tout ou en partie entre leurs membres » en raison d'une clause formelle des statuts. Il n'y a pas à distinguer suivant qu'on sera en présence d'une interdiction totale ou d'une interdiction partielle de distribuer les produits. Le législateur a voulu éviter la fraude qui consisterait, de la part des sociétés, à se soustraire à la loi, en distribuant seulement une partie des bénéfices, alors que l'autre partie, qui serait probablement la plus considérable, servirait à augmenter le capital.

Mais il faut que la prohibition de répartition de tout ou partie des produits soit absolue et irrévocable : il faut qu'en aucun cas les associés ne puissent acquérir un droit personnel sur les produits. Pour cette raison, la mise en réserve du revenu, l'attribution d'une partie de ce revenu au service des intérêts ou à l'entretien d'œuvres déterminées n'entraîne pas l'application de la loi du 20 décembre 1880.

Les associations religieuses étaient soumises par la loi du 20 décembre 1880 au même régime que les sociétés civiles que nous venons d'étudier : elles n'étaient donc passibles de l'impôt sur le revenu que

dans le cas où elles présentaient le caractère de société et où leurs statuts prohibaient formellement la répartition entre leurs membres des bénéfices qu'elles réalisaient. Mais, ainsi que nous l'avons vu, ces associations ayant trouvé le moyen d'échapper au paiement de la taxe en insérant dans leurs statuts une clause de distribution et en ne distribuant pas en fait, ce qui leur permettait d'invoquer la loi de 1872 et de prouver ensuite leur improductivité, le législateur de 1884 a soumis à l'impôt ces associations par le seul fait qu'elles présentaient le caractère d'associations religieuses. L'instruction administrative du 5 juin 1885 a développé le sens de l'article 9 de la loi du 29 décembre 1884.

« En ce qui concerne les congrégations religieuses, la modification apportée à la loi de 1880 fait désormais dépendre l'exigibilité de l'impôt, non plus du fait de la prohibition expresse ou tacite d'une répartition individuelle des bénéfices, mais de la nature même de l'association qui les réalise. Du moment qu'une association présente les caractères d'une communauté religieuse, elle est régie de plein droit par l'article 9 de la loi du 29 décembre 1884, sans qu'il y ait à rechercher si elle a été ou non reconnue, si elle poursuit un but de spéculation ou si elle se consacre à des œuvres de charité de quelque nature qu'elles soient. Il importe peu également qu'elle ait adopté l'une des formes autorisées pour les sociétés commerciales ou que ses statuts lui permettent de procéder à une distribution des produits. La généralité des termes employés par le législateur interdit toute distinction fondée sur le but

ou la forme de l'institution ou sur la possibilité d'une distribution. »

La loi du 29 décembre 1884, qui vise directement les congrégations religieuses, n'a rien innové en ce qui concerne les autres sociétés à but non lucratif, qui restent soumises à la loi du 28 décembre 1880.

DÉTERMINATION DU REVENU. — L'article 3 de la loi du 28 décembre 1880 décidait que le revenu était déterminé :

« 1<sup>o</sup> Pour les actions, d'après les délibérations, comptes rendus ou documents prévus par le premier paragraphe de l'article 2 de la loi du 29 juin 1872 ; 2<sup>o</sup> et pour les autres valeurs, soit par les délibérations des conseils d'administration, soit par la déclaration des représentants des sociétés ou associations, appuyées de toutes justifications nécessaires, soit, à défaut de délibérations et de déclarations, à raison de 5 p. 100 de l'évaluation des meubles et des immeubles composant le capital social. »

Ainsi, pour les sociétés visées par la loi du 28 décembre 1880, les revenus pouvaient être établis de trois manières : *a*) par la délibération des assemblées d'actionnaires ou des conseils d'administration s'il y en avait ; *b*) s'il n'y avait pas de conseil d'administration, par une déclaration munie de pièces justificatives faites par les directeurs des établissements ; et *c*) à défaut soit de délibération des conseils d'administration, soit de déclaration, par une estimation à forfait à 5 p. 100 sur le capital social, comme dans le système de la loi du 29 juin 1872.

Les sociétés visées par la loi du 28 décembre 1880

jouissaient d'un privilège par rapport aux sociétés soumises au régime de la loi du 29 juin 1872. Tandis, en effet, que la loi de 1872, à défaut de délibération des assemblées d'actionnaires ou des conseils d'administration, n'admet d'autre évaluation que le forfait à 5 p. 100, la loi de 1880 permet d'éviter le système du forfait au moyen d'une déclaration faite avec preuves justificatives. Il faut chercher les motifs de cette disposition dans ce fait que les sociétés visées par la loi de 1880 ne distribuant pas de bénéfices, ne peuvent en général produire aucune délibération établissant leurs bénéfices annuels.

Le Trésor éprouva des déconvenues dans la perception du nouvel impôt : les recettes furent très inférieures aux prévisions. Des fraudes nombreuses avaient été commises, et on accusa le système d'évaluation du revenu d'après déclaration d'avoir considérablement favorisé les évasions. L'article 9 de la loi du 29 décembre 1884 enleva aux associations civiles et religieuses visées par la loi de 1880 le bénéfice de la déclaration et établit une nouvelle base de détermination. Cet article 9 § 2 est ainsi conçu :

« Le revenu est déterminé à raison de 5 p. 100 de la valeur brute des biens meubles et immeubles possédés ou occupés par les sociétés, à moins qu'un revenu supérieur ne soit constaté, et la taxe est acquittée sur la remise d'une déclaration détaillée faisant connaître distinctement la consistance et la valeur de ces biens. »

Ainsi, des trois modes d'évaluation prévus par l'article 3 de la loi du 28 décembre 1880 seul, le forfait de 5 p. 100 du capital social sera désormais admis

et il constituera un minimum légal, la régie étant autorisée à prouver le revenu réel, lorsqu'il dépassera le chiffre de 5 p. 100.

La suppression des deux autres modes d'évaluation a été provoquée par le désir d'assurer toute son efficacité à la loi. D'ailleurs, la détermination d'après les délibérations d'assemblées ou de conseils destinés à répartir les bénéfices, était illogique puisqu'il s'agissait de sociétés ne distribuant pas de bénéfices et, par conséquent, ne prenant pas de délibérations à ce sujet. Quant à la détermination d'après une déclaration de produits avec pièces justificatives, si elle est admissible en ce qui concerne les sociétés civiles et commerciales, parce qu'il existe une comptabilité indispensable fournissant les éléments des pièces justificatives, on ne peut plus l'admettre quand il s'agit de congrégations où les produits n'apparaissent pas.

Le forfait de 5 p. 100 sera calculé sur les biens meubles et immeubles « possédés ou occupés » par la société. Cette disposition a été expliquée par une instruction de l'Administration :

« Les biens détenus par les communautés religieuses, et qu'elles appliquent à l'œuvre en vue de laquelle elles ont été instituées, sont de deux sortes : les uns sont leur propriété personnelle ; les autres appartiennent à des personnes étrangères à la communauté, ou à quelques-uns de ses membres, qui lui en ont abandonné la jouissance à titre gratuit ou onéreux. Ces deux classes de biens étant une source de produits pour les congrégations et contribuant toutes les deux au développement de leur patrimoine,

il a paru rationnel de les faire concourir indistinctement à l'établissement du forfait. C'est la pensée qu'a exprimée le législateur, en disposant que l'évaluation à 5 p. 100 sera basée sur la valeur des meubles ou des immeubles possédés ou occupés par les sociétés.

» Les biens possédés sont ceux dont la propriété ou l'un de ses démembrements appartient personnellement à l'association. Ils embrassent tous les biens sur lesquels les sociétés ont un droit de propriété, d'usufruit, d'usage, d'habitation ou même d'emphytéose.

» Les biens occupés par la congrégation, dans le sens juridique du mot, sont ceux sur lesquels elle exerce un droit de jouissance personnelle, soit par elle-même, soit par les membres qui la composent, ou par les sociétés civiles formées entre eux. Les dispositions de la loi sont générales, elles comprennent les occupations gratuites comme les occupations à titre onéreux. La seule condition requise pour l'application de l'article 9 de la loi, c'est que la congrégation exerce sur la chose un droit de détention personnelle, lui conférant la faculté de s'en approprier les utilités juridiques (1). »

Pour permettre à l'Administration d'établir ce forfait, les représentants de la société doivent remettre, lors du paiement de la taxe, une déclaration détaillée faisant connaître distinctement la consistance et la valeur des biens.

---

(1) Instruction n° 2712

L'article 9 de la loi du 29 décembre 1884 déroge au droit commun des sociétés et soumet les associations civiles ou religieuses ne distribuant pas de bénéfices à un régime d'exception en permettant à l'Administration de les taxer d'après leur revenu réel quand il dépasse 5 p. 100 du capital. Nous avons vu que, d'après la loi du 29 juin 1872, l'Administration n'est pas autorisée à prouver que les sociétés réalisent des bénéfices supérieurs au chiffre de 5 p. 100. Les sociétés peuvent même échapper à la taxe en faisant preuve de leur improductivité. En ce qui concerne les sociétés soumises aux lois du 28 décembre 1880 et du 29 décembre 1884, la situation est fort différente. Elles sont toujours, et malgré leur improductivité, taxées d'après le forfait de 5 p. 100. Si les bénéfices qu'elles réalisent dépassent ce chiffre, ce sera le revenu réel qui servira de base à la détermination. Leur situation est encore aggravée par ce fait qu'on déterminera le revenu, non seulement d'après la valeur des biens possédés, mais encore d'après la valeur des biens occupés.

Remarquons que le revenu réel ne pourra être constaté que pour les associations qui font le commerce. Seules, en effet, en raison précisément des nécessités commerciales, elles sont obligées d'avoir des livres, une comptabilité sur lesquels la constatation peut avoir lieu ; les autres, s'administrant intérieurement et n'ayant pas avec les tiers des relations commerciales, ne sont obligées à aucune comptabilité et, par conséquent, il ne sera jamais possible de leur prouver que leur revenu est supérieur à 5 p. 100 de leur capital.

Il ne paraît pas douteux que l'article 9 de la loi du 29 décembre 1884 édicte des dispositions très sévères. Le législateur de 1884 était surtout préoccupé d'écarter le danger que présente, au point de vue social, l'accroissement des biens de mainmorte et l'enrichissement indéfini de certaines associations. C'est ainsi qu'il a été conduit à soumettre les congrégations religieuses à un régime d'exception. Il ne nous appartient pas ici de discuter ni de juger l'opportunité de ces mesures ; constatons simplement que la loi du 29 décembre 1884 constitue une dérogation aux principes posés par la loi du 29 juin 1872.

RECouvreMENT DE LA TAXE. — L'impôt sur le revenu qui frappe les sociétés ne distribuant pas de bénéfices est l'impôt de 3 p. 100 établi par la loi du 29 juin 1872 dont le taux a été élevé à 4 p. 100 par la loi du 26 décembre 1890.

Tandis que la taxe de la loi de 1872 est payable en quatre termes égaux, la taxe due en vertu des lois du 28 décembre 1880 et 29 décembre 1884, doit être acquittée en une seule fois, dans les trois premiers mois de chaque année pour l'année précédente.

Le paiement a toujours lieu au bureau de l'enregistrement du siège social.

L'article 3 de la loi du 28 décembre 1880 dispose que « l'inexactitude des déclarations, délibérations, comptes rendus ou autres documents analogues, peut être établie conformément aux articles 17, 18, 19 de la loi du 22 frimaire an VII, 13 et 15 de celle du 23 août 1871 ».

L'article 13 de la loi du 23 août 1871, ainsi visé, autorise la régie à se servir de la preuve testimo-

niale et des simples présomptions, pour démontrer les inexactitudes contenues dans les documents qui lui sont fournis par les sociétés.

Les articles 17, 18, 19 de la loi du 22 frimaire an VII et l'article 15 de la loi du 23 août 1871 accorde à l'Administration le droit de provoquer l'expertise des biens de la société pour contrôler l'exactitude des déclarations qui sont faites au sujet de leur évaluation.

L'article 3 de la loi du 29 décembre 1884, en soumettant les sociétés aux « vérifications autorisées par l'article 7 de la loi du 21 juin 1875 » autorise par là formellement l'Administration à user du droit de communication, soit au siège des sociétés, soit dans les succursales.

Les pénalités encourues pour les contraventions aux lois de 1880 et de 1884 sont celles édictées par l'article 5 de la loi du 29 juin 1872.

Enfin, la prescription quinquennale sera opposable tant par l'Etat que par les sociétés, conformément à la loi du 26 juillet 1893.

---

## CONCLUSION

La législation des valeurs mobilières telle qu'elle existe aujourd'hui est le résultat d'un effort constant fait en vue d'appliquer aussi équitablement que possible le principe de l'égalité devant l'impôt. La fortune mobilière s'est vu frapper de taxes successives à mesure qu'elle croissait et se développait, et nous avons établi que le législateur avait eu raison de la faire contribuer aux charges publiques, qui pesaient presque exclusivement tout d'abord sur la fortune immobilière.

La contribution que l'on exige des valeurs mobilières est juste ; elle n'a pas entravé le développement inouï de l'industrie à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ; mais il serait dangereux d'aggraver encore les charges que supportent les valeurs de ce genre. Si de nouveaux impôts doivent être établis, il est à désirer qu'ils ne portent plus sur les valeurs mobilières déjà suffisamment taxées, et qu'ils atteignent au contraire les revenus qui jouissent à l'heure actuelle de l'immunité. Nous ne voulons pas parler des créances chirographaires ; car il y aurait de trop grandes difficultés à les atteindre par un impôt spécial ; nous ne faisons pas allusion non plus aux traitements et pensions

des fonctionnaires : si l'Etat paie de ce chef des sommes qui parfois ont paru trop considérables, il est préférable de diminuer directement ces traitements et pensions plutôt que de les atteindre par voie d'imposition. Nous voulons viser les créances hypothécaires et les rentes sur l'Etat.

Nous concluons en demandant une double réforme dans le régime fiscal des valeurs mobilières : l'établissement d'une taxe spéciale sur les intérêts des créances hypothécaires, et une modification en ce qui concerne l'imposition de la rente. Nous avons déjà longuement étudié cette question et nous avons constaté les immunités dont jouissait la rente sur l'Etat : alors que les valeurs mobilières sont soumises à plusieurs impôts, la rente française échappe : 1<sup>o</sup> au droit de timbre de la loi de 1850 ; 2<sup>o</sup> au droit de transmission de la loi de 1857 ; 3<sup>o</sup> à l'impôt de 4 p. 100 sur le revenu établi par les lois de 1872 et de 1890 ; 4<sup>o</sup> d'après la loi de 1895, elle ne supporte l'impôt sur les opérations de Bourse que pour un quart. Comme actuellement nous ne voyons plus de raisons suffisantes pour légitimer cet état de choses dont l'origine remonte à la loi de l'an VI, nous demandons tout au moins que, lors de l'émission de nouvelles rentes, l'Etat ne persiste pas dans la voie des immunités et fasse contribuer les rentiers au même titre que les porteurs des autres valeurs mobilières.

---

## BIBLIOGRAPHIE

- BOUCARD et GÈZE. — Éléments de la science des finances, t. II, 1902.
- A. BUCHÈRE. — Traité théorique et pratique des valeurs mobilières et effets publics, 1892.
- CAILLAUX, TOUCHARD et PRIVAT-DESCHANEL. — Les impôts en France, t. II, 1896.
- CAUWÈS. — Cours d'Économie politique, 3<sup>e</sup> édit., 1893.
- CHAILLEY. — L'impôt sur le revenu, 1884.
- DALLOZ. — Jurisprudence générale, supplément, t. XVIII, v<sup>o</sup> Valeurs mobilières, 1896.
- Code de l'Enregistrement, 1878.
- DELOISON. — Traité des valeurs mobilières françaises et étrangères et des opérations de Bourse, 1890.
- Le fisc devant la justice en matière d'impôt sur le revenu des valeurs mobilières (loi du 23 juin 1872), 1886.
- DEMASURE. — Étude du régime fiscal des Sociétés et établissements publics, 1884.
- FAURE (Fernand). — Revue politique et parlementaire, juil. 1895.
- D. GARNIER. — Répertoire général de l'Enregistrement, t. II, v<sup>o</sup> Impôt direct sur le revenu.
- LEROY-BEAULIEU (Paul). — Traité de la Science des finances, 6<sup>e</sup> édition, 1899.
- LYON-CAEN et RENAULT. — Manuel de droit commercial, 5<sup>e</sup> éd., 1899.

SAY (Léon). — Dictionnaire des finances, 1892.

— Solution démocratique de la question des impôts,  
t. II.

R. STOURM. — Systèmes généraux d'impôts, 1893.

A. VAVASSEUR. — Traité des Sociétés civiles et commerciales,  
1892.

---

Vu par le Président de la thèse :

A. GLAIZE.

Montpellier, le 8 juin 1904.

Vu : le Doyen,

VIGIÉ.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Montpellier, le 9 juin 1904,

Le Recteur :

ANT. BENOIST.



## TABLE DES MATIÈRES

---

|                                                          |    |
|----------------------------------------------------------|----|
| <b>INTRODUCTION</b> . . . . .                            | 7  |
| <b>DROIT DE TIMBRE. — (Loi du 3 juin 1850).</b> . . .    | 43 |
| Historique de la loi du 3 juin 1850 . . . . .            | 47 |
| Valeurs soumises au droit de timbre. . . . .             | 47 |
| Nature et quotité des droits. . . . .                    | 50 |
| Liquidation de la taxe . . . . .                         | 53 |
| Mode de perception . . . . .                             | 56 |
| Mesures préventives de la fraude. Pénalités . .          | 58 |
| Prescriptions . . . . .                                  | 59 |
| <b>DROIT DE TRANSMISSION. — Loi du 23 juin 1857.</b>     | 61 |
| Valeurs soumises à l'impôt. . . . .                      | 62 |
| Nature et quotité des droits. . . . .                    | 64 |
| Liquidation de la taxe. : . . . . .                      | 69 |
| Mode de perception . . . . .                             | 71 |
| Mesures préventives de la fraude. Pénalités . .          | 72 |
| Prescriptions . . . . .                                  | 73 |
| <b>TAXE SUR LE REVENU</b> . . . . .                      | 74 |
| Historique de la loi du 29 juin 1872. . . . .            | 84 |
| <b>CHAPITRE PREMIER. — Actions et parts d'intérêt.</b> . | 86 |
| I. Sociétés assujetties. . . . .                         | 86 |

|                                                                                      |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| II. Valeurs imposées. . . . .                                                        | 100 |
| 1° Conditions d'exigibilité de l'impôt . . . . .                                     | 100 |
| a) Existence d'un bénéfice . . . . .                                                 | 101 |
| b) Distribution des bénéfices . . . . .                                              | 103 |
| 2° Détermination du revenu . . . . .                                                 | 111 |
| a) Actions. . . . .                                                                  | 112 |
| b) Parts d'intérêt et commandites . . . . .                                          | 113 |
| CHAPITRE II. — Emprunts et obligations. . . . .                                      | 120 |
| I. Collectivités assujetties à la taxe . . . . .                                     | 120 |
| II. Valeurs imposées. . . . .                                                        | 125 |
| CHAPITRE III. — Lots et primes de remboursement. . . . .                             | 134 |
| CHAPITRE IV. — Perception de la taxe . . . . .                                       | 141 |
| Liquidation de la taxe . . . . .                                                     | 142 |
| Moyens de contrôle . . . . .                                                         | 145 |
| Paiement. . . . .                                                                    | 149 |
| Prescriptions . . . . .                                                              | 152 |
| Pénalités . . . . .                                                                  | 155 |
| Procédure . . . . .                                                                  | 157 |
| IMPOTS SUR LES SOCIÉTÉS DÉSINTÉRESSÉES ET<br>LES CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES . . . . . | 159 |
| Collectivités assujetties . . . . .                                                  | 163 |
| Détermination du revenu . . . . .                                                    | 167 |
| Recouvrement de la taxe. . . . .                                                     | 172 |
| CONCLUSION. . . . .                                                                  | 174 |



